

**Chambre  
des Représentants**

SESSION 1975-1976.

18 NOVEMBRE 1975

**BUDGET**

**du Ministère de l'Agriculture  
pour l'année budgétaire 1976.**

**PROJET DE LOI**

**ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture  
de l'année budgétaire 1975.**

**RAPPORT**

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION  
DE L'AGRICULTURE (1)**

**PAR M. LERNOUX.**

**SOMMAIRE.**

	Pages
I. — Exposé du Ministre	2
II. — Discussion générale	15
A. Prix	15
1. Financement du budget des Communautés européennes et contribution financière de la Belgique au F. E. O. G. A.	15
2. Prix du sucre et de la betterave	21
3. Lin	22
4. Surplus agricoles	22
5. Divers	22

**Kamer  
van Volksvertegenwoordigers**

ZITTING 1975-1976.

18 NOVEMBER 1975

**BEGROTING**

**van het Ministerie van Landbouw  
voor het begrotingsjaar 1976.**

**WETSONTWERP**

**houdende aanpassing van de begroting  
voor het Ministerie van Landbouw  
voor het begrotingsjaar 1975.**

**VERSLAG**

**NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE LANDBOUW (1)**

**UITGEBRACHT DOOR DE HEER LERNOUX.**

**INHOUD.**

	Blz.
I. — Uiteenzetting van de Minister	2
II. — Algemene bespreking	15
A. Prijzen	15
1. Financiering van de begroting van de Europese Gemeenschappen en financiële bijdrage van België aan het E. O. G. F. L.	15
2. Prijs van suiker en bieten	21
3. Vlas	22
4. Landbouwoverschotten	22
5. Varia	22

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Picron.

A. — Membres : Mme Demeester-De Meyer, Mlle Devos, MM. Ghysen, Lernoux, Renaat Peeters, Pierret, Léon Remacle, Van Dessel. — MM. Breyne, Burgeon, Content, Danschutter, Delhaye, Marcel Remacle, Vanijlen. — MM. Picron, Rolin Jacquemyns, Verberckmoes, Vreven. — MM. Gendebien, Massart. — MM. Sels, Van Grembergen.

B. — Suppléants : MM. Brimant, Claeys, De Keersmaeker, Uytten-daele. — MM. Adriaensens, Grégoire, Laridon, Tibbaut. — MM. Bonnel, Daems. — M. Duvieusart. — M. Van Leemputten.

Voir :

- 4-XI (1975-1976) :  
— No 1 : Budget + Annexe.  
5-XI (1975-1976) :  
— No 1 : Projet de loi.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Picron.

A. — Leden : Mevr. Demeester-De Meyer, Mej. Devos, de heren Ghysen, Lernoux, Renaat Peeters, Pierret, Léon Remacle, Van Dessel. — de heren Breyne, Burgeon, Content, Danschutter, Delhaye, Marcel Remacle, Vanijlen. — de heren Picron, Rolin Jacquemyns, Verberckmoes, Vreven. — de heren Gendebien, Massart. — de heren Sels, Van Grembergen.

B. — Plaatsvervangers : de heren Brimant, Claeys, De Keersmaeker, Uytten-daele. — de heren Adriaensens, Grégoire, Laridon, Tibbaut. — de heren Bonnel, Daems. — de heer Duvieusart. — de heer Van Leemputten.

Zie :

- 4-XI (1975-1976) :  
— Nr 1 : Begroting + Bijlage.  
5-XI (1975-1976) :  
— Nr 1 : Wetsontwerp.

	Pages	Blz.
B. Marchés	23	23
1. Faillite	23	23
2. Exportations agricoles	23	23
3. Aviculture	24	24
4. Importation de fruits	25	25
5. Attachés agricoles	25	25
6. Aide alimentaire	26	26
C. Structures de production	28	28
1. Application des directives de la C. E. relatives à l'amélioration des structures agricoles	28	28
2. Coût des mesures d'urgence	31	31
3. Contrôle des résidus	32	32
4. Contrôle qualitatif exercé par l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles à l'exportation des fruits et légumes	32	32
5. Réglementation sur les établissements incommodes, dangereux et insalubres	33	33
6. Retrait de terres à l'agriculture	34	34
7. Aide aux régions défavorisées	34	34
8. Fonctionnement du Fonds d'investissement agricole	35	35
9. Consommation de produits agricoles	38	38
10. Réglementation sur les permis d'exploitation	39	39
11. Jardins d'essais	39	39
12. Droits d'accise sur les carburants	40	40
D. Infrastructure	40	40
1. Société nationale terrienne	40	40
2. Construction en zone agricole	40	40
3. Voie agricole	40	40
4. Remembrement rural du Mandel	41	41
5. Divers	41	41
III. — Votes	42	42
Errata	43	43
Annexes	44	44

### MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a consacré trois réunions à l'examen des présents projets de loi.

### I. — EXPOSE DU MINISTRE.

#### A. Aperçu synthétique du rapport paritaire.

##### 1) Situation et évolution.

L'agriculture a connu en 1974 une évolution contraire à celle de l'économie belge dans son ensemble. En effet, la valeur ajoutée brute de l'agriculture aux prix du marché a diminué de 17 % par rapport à 1973 alors que le produit national brut s'accroissait de 14,6 %.

L'expansion du commerce extérieur des produits agricoles s'est ralentie; ainsi la valeur des exportations agricoles n'a augmenté que de 8 % contre 21 % pour les exportations totales. Le solde négatif de la balance commerciale de ces produits a augmenté.

La régression de la population active agricole s'est poursuivie. Elle s'est traduite par une diminution de 4 508 personnes en 1974 dans le secteur englobant l'agriculture, l'horticulture et la sylviculture.

L'écart entre les salaires conventionnels en agriculture et dans les autres secteurs de l'économie a continué à grandir.

Les produits alimentaires, qui constituent la part la plus importante des débouchés de l'agriculture, ont encore vu diminuer leur importance relative dans la consommation des ménages (21,4 % en 1974).

Les investissements sous forme de capital fixe ont augmenté dans le secteur agricole comme dans les autres branches de l'économie, mais dans une mesure moindre.

### DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft drie vergaderingen gewijd aan het onderzoek van de onderhavige wetsontwerpen.

### I. — UITEENZETTING VAN DE MINISTER.

#### A. Samenvattend overzicht van het pariteitsrapport.

##### 1) Toestand en ontwikkeling.

De landbouw heeft in 1974 een ontwikkeling te zien gegeven die niet in de lijn lag van het hele Belgische bedrijfsleven. De bruto toegevoegde waarde van de landbouw tegen marktprijzen daalde met 17 % t.o.v. 1973, terwijl het bruto nationaal produkt met 14,6 % toenam.

De uitvoer van landbouwprodukten is in 1974 vertraagd; hij steeg slechts met 8 % tegen 21 % voor de totale uitvoer. Het invoeroverschot voor de betrokken produkten is aldus nog toegenomen.

De actieve landbouwbevolking liep nog verder terug : voor de land-, tuin- en bosbouw samen gaf 1974 een daling met 4 508 personen te zien.

De achterstand van de regelingslonen in de landbouw op die van de andere takken van het bedrijfsleven blijft zich voorzettend.

De afzet van landbouwprodukten bestaat voor het grootste deel uit voedingsprodukten. Het aandeel hiervan in de particuliere consumptie bedroeg 21,4 % in 1974.

De investeringen in de vorm van vast kapitaal zijn in de landbouw toegenomen, juist zoals in de andere takken van het bedrijfsleven, zij het in mindere mate.

L'examen du développement économique de l'agriculture révèle que le nombre d'exploitations continue à décroître sans qu'il y ait à cet égard une grande différence entre le secteur professionnel et le secteur occasionnel.

La superficie cultivée continue à diminuer à un rythme accéléré, au point que la quote-part du domaine spécifique agricole est tombée en 1975 à moins de 49 % de la superficie cadastrale globale du royaume.

La superficie moyenne des exploitations augmente lentement mais d'une manière continue; elle se situe actuellement aux alentours de 10 ha pour l'ensemble du secteur ayant une activité de vente, tandis qu'elle dépasse quelque peu les 15 ha pour le secteur agricole professionnel.

Il faut aussi souligner les grandes différences régionales qui existent tant pour l'évolution du nombre d'exploitations que pour celle des disponibilités en terres.

Le nombre d'unités de travail utilisées en agriculture diminue à un rythme beaucoup plus lent. Il représente actuellement moins de 4 % de la population active totale.

Le nombre de candidats potentiels à la succession continue à décroître plus rapidement que le nombre de chefs d'exploitations, au point que la pression des générations s'affaiblit toujours davantage.

Le capital agricole a encore augmenté et atteint 600 milliards de F en 1974. Sa progression a toutefois été ralentie (+ 6 % de 1973 à 1974 au lieu de + 9 % de 1972 à 1973). Tous les postes de l'actif, à l'exception du cheptel vivant qui a légèrement diminué, ont participé à sa croissance. On retiendra surtout l'importante augmentation de la valeur des bâtiments, du matériel et du capital circulant. Le haut niveau d'inflation atteint en 1974 n'est pas étranger à ce phénomène. Au passif, on relève un accroissement très modéré de l'endettement des agriculteurs (+ 2,3 % de 1973 à 1974 au lieu de + 8 % de 1972 à 1973).

Sur le plan de l'utilisation des terres agricoles, on observe une tendance progressive à l'accentuation de la production fourragère et de l'horticulture au détriment des grandes cultures, bien que les développements soient très différents tant sur le plan régional que pour chacun des composants principaux du plan de culture.

Les caractéristiques principales de l'évolution structurelle dans le secteur de l'élevage persistent, à savoir : la spécialisation toujours plus poussée, l'intensification et l'exploitation à une échelle plus grande.

La balance commerciale des échanges de produits agricoles et horticoles avec les pays traditionnels des C. E. a été largement déficitaire en 1974. Par contre, le solde négatif du commerce avec les trois nouveaux pays membres des C. E. a été remplacé par un solde positif. Quant au déficit de la balance commerciale avec les « pays tiers », il a sensiblement augmenté.

L'indice (1962-1963-1964 = 100) des prix payés par les producteurs a progressé plus fortement en 1974 (+ 17,96 points) qu'en 1973. Il en va autrement pour l'évolution des prix reçus par les producteurs dont l'indice, après deux années de hausse, a subi un recul de 8,27 points. Le rapport prix reçus/prix payés a dès lors fortement rétrogradé, atteignant en 1974 moins de 80 % contre 95 % en 1973. Les raisons en sont surtout, d'une part, la forte augmentation des coûts et d'autre part, l'affaiblissement des prix de vente d'une série de produits importants du secteur animal. Parmi les différentes spéculations, c'est l'horticulture qui a enregistré les résultats les meilleurs en matière de prix reçus : l'indice des prix horticoles, calculé par l'Institut économique agricole, a augmenté de ± 15 % par rapport à 1973.

En 1974, selon les calculs de l'Institut économique agricole (I. E. A.), le revenu des exploitations agricoles et horticoles a diminé de 10,5 milliards de F (- 24,2 %) par rapport à 1973. Comme le volume de la production et celui des

Een onderzoek naar de economische ontwikkeling van de landbouw leert ons dat het aantal bedrijven blijft afnemen, waarbij slechts weinig verschil tussen de beroeps- en de gelegenheidslandbouwers merkbaar is.

De betoelde oppervlakte blijft steeds sneller krimpen, zodat het aandeel van het specifieke landbouwgebied in 1975 tot minder dan 49 % van de totale kadastrale oppervlakte van het Rijk is geslonken.

De gemiddelde oppervlakte van de landbouwbedrijven stijgt traag maar gestadig; momenteel ligt zij iets boven 10 ha voor de gezamenlijke bij de verkoop van landbouwprodukten betrokken bedrijven, tegen iets meer dan 15 ha voor de gewone landbouwbedrijven.

Er zij ook op gewezen dat de evolutie van het aantal bedrijven en van de beschikbare oppervlakte van streek tot streek verschilt.

Het aantal in de landbouw tewegestelde personen slonk heel wat langzamer en bereikt thans minder dan 4 % van de totale beroepsbevolking.

Het aantal potentiële opvolgers blijft sneller verminderen dan het aantal bedrijven zelf, zodat de generatiedruk verder verzwakt.

Het landbouwkapitaal is nog toegenomen tot 600 miljard F in 1974, weliswaar tegen een lager groeitempo (+ 6 % van 1973 tot 1974, tegenover + 9 % van 1972 naar 1973). De stijging geldt voor alle actieve posten, met uitzondering van de veestapel, die lichtjes achteruitliep. Vooral de aanzienlijke waardevermeerdering van de gebouwen, van het materieel en van het omlopend kapitaal dient onderstreept te worden. Het hoge inflatiepercentage in 1974 is daaraan niet vreemd. Bij de passiva valt de erg matige stijging op van de schuldenlast van de landbouwers (+ 2,3 % van 1973 tot 1974 tegenover + 8 % van 1972 tot 1973).

Op het stuk van de verbouwing winnen de rechtstreekse voederwinning en de tuinbouw geleidelijk aan belang ten koste van de akkerbouw, hoewel de ontwikkeling, zowel regionaal als voor elk van de hoofdcomponenten van het teeltplan, zeer uiteenlopend is.

Hoofdkenmerken van de structurele evolutie in de veefokkerij blijven : verder doorgedreven specialisering, intensivering en schaalvergrotting.

Het handelsverkeer van de land- en tuinbouwprodukten met de traditionele E. G.-landen verliep in 1974 uitgesproken deficitair. Het nadelig saldo van de handel met de drie nieuwe E. G.-lidstaten werd daarentegen door een batig saldo vervangen. Het deficit van de handelsbalans met de « derde landen » is aanzienlijk toegenomen.

Het indexcijfer (1962-1963-1964 = 100) van de door de producenten betaalde prijzen is in 1974 (+ 17,96 punten) nog feller gestegen dan in 1973. Anders verliep het met de door de producenten ontvangen prijzen waarvan het indexcijfer, na twee jaar stijging, met 8,27 punten is gedaald. De verhouding ontvangen prijzen/betaalde prijzen is aldus sterk teruggelopen : in 1974 minder dan 80 % tegen 95 % in 1973. Dit was vooral te wijten aan de sterke stijging van de kostprijs en de lage verkoopprijs. Van de verschillende sectoren boekte de tuinbouw inzake ontvangen prijzen de behoorlijkste resultaten : het door het Landbouweconomisch Instituut berekende indexcijfer der tuinbouwprijzen steeg met ruim 15 % ten opzichte van 1973.

Volgens de berekeningen van het Landbouweconomisch Instituut (L. E. I.) daalde het inkomen van de land- en tuinbouwbedrijven in 1974 met 10,5 miljard F t.o.v. de resultaten in 1973 (- 24,2 %). Zowel het volume van de

dépenses sont restés au même niveau qu'en 1973, cette évolution défavorable du revenu est entièrement imputable à une disproportion accentuée entre les prix reçus et les prix payés par les agriculteurs. Ceci a surtout été vrai pour la production de viande et plus spécialement encore pour celle de la viande porcine. Dans ce dernier secteur, le prix moyen réalisé par kg de poids vif a diminué de plus de 20 % par rapport à 1973 tandis que, de son côté, l'offre dépassait de 5 % le record enregistré en 1973.

La conjoncture défavorable ainsi que les augmentations sensibles du prix des matières premières et des salaires ont provoqué un ralentissement dans la croissance de l'emploi des facteurs de production, ce qui n'a cependant pas empêché les charges d'exploitation de s'accroître de 7,6 milliards de F ou 9,2 %.

Alors que la valeur ajoutée brute du secteur agricole aux prix du marché avait augmenté régulièrement de 1962 à 1973, passant de 35,3 milliards de F à 62,5 milliards de F, on constate qu'en 1974, elle est tombée à 51,8 milliards de F. Dans le même temps, le produit national brut aux prix du marché continuait à augmenter plus rapidement, si bien que l'importance relative du secteur agricole dans la formation du produit national brut, qui était de 5 % environ dans la période de base 1962-1963-1964, n'est plus que de 2,5 % en 1974.

---

Le revenu du travail par unité de travail en agriculture a diminué de 22,8 % en 1974 par rapport à 1973 pour se situer à 210 886 F. Ce même revenu dans les autres secteurs (= parité) a dans le même temps augmenté de plus de 15 % pour atteindre 351 606 F par salarié. Alors que la rémunération du travail en agriculture atteignait en 1972 et 1973 respectivement 82,7 % et 89,6 % de la parité, en 1974 elle n'a donc atteint que 60 % de cette parité; c'est le niveau le plus bas enregistré depuis 1960.

---

Suivant les comptabilités de l'I. E. A., les exploitations agricoles professionnelles d'une superficie moyenne de 18,8 ha, correspondant à la moyenne des exploitations professionnelles agricoles de 5 ha et plus du Royaume, ont procuré durant l'exercice comptable 1974-1975, un revenu du travail par unité de travail (U. T.) de 252 410 F, ce qui représente une diminution de 10 % par rapport à l'exercice précédent. En moyenne, ces exploitations ont atteint en 1974-1975, 72 % de la parité.

Toujours suivant les comptabilités de l'I. E. A., les exploitations horticoles à prédominance de légumes sous verre, d'une superficie moyenne de 1,12 ha, ont bénéficié d'un revenu du travail par U. T. de 462 549 F, celles à prédominance de légumes en plein air (9 ha) de 342 168 F et celles à prédominance de fruits et/ou petits fruits (5,5 ha), de 415 443 F. Ces revenus du travail par U. T. représentent respectivement 132 %, 97 % et 118 % de la parité. Comparé aux résultats de l'exercice précédent, le revenu du travail moyen par U. T. est en augmentation de 1 % dans les exploitations à prédominance de légumes sous verre, de 3 % dans les exploitations à prédominance de légumes en plein air et de 33 % dans les exploitations à prédominance de fruits et/ou petits fruits.

En ce qui concerne les exploitations spécialisées dans les productions animales non liées au sol, la confrontation des résultats comptables de l'exercice 1974-1975 avec ceux de l'exercice précédent fait apparaître une augmentation du revenu du travail par animal de 1,5 % pour les poulets à l'engrais et de 17 % pour les poules pondeuses; pour les truies d'élevage et pour les porcs à l'engrais, le revenu du travail par animal a diminué respectivement de 73 % et 75 %. Pour aucune des ces productions animales, les résultats financiers de l'exercice comptable 1974-1975 n'ont permis de rémunérer le travail à un salaire horaire normal (charges sociales incluses).

produktion als dat van de uitgaven bleef op het peil van 1973 zodat die ongunstige evolutie van het inkomen volledig toe te schrijven is aan een sterkere wanverhouding tussen de door de producent ontvangen en de door hem betaalde prijzen. Dit gold vooral voor de vleesproductie en meer uitsproken nog voor de varkensproductie. In deze laatste sector daalde de gemiddelde ontvangen prijs per kg levend gewicht met meer dan 20 % t.o.v. 1973 bij een rekordaanbod dat nog 5 % boven dat van 1973 lag.

De ongunstige conjunctuur en de gevoelige stijging van de grondstofprijzen en van de lonen remden de groei van het gebruik van de produktiefactoren, maar desondanks stegen de bedrijfslasten met 7,6 miljard F of 9,2 %.

Waar de bruto toegevoegde waarde van de landbouwsector tegen marktprijzen bijna continu groeide van 35,3 miljard F in 1962 tot 62,5 miljard F in 1973, daalde deze waarde in 1974 tot 51,8 miljard F. Inmiddels steeg het bruto nationaal produkt tegen marktprijzen gestadig sneller zodat het relatieve belang van de landbouwsector in de vorming van het bruto nationaal produkt afnam van ruim 5 % in de referentieperiode 1962-1963-1964 tot 2,5 % in 1974.

---

Het arbeidsinkomen in de landbouw, per volwaardige arbeidskracht, daalde in 1974 met 22,8 % t.o.v. 1973; het bedraagt 210 886 F. Ditzelfde inkomen in de overige sectoren (pariteit) steeg inmiddels met meer dan 15 % tot 351 606 F per loontrekende. Terwijl het arbeidsinkomen in de landbouw in de jaren 1972 en 1973 respectievelijk 87,2 % en 89,6 % van de pariteit bedroeg, werd dus in 1974 slechts 60 % van die pariteit bereikt; het is het laagste niveau dat sedert 1960 werd genoteerd.

---

Volgens het L. E. I. bereiken de gewone landbouwbedrijven tijdens het boekjaar 1974-1975, met een gemiddelde bedrijfsoppervlakte van 18,8 ha, d.i. een oppervlakte die overeenstemt met het Rijksgemiddelde van de gewone landbouwbedrijven met 5 ha en meer, een arbeidsinkomen per arbeidseenheid (A. E.) van 252 410 F, d.i. een vermindering met 10 % in vergelijking met het vorige boekjaar. In 1974-1975 hebben die bedrijven gemiddeld 72 % van de pariteit bereikt.

Steeds volgens het L. E. I. bereikten de specifieke tuinbouwbedrijven met overwegend groenten onder glas en een gemiddelde oppervlakte van 1,12 ha, een arbeidsinkomen van 462 549 F per A. E., die met overwegend vollegrondsgroenten (9 ha) 342 168 F per A. E. en die met overwegend fruit en/of kleinfruit (5,5 ha) 415 443 F per A. E. Deze arbeidsinkomens per A. E. vertegenwoordigen 132 %, resp. 97 % en 118 % van de pariteit. In vergelijking met het vorige boekjaar vertoont het gemiddelde arbeidsinkomen per A. E. een vermeerdering met 1 % voor de bedrijven met overwegend groenten onder glas, met 3 % voor die met overwegend vollegrondsgroenten en met 33 % voor de bedrijven met overwegend fruit en/of kleinfruit.

Voor de bedrijven die gespecialiseerd zijn in niet aan de grond gebonden veeteeltprodukten geeft de vergelijking van de boekhoudkundige resultaten van het boekjaar 1974-1975 met die van het vorige boekjaar een stijging van het arbeidsinkomen per dier met 1,5 % voor mestkuikens en met 17 % voor leghennen te zien; voor fokzeugen en voor mestvarkens is het arbeidsinkomen per dier met 73 %, resp. 75 % gedaald. Voor geen enkel van die veeteeltprodukten hebben de financiële resultaten van het boekjaar 1974-1975 toegelaten de arbeidskrachten te vergoeden tegen een normaal uurloon (inclusief sociale lasten).

En 1974, la production totale de céréales a été légèrement inférieure à celle de 1973; cependant, la production de froment a, quant à elle, dépassé celle de l'année précédente. Le marché du froment a été faible par suite d'un déséquilibre engendré par les règlements monétaires favorisant les importations françaises, par la politique rigide de la Commission européenne freinant les exportations et par l'absence de prime de dénaturation. Une nouvelle diminution de la production d'orge, qui doit être située dans le cadre de notre approvisionnement déficitaire en céréales fourragères, a été à la base des prix de vente favorables enregistrés pour cette céréale.

L'extension de la superficie consacrée au lin et la diminution très sensible de nos exportations de fibres longues ont engendré une baisse sensible des prix.

Pour les pommes de terre de primeur, la campagne 1974 a été favorable. Par contre, pour les variétés mi-hâtives, la fermeture de la frontière allemande a engendré une chute du prix jusqu'en-dessous du prix de revient. Les pommes de terre de conservation ont connu des rendements élevés mais les prix sont restés très bas jusqu'à la mi-octobre. Peu après, par suite de grandes difficultés d'arrachage, les prix sont remontés pour redescendre en décembre, l'offre étant devenue trop importante. Globalement, la campagne des pommes de terre a été défavorable.

Une offre excédentaire sur le marché mondial du houblon a entraîné un stockage important de grosses quantités de houblon invendu.

La spéculation tabacicole a enregistré une diminution de superficie mais une augmentation des rendements.

La production sucrière n'a pas dépassé les 557 000 tonnes de sucre blanc. Le bilan communautaire accusant un déficit de 500 000 tonnes, des importations ont été nécessaires. Les producteurs de betteraves ont reçu un prix supérieur au prix minimum fixé par les Communautés européennes.

Au cours de la saison 1974-1975, les producteurs de fourrages déshydratés ont connu des difficultés pour obtenir un prix rentable.

Les superficies réservées aux légumes en plein air ont connu une extension importante qui s'est faite presque intégralement au profit des pois, des carottes et des scorsonères. La superficie du witloof recule et il y a statu-quo pour les laitues, asperges, choux, poireaux et tomates. Pour la superficie sous verre, les tomates, laitues pommées et concombres ont connu une légère extension. Il en est de même pour la culture des champignons en Flandre occidentale.

La superficie des vergers accuse une nouvelle diminution, imputable intégralement aux vergers à hautes tiges car il y a une légère extension pour les vergers à basses tiges. Pour les pommes, on a enregistré une faible récolte et un marché normal. La bonne récolte de poires a connu un écoulement difficile; cependant, la campagne dans son ensemble a été favorable. La production de fraises a baissé par suite d'une diminution des superficies et des rendements. En 1974, la cueillette des cerises a donné des résultats doubles de ceux enregistrés en 1973. La production de prunes a été bonne; par contre, la production de baies a encore été en baisse sauf pour les groseilles rouges. C'est le statu-quo pour la culture du raisin.

Le secteur des produits horticoles non comestibles a connu une expansion continue. La floriculture aussi bien que les pépinières ont vu leur superficie augmenter, alors que la surface consacrée aux graines et semences a légèrement diminué.

Pour les produits laitiers, il y a eu, au cours de la campagne 1974-1975, une légère augmentation de la production due uniquement à un meilleur rendement par vache. S'il

In 1974 lag de totale produktie van granen iets lager dan in 1973. De produktie van tarwe was nochtans groter. Het marktverloop voor tarwe was zwak door de verstoring van het evenwicht ten gevolge van de monetaire maatregelen die de Franse invoer bevoordeelden, door de strakke politiek van de Europese Commissie, die de uitvoer afremde en door de afwezigheid van de denaturatie-premie. Een nieuwe vermindering van de gerstproduktie, die moet worden gezien in het licht van onze deficitair bevoorradingssituatie inzake voedergranen, gaf aanleiding tot de gunstige verkoopprijzen voor gerst.

De uitbreidung van de met vlas beteelde oppervlakte en de aanzienlijke vermindering van onze uitvoer van lange vlasvezels hebben een aanmerkelijke daling van de prijzen met zich gebracht.

Voor de vroege aardappelen is het seizoen 1974 gunstig verlopen. Voor de half-vroege variëteiten daarentegen daalden de prijzen door het sluiten van de Duitse grens tot beneden het niveau van de kostprijs. De bewaaraardappelen kenden een goede opbrengst, maar de prijzen bleven laag tot half oktober. Nadien stegen de prijzen ten gevolge van de ernstige moeilijkheden bij het rooien, en in december daalden ze opnieuw door het te grote aanbod. In zijn geheel genomen was het aardappelseizoen weinig bevredigend.

Een overschat aan hop op de wereldmarkt veroorzaakte het opslagen van grote hoeveelheden onverkochte hop.

In de tabaksteelt verminderde de betelde oppervlakte, maar de opbrengst steeg.

Er werd 557 000 ton witte suiker geproduceerd. De E. G. balans wees op een tekort van 500 000 ton waardoor invoer noodzakelijk was. De producenten van bieten hebben een hogere prijs gekregen dan de door de Europese Gemeenschappen vastgestelde minimumprijs.

Tijdens het seizoen 1974-1975 kenden de producenten van kunstmatig gedroogde groenvoeders moeilijkheden om een rendabele prijs te verkrijgen.

Er was een aanzienlijke toename van de aan openlucht-groenten bestede oppervlakte, wat vrijwel hoofdzakelijk te danken was aan de teelt van erwten, wortelen en schorsenieren. De witlofoppervlakte verminderde terwijl die van sla, asperges, koolsoorten, prei en tomaten vrijwel onveranderd bleef. Bij de groenten onder glas nam de teelt van tomaten, kropsla en komkommers een weinig toe. Ook de champignonteelt in West-Vlaanderen bleef toenemen.

Het boomgaardareaal bleef dalen, wat volledig te wijten is aan de hoogstamboomgaarden; de laagstamboomgaarden groeiden in geringe mate aan. Appelen leverden een minder goede oogst op. De marktsituatie was normaal. De goede perenoogst kende een moeilijke afzet, nochtans was het seizoen in zijn geheel genomen gunstig. De produktie van aardbeien daalde ten gevolge van een verminderde oppervlakte en opbrengst. De kersenproduktie bedroeg in 1974 het dubbele t.o.v. de oogst 1973. De produktie van pruimen was goed terwijl de bessenproduktie, behalve die voor aalbessen, verder daalde. De druiventeelt bleef vrijwel ongewijzigd.

De niet-eetbare tuinbouwprodukten zetten zich door. Er was een expansie in de bloementeelt zowel als in de boomkwekerij, terwijl het areaal zaden en plantgoed ietwat verminderde.

Voor zuivelprodukten was er gedurende de campagne 1974-1975 een geringe toename van de produktie die slechts te danken was aan een beter rendement per koe. Niettegen-

y a eu une légère diminution des produits frais, par contre, la production de beurre, de fromage et de poudre de lait a augmenté.

La production de viande de bovin adulte a atteint en 1974 un chiffre record. Dans le secteur de la viande de veau, une augmentation importante de la production a été enregistrée. La production porcine a connu une expansion soutenue en 1974 et 45 % de notre production ont été exportés. Les prix dans le secteur bovin et surtout dans le secteur porcin ont été sensiblement plus bas qu'en 1973.

La production d'œufs s'est maintenue à un niveau à peu près constant. Le prix moyen de l'œuf payé au producteur a diminué en 1974 par rapport à 1973. La production totale d'œufs à couver a baissé. Malgré une diminution de la production de poulets à rôtir et de poules à bouillir, le prix moyen du poulet à rôtir a baissé.

## 2) Mesures.

Le Conseil des Ministres de l'Agriculture des Communautés européennes a décidé une augmentation moyenne des prix de 9 % pour la campagne de commercialisation 1974-1975.

Par suite de la forte hausse des coûts de production, d'une part, et de la baisse des prix des principaux produits agricoles (viandes bovine et porcine) d'autre part, le Gouvernement a, le 31 juillet 1974, adopté un programme d'urgence pour l'agriculture et l'horticulture.

Ce programme comportait principalement les mesures suivantes : une prime pour la mise ordonnée sur le marché des bovins d'abattage adultes, une aide pour le carburant utilisé dans l'horticulture sous verre et la pêche maritime, une aide au revenu pour les agriculteurs des zones défavorisées, un paiement intégral des subventions-intérêts du Fonds d'investissement agricole et une augmentation de 5,5 à 6 % du taux de remboursement de la T. V. A. perçue sur les produits agricoles.

La situation de crise persistante dans le secteur agricole a rendu nécessaire, en septembre 1974, une augmentation intérimaire des prix des produits agricoles tombant sous la réglementation communautaire. Cette augmentation a été de 5 %.

D'autre part, le Conseil des Ministres de l'Agriculture des Communautés européennes a décidé en février 1975, pour la campagne 1975-1976, une hausse moyenne des prix de 9,6 % (en unités de compte). Pour la Belgique, cette hausse moyenne est d'environ 9 %, compte tenu d'une réadaptation de la valeur monétaire du franc belge par rapport à l'unité de compte.

En ce qui concerne le remembrement des biens ruraux, la situation en 1974 est moins satisfaisante qu'en 1973; beaucoup de remembrements ont été ralentis par suite de restrictions budgétaires. Le phénomène est particulièrement sensible dans les régions où la réalisation du relotissement est intimement liée à l'exécution préalable des travaux d'assèchement et d'aménagement parcellaire.

Le remembrement a, de plus, pris en charge certains travaux importants tels que l'aménagement de cours d'eau de première catégorie, qui, en fait, ne sont pas dans ses attributions normales, mais qu'il était nécessaire d'effectuer préalablement à l'exécution du remembrement.

L'amélioration des cours d'eau non navigables a été poursuivie par l'octroi de subsides aux pouvoirs subordonnés ainsi que par des travaux d'entretien et d'amélioration pour lesquels le département est maître de l'ouvrage.

La politique du remembrement légal des biens ruraux et celle de l'eau ont été régionalisées dans le courant de 1975.

L'amélioration de la voirie agricole est, comme les années précédentes, encouragée par l'attribution de subsides.

staande een lichte daling voor verse produkten, nam de produktie van boter, kaas en melkpoeders toe.

De produktie van vlees van volwassen runderen bereikte in 1974 een recordcijfer. Ook voor kalveren steeg de produktie aanzienlijk. De varkensproduktie nam permanent toe en 45 % van de produktie werd uitgevoerd. De prijzen voor runderen en vooral voor varkens lagen heel wat lager dan in 1973.

De produktie van konsumptieëieren bleef nagenoeg constant. De aan de producent betaalde gemiddelde prijs daalde in 1974 t.o.v. voorgaand jaar. De totale produktie van broedeieren gaf een daling te zien. Niettegenstaande een daling van de produktie van braad- en soekkippen verminderde de gemiddelde prijs van de levende braadkippen.

## 2) Maatregelen.

De Raad van de Ministers van Landbouw van de Europese Gemeenschappen heeft in maart 1974 besloten tot een gemiddelde prijsverhoging met 9 % voor het verkoopseizoen 1974-1975.

Wegens de sterke stijging van de produktiekosten enerzijds en een daling van de prijzen voor de voornaamste landbouwprodukten (runds- en varkensvlees) anderzijds keurde de Regering op 31 juli 1974 een urgentieprogramma voor land- en tuinbouw goed.

Dat programma had inzonderheid betrekking op de volgende maatregelen : een premie voor een geordende afzet van volwassen slachtrunderen, een tegemoetkoming in het brandstofverbruik in glastuinbouw en zeevisserij, een inkomenstoeslag voor de landbouwers uit probleemgebieden, een integrale uitbetaling van de rentetoelagen van het Landbouwinvesteringsfonds en een verhoging van het B. T. W.-teruggavetarief met 5,5 tot 6 %.

De aanhoudende crisissituatie in de landbouw gaf in september 1974 aanleiding tot een tussentijdse prijsverhoging voor de onder gemeenschappelijke marktordening vallende landbouwprodukten; die prijsverhoging bedroeg 5 %.

Anderzijds besloot de Raad van de Ministers van Landbouw van de Europese Gemeenschappen in februari 1975 voor het seizoen 1975-1976 tot een gemiddelde prijsverhoging met 9,6 % (in rekeneenheden). Voor België bedraagt deze gemiddelde verhoging ongeveer 9 %, met inachtneming van een heraanpassing van de monetaire waarde van de Belgische frank t.o.v. de rekeneenheid.

Wat de ruilverkaveling van landbouwgronden betreft, is de toestand in 1974 minder gunstig verlopen dan in 1973; de uitvoering van vele ruilverkavelingen heeft ten gevolge van begrotingsbeperkingen vertraging opgelopen. Dat is voornamelijk het geval in de gebieden waar de eigenlijke herverkavelingswerken voorafgegaan moeten worden door drooggelijgings- en herinrichtingswerken.

De ruilverkaveling heeft bovendien sommige belangrijke werken, zoals de normalisatie van waterlopen van 1<sup>ste</sup> categorie, op zich genomen, welke werken in feite niet tot haar normale opdracht behoren, maar vooraf dienen te worden uitgevoerd om tot de uitvoering van de eigenlijke ruilverkavelingen te kunnen komen.

De verbetering van onbevaarbare waterlopen werd verder gezet door het verlenen van toelagen aan de ondergeschikte overheidsdiensten, alsook door onderhouds- en verbeteringswerken waarvoor het departement het opdrachtgevend bestuur is.

De politiek inzake ruilverkaveling en waterbeheer werd in de loop van 1975 geregionaliseerd.

De verbetering van landbouwwegen wordt aangemoedigd door het toekennen van subsidies.

La comparaison des chiffres d'investissements en 1974 avec ceux de l'exercice précédent fait apparaître un certain ralentissement, tant dans le domaine de la construction des bâtiments d'exploitation que dans celui de la mécanisation et de l'équipement.

Les activités du Fonds d'assainissement ont été poursuivies. En 1974, les indemnités ont été augmentées et l'attrait de la loi s'en est trouvé accru. En outre, en 1975, la loi a été adaptée de manière non seulement à en assouplir le fonctionnement mais aussi à en élargir le champ d'action.

La vulgarisation s'est efforcée d'accroître la rentabilité des entreprises agricoles et horticoles par le progrès technique. Ce sont surtout les méthodes qui économisent le travail qui ont été prises en considération, principalement en horticulture.

A l'aide de techniques modernes, le Département s'est efforcé d'informer les exploitants d'une façon directe et efficace.

L'arrêté royal du 23 août 1974, pris en exécution de la 3<sup>e</sup> directive de la C. E. E. n° 72/161/C. E. E. du 17 avril 1972, prévoit une réorganisation de l'enseignement agricole post-scolaire, adaptée à l'évolution de l'agriculture et de l'horticulture.

L'action concernant les techniques de production, de récolte et de conservation des cultures agricoles s'appuie en particulier sur les centres de démonstration et les essais démonstratifs. La vulgarisation en matière d'horticulture s'effectue principalement par la voie des jardins d'essais, des essais démonstratifs, des expertises d'exploitations (floriculture) et des exploitations modèles (culture de champignons).

Durant l'année de récolte 1974, il a été tenu 7 417 comptabilités, carnets d'exploitation ou carnets de ménage. Des subsides ont été accordés à 110 groupes de gestion agricole, 16 groupes de gestion horticole et 317 associations d'entraide mutuelle.

La sélection du bétail est une action continue. La restructuration des sociétés d'élevage du secteur bovin a été achevée par la mise en place de l'association nationale regroupant les associations provinciales et celles des races. Les centres de sélection de Ciney et de Scheldewindeke ont pris un bon départ. Les centres de sélection de pores ont tous, à une exception près, opté pour le test combiné comme nouvelle méthode de sélection, tandis que l'orientation vers l'alimentation à volonté est en voie de réalisation.

En 1974 a éclaté une épidémie de fièvre aphteuse. La lutte déclenchée aussitôt de façon radicale a permis d'endiguer et d'éteindre rapidement les foyers. La réapparition sporadique du fléau au début de 1975 a pu être rapidement maîtrisée. Grâce à une extension de la vaccination obligatoire, la menace d'une épidémie de peste porcine a été écartée et le pays a été complètement débarrassé de cette maladie. Alors que la situation du point de vue de la tuberculose bovine reste très favorable, la lutte contre la brucellose bovine a été poursuivie sans désemparer. La lutte organisée contre les maladies aviaires a bien démarré. Une attention accrue a été apportée aux cas d'intoxication du bétail due à la pollution du milieu.

Le Fonds d'Investissement agricole (F. I. A.), créé par la loi du 15 février 1961, est intervenu en 1974 pour des crédits d'un montant approximatif de 7,2 milliards de F.

L'arrêté royal du 21 juin 1974 portant sur la modernisation des exploitations agricoles a été pris en application de la directive du Marché commun du 17 avril 1972 n° 72/159/C. E. E. et est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1974. Il prévoit 7 régimes d'aides dont 2 sont éligibles au Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricole (F. E. O. G. A.). Depuis 1961 jusqu'à fin décembre 1974, le montant des crédits pour lesquels le F. I. A. est intervenu s'est élevé à environ 55,2 milliards de F tandis que la garantie du Fonds a porté sur quelque 14,4 milliards de F.

De vergelijking van de cijfers m.b.t. de investeringen voor 1974 met die van het voorgaande dienstjaar geven een zekere vertraging te zien, zowel op het gebied van de bouwactiviteit in de landbouw als wat de aankoop van machines en de bedrijfsuitrusting betreft.

Er werd voortgang gemaakt met de activiteiten van het saneringsfonds. In 1974 werden de vergoedingen verhoogd zodat de wet aan aantrekkelijkheid heeft gewonnen. Bovendien werd in 1975 de wet zodanig gewijzigd, dat niet alleen een versoepeling van de toepassing doch tevens een uitbreiding van haar werkingssfeer mogelijk werd.

De voorlichting heeft zich verder ingespannen om door middel van de technische vooruitgang de rendabiliteit van de land- en tuinbouwbedrijven te doen toenemen. Vooral arbeidsbesparende technieken werden toegepast, met name in de tuinbouw.

Gebruik makend van moderne middelen heeft het Departement zich ingespannen om de exploitanten snel en efficiënt te informeren.

Het koninklijk besluit van 23 augustus 1974 ter uitvoering van de 3<sup>e</sup> E. E. G.-richtlijn, n° 72/161/E. E. G. van 17 april 1972, voorziet in een reorganisatie van het naschools landbouwonderwijs, aangepast aan de evolutie van de land- en tuinbouw.

Op het stuk van produktie, oogst- en bewaringstechnieken voor landbouwgewassen wordt er vooral gewerkt met demonstratiecentra en demonstratieproeven. De vulgarisatie in de tuinbouw geschiedt voornamelijk via proeftuinen en door middel van demonstratieproeven, bedrijfskeuringen (bloementeelt) en modelbedrijven (kampernoelieteelt).

Voor het oogstjaar 1974 werden 7 417 boekhoudingen, bedrijfsboeken of huishoudboeken bijgehouden. Aan 110 groepen voor bedrijfsleiding in de landbouw, aan 16 soortgelijke groepen in de tuinbouw en aan 317 verenigingen voor onderlinge bedrijfshulp werden toelagen verleend.

Veeselectie moet steeds worden voortgezet. In de rundveesector werd de herstructurering van de weekweekverenigingen bekroond met de oprichting van een overkoepelende nationale vereniging. De selectiecentra van Scheldewindeke en Ciney kwamen vrij goed op gang. De varkensselectiemestrijen schakelden op één na over naar de combinatietest als nieuwe selectiemethode, terwijl hun overgang naar de zelfvoedering in uitvoering is.

In 1974 brak een epidemie van mond- en klauwzeer uit. Dank zij een radikale en snelle aanpak was de besmetting spoedig overwonnen. Ook aan de sporadische heropflakkering begin 1975 kwam al vlug een einde. Door een uitbreiding van de vaccinatieverplichting kon een dreigende varkenspest worden afgewend, zodat het land volledig bevrijd is van deze ziekte. Op het stuk van de rundertuberculose blijft de toestand zeer gunstig en de strijd tegen de runder-brucellose wordt onverminderd voortgezet. De georganiseerde bestrijding van de pluimveeziekten kwam goed van de grond. Meer dan vroeger gaat de aandacht naar vergiftingsverschijnselen bij vee ingevolge milieubederv.

Het Landbouwinvesteringsfonds (L. I. F.), opgericht bij de wet van 15 februari 1961, verleende in 1974 investeringskredieten voor een bedrag van ca. 7,2 miljard F.

Het koninklijk besluit van 21 juni 1974 betreffende de modernisering van landbouwbedrijven, met toepassing van de richtlijn n° 72/159 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 17 april 1972, is in werking getreden op 1 juli 1974. Het voorziet in 7 steunregelingen waarvan 2 in aanmerking komen voor financiering uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (E. O. G. F. L.). Van 1961 tot einde december 1974 beliep het bedrag van de door het L. I. F. verleende investeringskredieten ca. 55,2 miljard F, terwijl dit fonds zijn waarborg verleende voor ca. 14,4 miljard F.

L'aide accordée à la Belgique par le F. E. O. G. A., section orientation, au cours de la période 1964-1974 s'est élevée à 3,8 milliards de F. Pour l'année 1974 (11<sup>e</sup> tranche), cette aide a atteint quelque 179,4 millions de F.

Au sein des C. E., le Département de l'Agriculture a collaboré très activement à l'élaboration d'une conception communautaire dans le domaine des matières premières. Sur un plan plus particulier, il faut mentionner la demande de « renégociation » du Royaume-Uni, les négociations commerciales multilatérales de Tokyo, la signature de la Convention de Lomé (Togo), les négociations avec les pays du bassin méditerranéen, et à la F. A. O., la mise en œuvre des résolutions de la Conférence alimentaire mondiale de 1974.

Les actions prioritaires de la recherche scientifique à caractère technique ont peu varié. Toutefois, l'étude des effets de la pollution sur l'éologie a bénéficié de moyens accrus tandis que la coopération internationale au niveau C. E., dans le cadre de Benelux, voire au sein de l'O. C. D. E., a marqué de sérieux progrès.

La recherche scientifique à caractère économique et social a, de son côté, poursuivi l'accomplissement de sa mission qui comprend la collecte et la présentation des données de base de l'économie agricole, l'exploitation de ces données en vue de l'examen des aspects économiques et sociologiques des problèmes agricoles et l'analyse scientifique de questions de politique agricole à caractère urgent.

## B. Budget du Ministère de l'Agriculture 1975-1976.

### 1) Budget pour 1976.

Les dépenses sont subdivisées en dépenses courantes (Titre I) et en dépenses de capital (Titre II).

#### 1. Sont considérées comme dépenses courantes :

- a) les salaires et les charges sociales;
- b) l'achat de biens non durables et de services;
- c) des subventions à l'intérieur du secteur public, entre autres, au Fonds agricole et aux divers organismes parastataux;
- d) des subventions à d'autres secteurs que le secteur public.

Les dépenses courantes sont couvertes par des crédits non dissociés.

#### 2. Les dépenses de capital comprennent :

- a) les indemnités pour l'abattage d'animaux dans le cadre de la lutte contre le brucellose;
- b) l'achat de biens meubles durables, entre autres, mobilier, machines et moyens de transport;
- c) des octrois de crédits, entre autres, les avances récupérables à l'I. N. C. A.

Ces dépenses de capital (a, b et c) sont également couvertes par des crédits non dissociés.

d) des subsides pour dépenses d'investissement, entre autres, à la S. N. T. et aux pouvoirs subordonnés pour des travaux d'amélioration de la voirie agricole et du régime hydrologique des terres agricoles;

e) des investissements, c'est-à-dire, achats de terrains et bâtiments, constructions de routes et travaux hydrauliques.

Ces dépenses de capital (d et e) sont couvertes par des crédits dissociés, c'est-à-dire qu'il y a des crédits d'engagement et des crédits d'ordonnancement.

De door het E. O. G. F. L. aan België verleende steun (afdeling oriëntatie) tijdens de periode 1964-1974 bedroeg 3,8 miljard F. Voor het jaar 1974 (11<sup>e</sup> schijf) bedroeg die steun 179,4 miljoen F.

In de schoot van de E. G. werkte het Departement mede aan het bepalen van een gemeenschappelijk grondstoffenbeleid. Meer in het bijzonder dienen vermeld te worden het verzoek om nieuwe onderhandelingen ingediend door het Verenigd Koninkrijk, de multilaterale commerciële onderhandelingen te Tokyo, de ondertekening van het Verdrag van Lomé (Togo), de onderhandelingen met de landen van het Middellandse Zeebekken, en, bij de F. A. O., de uitvoering van de resoluties van de Wereldvoedselconferentie van 1974.

De prioritaire activiteiten van het wetenschappelijk onderzoek met technisch karakter zijn weinig veranderd. Niettemin werd het navorsingswerk betreffende de weerslag van de vervuiling op de ecologie met ruimere middelen voorzien, terwijl belangrijke vooruitgang geboekt werd inzake internationale samenwerking op E. G.-niveau, in Beneluxverband en zelfs in de O. E. S. O.

Met betrekking tot het navorsingswerk met sociaal-economisch karakter werd de uitvoering voortgezet van de opdrachten die bestaan in het verzamelen en voorstellen van basisgegevens voor de landbouweconomie, het verwerken van deze gegevens voor het onderzoek van de landbouwconomische en -sociale problemen en het wetenschappelijk onderzoeken van dringende landbouwpolieke vraagstukken.

## B. Begroting van het Ministerie van Landbouw voor 1975-1976.

### 1) Inleiding.

De uitgaven worden ingedeeld in lopende uitgaven (Titel I) en kapitaaluitgaven (Titel II).

#### 1. Als lopende uitgaven worden beschouwd :

- a) lonen en sociale lasten;
- b) aankoop van niet duurzame goederen en diensten;
- c) toelagen binnen de overheidssector, o.m. aan het Landbouwfonds en aan de parastataLEN onder voogdij van Landbouw;
- d) toelagen aan andere sectoren dan de overheidssector.

Deze lopende uitgaven worden gedekt door niet-gesplitste kredieten.

#### 2. De kapitaaluitgaven omvatten :

- a) vergoedingen voor het afmaken van dieren in het kader van de brucellosebestrijding;
- b) aankoop van duurzame roerende goederen, zoals meubilair, machines en vervoermiddelen;
- c) kredietverleningen, o.m. terugvorderbare voorschotten aan het N. I. L. K.

Deze kapitaaluitgaven (a, b en c) worden eveneens gedekt door niet-gesplitste kredieten.

d) toelagen voor investeringsuitgaven, o.a. aan de N. L. M. en aan ondergeschikte besturen voor werken in verband met landbouwwegen en waterhuishouding;

e) eigen investeringen, nl. aankoop van gronden en gebouwen, aanleg van wegen en waterbouwkundige werken.

Deze kapitaaluitgaven (d en e) worden gedekt door gesplitste kredieten, d.w.z. dat er vastleggings- en ordonnancieringskredieten worden voorzien.

## 2) Feuilleton d'ajustement de 1975.

## 1. Le feuilleton d'ajustement spécial.

Dans le cadre de la régionalisation, les crédits du budget de 1975 ont été transférés vers les dotations régionales :

- a) pour les dépenses courantes : 71,9 millions de F;
- b) pour les dépenses de capital, couvertes par des crédits non dissociés : 53,4 millions de F;
- c) pour les dépenses de capital, couvertes par des crédits dissociés :
  - 419,4 millions de F crédits d'engagement;
  - 200,4 millions de F crédits d'ordonnancement.

## 2. Le feuilleton d'ajustement.

## a. Augmentations.

1) Pour couvrir les dépenses courantes, des crédits supplémentaires pour un montant de 99,6 millions de francs, sont demandés, dont 58,2 millions à l'article 01.01 (crédit provisionnel destiné à couvrir les charges résultant de l'augmentation de l'index et de la programmation sociale) et 24,7 millions à l'article 41.40 de la section III (subventions à l'I. R. S. I. A.).

2) Pour couvrir les dépenses de capital, des crédits supplémentaires pour un montant de 78,8 millions de francs sont demandés, dont 75 millions à l'article 51.30 (50 millions pour l'abattage d'animaux dans le cadre de la lutte contre la brucellose et 25 millions à cause des épidémies non prévues de la fièvre aphteuse).

## b. Réductions.

Les dépenses courantes sont réduites de 308 millions de francs, dont 100 millions à l'article 41.51, 5<sup>e</sup> (contribution de la Belgique au F. E. O. G. A.), et 200 millions de francs à l'article 41.54 (subvention au profit du Fonds agricole).

## 3) Tableau comparatif.

	1976	1975 (ajusté)	1975 (initial)
1. Crédits non dissociés :			
— dépenses courantes	4 706,2	4 898,7	5 168,6
— dépenses de capital	311,8	350,3	325,0
Total ... ... ...	5 018,0	5 249,0	5 493,6
2. Crédits dissociés :			
— engagements ... ...	685,8	630,6	1 033,2
— ordonnancements ...	807,0	957,3	1 141,6

Les dépenses courantes s'élèvent à 4 706,2 millions de F en 1976, à 4 898,7 millions de F dans le budget ajusté de 1975, à 5 168,6 millions de F dans le budget initial de 1975.

## 2) Aanpassingsblad 1975.

## 1. Het bijzonder aanpassingsblad.

Ingevolge de regionalisering werden volgende kredieten van de begroting 1975 overgeheveld naar de regionale dotaties :

- a) voor de lopende uitgaven : 71,9 miljoen F;
- b) voor de kapitaaluitgaven op niet-gesplitste kredieten : 53,4 miljoen F;
- c) voor de kapitaaluitgaven op gesplitste kredieten :
  - 419,4 miljoen F vastleggingskredieten;
  - 200,4 miljoen F ordonnanceringenkredieten.

## 2. Het gewone aanpassingsblad.

## a. Verhogingen.

1) Voor de lopende uitgaven worden bijkredieten gevraagd voor een bedrag van 99,6 miljoen frank, waarvan 58,2 miljoen op artikel 01.01 (provisioneel krediet tot dekking van de lasten voortvloeiend uit de stijging van het indexcijfer en uit de sociale programmatie) en 24,7 miljoen op artikel 41.40 van Sectie III (toelagen aan het I. W. O. N. L.).

2) Voor de kapitaaluitgaven worden bijkredieten gevraagd voor een bedrag van 78,8 miljoen frank. Deze verhoging is bijna uitsluitend te wijten aan het bijkrediet op artikel 51.30, waar 50 miljoen frank meer nodig zal zijn dan voorzien voor het afslachten van dieren in het raam van de runderbrucellosebestrijding en 25 miljoen frank ingevolge de onvoorzienige heropflakkering van mond- en klauwzeer.

## b. Verminderingen.

Op de lopende uitgaven worden verminderingen toegepast voor een totaal bedrag van 308 miljoen frank, waarvan 100 miljoen frank op artikel 41.51, 5<sup>e</sup> (financiële bijdrage van België in het E. O. G. F. L.) en 200 miljoen frank op artikel 41.54 (toelage ten gunste van het Landbouwfonds).

## 3) Vergelijkende tabel.

	1976	1975 (aangepast)	1975 (oorspronkelijk)
1. Niet-gesplitste kredieten :			
— lopende uitgaven ...	4 706,2	4 898,7	5 168,6
— kapitaaluitgaven ...	311,8	350,3	325,0
Total ... ... ...	5 018,0	5 249,0	5 493,6
2. Gesplitste kredieten :			
— vastleggingen ... ...	685,8	630,6	1 033,2
— ordonnanceringen ...	807,0	957,3	1 141,6

De kredieten tot dekking van de lopende uitgaven bedragen 4 706,2 miljoen F in 1976, tegenover 4 898,7 miljoen F in de aangepaste begroting 1975 en 5 168,6 miljoen F in de oorspronkelijke begroting 1975.

Cette réduction est due à l'évolution des articles 41.51, 5<sup>o</sup> et 41.54.

— Art. 41.51, 5<sup>o</sup>. — Contribution financière de la Belgique au F. E. O. G. A.

— 1975 (initial) :	820 millions de F;
— 1975 (ajusté) :	720 millions de F;
— 1976 :	305 millions de F.

Contribution au F. E. O. G. A. pour les soldes encore dus pour les dépenses imputées sur les crédits pour la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 1971.

— Art. 41.54. — Subvention au profit du Fonds agricole en vue d'équilibrer son budget.

— 1975 (initial) :	500 millions de F;
— 1975 (ajusté) :	300 millions de F;
— 1976 :	0.

Sans les montants prévus aux articles 41.51, 5<sup>o</sup> et 41.54, les crédits destinés à couvrir les dépenses courantes se présentent comme suit :

— 1975 (initial) :	5 168,6 — 1 320 = 3 848,6 millions de F.
— 1975 (ajusté) :	4 898,7 — 1 020 = 3 878,7 millions de F;
— 1976 :	4 706,2 — 305 = 4 401,2 millions de F;

En tenant compte de ces corrections, les crédits destinés à couvrir les dépenses courantes s'élèvent de :

14,3 % par rapport au budget initial de 1975 et de 13,4 % par rapport au budget ajusté de 1975.

Dans le budget de l'Etat de 1976, l'accroissement des dépenses courantes est de 11,5 % par rapport au budget ajusté de 1975.

#### 4) Evolution des crédits par sections.

Le budget du Ministère de l'Agriculture est subdivisé en trois sections :

Section I : Dépenses de Cabinet.

Section II : Ministère de l'Agriculture proprement dit.

Section III : Recherche scientifique.

Dans chacune de ces sections figurent des dépenses courantes et des dépenses de capital.

Il y a en outre une section particulière (Titre IV) relative à des dépenses sur ressources affectées (Fonds).

#### A. Section I. — Dépenses de Cabinet.

##### 1. Dépenses courantes :

— 1975 (initial) :	21,2 millions de F.
— 1975 (ajusté) :	21,2 millions de F.
— 1976 :	25,2 millions de F.

Deze vermindering is uitsluitend te wijten aan de evolutie van de artikels 41.51, 5<sup>o</sup> en 41.54.

— Art. 41.51, 5<sup>o</sup>. — Financiële bijdrage van België in het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw.

— 1975 (oorspronkelijk) :	820 miljoen F;
— 1975 (aangepast) :	720 miljoen F;
— 1976 :	305 miljoen F.

Bijdrage aan het E. O. G. F. L. voor de saldi nog verschuldigd voor de uitgaven, aangerekend op de kredieten voor de periode vóór 1 januari 1971.

— Art. 41.54. — Toelage ten gunste van het Landbouwfonds ten einde zijn begroting in evenwicht te brengen.

— 1975 (oorspronkelijk) :	500 miljoen F;
— 1975 (aangepast) :	300 miljoen F;
— 1976 :	0.

Indien geen rekening wordt gehouden met de artikels 41.51, 5<sup>o</sup> en 41.54 dan bedragen de kredieten tot dekking van de lopende uitgaven :

— 1975 (oorspronkelijk) :	5 168,6 — 1 320 = 3 848,6 miljoen F.
— 1975 (aangepast) :	4 898,7 — 1 020 = 3 878,7 miljoen F;
— 1976 :	4 706,2 — 305 = 4 401,2 miljoen F;

Rekening houdende met bovenvermelde correcties stijgen de kredieten tot dekking van de lopende uitgaven met :

14,3 % t.o.v. de oorspronkelijke begroting 1975 en met 13,4 % t.o.v. de aangepaste begroting 1975.

Voor de totale Rijksbegroting stijgen de lopende uitgaven met 11,5 % t.o.v. de aangepaste begroting 1975.

#### 4) Evolutie van de kredieten per sectie.

De begroting van Landbouw is ingedeeld in drie secties :

Sectie I : Kabinetsuitgaven.

Sectie II : Eigenlijk Ministerie van Landbouw.

Sectie III : Wetenschappelijk onderzoek.

In ieder van deze secties zijn er lopende uitgaven en kapitaaluitgaven.

Bovendien is er nog de afzonderlijke sectie (Titel IV) betreffende de uitgaven die gedekt worden door inkomsten met speciale bestemming (Fondsen).

#### A. Sectie I — Kabinetsuitgaven.

##### 1. Lopende uitgaven :

— 1975 (oorspronkelijk) :	21,2 miljoen F.
— 1975 (aangepast) :	21,2 miljoen F.
— 1976 :	25,2 miljoen F.

## 2. Dépenses de capital :

— 1975 (initial) :	0,6 million de F.
— 1975 (ajusté) :	0,6 million de F.
— 1976 :	0,9 million de F.

## B. Section II. — Ministère de l'Agriculture proprement dit.

## 1. Dépenses courantes :

— 1975 (initial) :	4 089,9 millions de F.
— 1975 (ajusté) :	3 797,0 millions de F.
— 1976 :	3 383,5 millions de F.

En 1975, les crédits inscrits aux articles 41.51.5° et 41.54 sont de 1 320 millions de F (budget initial) et de 1 020 millions de F (budget ajusté) tandis qu'en 1976, un crédit de 305 millions de F sera suffisant.

## 2. Dépenses de capital sur crédits non dissociés :

— 1975 (initial) :	285,4 millions de F.
— 1975 (ajusté) :	309,7 millions de F.
— 1976 :	269,4 millions de F.

La réduction constatée en 1976 est due à l'octroi de crédits supplémentaires en 1975 à l'article 51.30 (Indemnités pour abattage d'animaux) et de la régionalisation de l'article 84.20 (Avance récupérable à la S. N. T. pour couvrir les frais d'acquisition de biens ruraux).

## 3. Dépenses de capital sur crédits dissociés :

	Crédits d'engagement (en millions de F)	Crédits d'ordonnancement (en millions de F)
— 1975 (initial) :	993,8	1 093,1
— 1975 (ajusté) :	591,2	908,8
— 1976 :	646,7	759,1

Les crédits aux articles 61.20, 63.20, 71.60 et 73.60 sont sensiblement réduits à cause de la régionalisation.

## C. Section III — Recherche scientifique.

## 1. Dépenses courantes :

— 1975 (initial) :	1 057,5 millions de F.
— 1975 (ajusté) :	1 080,5 millions de F.
— 1976 :	1 297,5 millions de F.

## 2. Dépenses de capital sur crédits non dissociés :

— 1975 (initial) :	39 millions de F.
— 1975 (ajusté) :	40 millions de F.
— 1976 :	41,5 millions de F.

## 3. Dépenses de capital sur crédits dissociés :

	Crédits d'engagement (en millions de F)	Crédits d'ordonnancement (en millions de F)
— 1975 (initial) :	39,4	48,5
— 1975 (ajusté) :	39,4	48,5
— 1976 :	39,1	47,9

## 2. Kapitaaluitgaven :

— 1975 (oorspronkelijk) :	0,6 miljoen F.
— 1975 (aangepast) :	0,6 miljoen F.
— 1976 :	0,9 miljoen F.

## B. Sectie II — Eigenlijk Ministerie van Landbouw.

## 1. Lopende uitgaven :

— 1975 (oorspronkelijk) :	4 089,9 miljoen F.
— 1975 (aangepast) :	3 797,0 miljoen F.
— 1976 :	3 383,5 miljoen F.

In 1975 werd voor de artikelen 41.51.5° en 41.54 een bedrag van 1 320 miljoen F (oorspronkelijke begroting) en 1 020 miljoen F (aangepaste begroting) voorzien, terwijl in 1976 slechts een bedrag van 305 miljoen F zal nodig zijn.

## 2. Kapitaaluitgaven op niet-gesplitste kredieten :

— 1975 (oorspronkelijk) :	285,4 miljoen F.
— 1975 (aangepast) :	309,7 miljoen F.
— 1976 :	269,4 miljoen F.

De vermindering voor 1976 is te wijten aan het feit dat in 1975 bijkredieten zijn toegekend op artikel 51.30 (Vergoedingen voor afmaken van dieren) en regionalisering van artikel 84.20 (terugvorderbaar voorschot N. L. M. voor aankoop van gronden).

## 3. Kapitaaluitgaven op gesplitste kredieten :

	Vast- leggingen (in miljoen F)	Ordonnance- ringen (in miljoen F)
— 1975 (oorspronkelijk) :	993,8	1 093,1
— 1975 (aangepast) :	591,2	908,8
— 1976 :	646,7	759,1

De kredieten op de artikelen 61.20, 63.60, 71.60 en 73.60 werden, ingevolge de regionalisering, gevoelig verminderd.

## C. Sectie III — Wetenschappelijk Onderzoek.

## 1. Lopende uitgaven :

— 1975 (oorspronkelijk) :	1 057,5 miljoen F.
— 1975 (aangepast) :	1 080,5 miljoen F.
— 1976 :	1 297,5 miljoen F.

## 2. Kapitaaluitgaven op niet-gesplitste kredieten :

— 1975 (oorspronkelijk) :	39 miljoen F.
— 1975 (aangepast) :	40 miljoen F.
— 1976 :	41,5 miljoen F.

## 3. Kapitaaluitgaven op gesplitste kredieten :

	Vast- leggingen (in miljoen F)	Ordonnance- ringen (in miljoen F)
— 1975 (oorspronkelijk) :	39,4	48,5
— 1975 (aangepast) :	39,4	48,5
— 1976 :	39,1	47,9

5) Evolution de quelques postes importants du budget  
(en millions de francs).

5) Evolutie van enkele belangrijke posten van de begroting  
(in miljoenen frank).

	1976	1975 ajusté — aangep.	1975 initial — 1975 oorspr.	
<b>DEPENSES COURANTES.</b>				<b>LOOPENDE UITGAVEN.</b>
<b>A. Section II.</b>				<b>A. Sectie II.</b>
§ 1. — Salaires et charges sociales ... ... ... ...	1 094,7	992,5	921,8	§ 1. — Lonen en sociale lasten.
Art. 12.25 — Lutte contre les maladies et les animaux nuisibles ... ... ... ...	25,0	20,1	20,1	Art. 12.25 — Bestrijding van ziekten en schadelijke dieren.
12.28 — Entretien de cours d'eau non navigables ...	89,4	80,5	80,5	12.28 — Onderhoud onbevaarbare waterlopen.
12.29 — Etudes hydrologiques ... ... ... ...	9,0	7,5	40,1	12.29 — Hydrologische studies.
12.30 — Frais d'organisation des concours d'élevage (1) ... ... ... ...	11,0	0,5	0,5	12.30 — Inrichtingskosten van prijskampen (1).
12.31 — Lutte contre les maladies contagieuses des animaux ... ... ... ...	39,6	40,1	40,1	12.31 — Bestrijding besmettelijke ziekten bij dieren.
12.32 — Indemnités dues aux vétérinaires (2) ...	70,0	48,9	48,9	12.32 — Vergoeding dierenartsen (2).
12.60 — Entretien des réserves naturelles (3) ...	3,0	0	58,4	12.60 — Onderhoud natuurreservaten (3).
32.22 — Subventions jardins d'essais (4) ...	8,1	4,9	5,0	32.22 — Toelagen proeftuinen (4)
32.26 — Propagation de la gestion des exploitations agricoles ... ... ... ...	7,8	6,9	6,9	32.26 — Verspreiding landbouwbedrijfsleiding.
32.30 — Subventions dans l'intérêt de l'élevage (5) .	247,7	224,1	224,1	32.30 — Diverse toelagen in het belang van de veeteelt (5).
32.34 — Subventions aux fédérations de lutte contre les maladies du bétail (6) ... ... ... ...	134,0	117,6	113,7	32.34 — Toelagen verbonden veeziektenbestrijding (6).
32.53 — Subsides pour la détermination de la qualité du lait ... ... ... ...	75,4	64,6	64,6	32.53 — Kwaliteitsbepaling melk.
32.55 — Subventions à l'O. B. E. A. ... ... ... ...	47,2	42,5	38,7	32.55 — Toelage B. D. B. L.
41.20 — S. N. T. — Remembrement ... ... ... ...	424,4	361,9	361,9	41.20 — N. L. M.-ruilverkaveling.
41.50 — Promotion des débouchés de produits agricoles et horticoles ... ... ... ...	75,0	67,5	67,5	41.50 — Afzetbevordering N. D. A. L. T. P. — NZ. D.
41.51 — 3 <sup>e</sup> Subsides à des organismes intercoopératifs ... ... ... ...	—	8,0	8,0	41.51 — 3 <sup>e</sup> Toelagen intercoöperatieven.
5 <sup>e</sup> Contributions F. E. O. G. A. ... ... ... ...	305,0	720,0	820,0	5 <sup>e</sup> Bijdrage E. O. G. F. L.
41.53 — Subsides O. N. D. A. H. ... ... ... ...	235,0	204,2	204,2	41.53 — Toelagen N. D. A. L. T. P.
41.54 — Subvention Fonds agricole ... ... ... ...	—	300,0	500,0	41.54 — Toelage Landbouwfonds.
41.57 — Subsides O. N. L. ... ... ... ...	134,5	115,4	115,4	41.57 — Toelage N. Z. D.
01.01 — Crédit provisionnel ... ... ... ...	91,7	214,1	155,9	01.01 — Provisioneel krediet.
<b>B. Section III.</b>				<b>B. Sectie III.</b>
§ 1. — Salaires et charges sociales ... ... ... ...	588,2	438,7	442,3	§ 1. — Lonen en sociale lasten.
Art. 12.40 — Groupe de travail recherche scientifique (7)	100,0	111,1	111,1	Art. 12.40 — Werkgroepen landbouwkundig onderzoek (7).
12.70 — Groupe de travail I. E. A. ... ... ... ...	20,2	18,6	18,6	12.70 — Werkgroepen L. E. I.
41.40 — I. R. S. I. A. ... ... ... ...	412,0	349,2	324,5	41.40 — I. W. O. N. L.
<b>DEPENSES DE CAPITAL.</b>				<b>KAPITAALUITGAVEN.</b>
<b>A. Section II.</b>				<b>A. Sectie II.</b>
Art. 51.30 — Indemnités pour abattage d'animaux (8) ...	245,0	287,4	212,4	Art. 51.30 — Vergoeding afmaken van dieren (8).
61.20 — S. N. T. — Remembrement (3) ... ... ... ...	20,0	44,0	374,0 (E)	61.20 — N. L. M. Ruilverkaveling (3).
63.20 — Subsides voiries agricoles et régime hydrologiques des terres agricoles ... ... ... ...	315,5	281,5	281,5 (E)	63.20 — Toelagen landbouwwegen en waterhuishouding.
63.60 — Subsides travaux forestiers (3) ... ... ... ...	—	—	14,5 (E)	63.60 — Toelagen bosbouwkundige werken (3).
71.60 — Acquisitions réserves naturelles (3) ...	10,0	—	30,0 (E)	71.60 — Aankopen natuurreservaten (3).
73.20 — Travaux cours d'eau non navigables ...	291,7	256,7	256,5 (E)	73.20 — Werken onbevaarbare waterlopen.
73.60 — Investissements réserves naturelles (3) ...	2,5	—	28,1 (E)	73.60 — Investeringen natuurreservaten (3).
84.20 — Avances récupérables S. N. T. pour l'acquisition de biens ruraux (3) ... ... ... ...	—	—	50,0	84.20 — Terugvorderbare voorschotten N. L. M. voor aankoop van gronden. (3)
<b>B. Section III.</b>				<b>B. Sectie III.</b>
Art. 73.40 — Travaux pour stations de recherche scientifique ... ... ... ...	36,6	34,9	34,9 (E)	Art. 73.40 — Werken stations wetenschappelijk onderzoek.

(E) = Engagements.

(1) Un montant de 10,5 millions de F a été prévu pour l'organisation de la semaine internationale de l'Agriculture, organisée tous les deux ans.

(2) Intensification de la lutte contre la brucellose bovine. Augmentation du nombre de prises de sang (46,6 millions de F en 1976 contre 22,1 millions de F en 1975).

(3) Crédit régionalisé.

(E) = Vastleggingen.

(1) Er werd 10,5 miljoen F voorzien voor de internationale landbouwweek die om de twee jaar plaatsheeft.

(2) Intensivering van de runderbrucellosebestrijding. Verhoging van het aantal bloedafnemingen waarvoor 46,6 miljoen F wordt uitgetrokken, tegenover 22,1 miljoen in 1975.

(3) Geregionaliseerd krediet.

#### 6) Crédits régionalisés.

(En millions de francs.)

#### 6) Geregionaliseerde kredieten.

(In miljoen frank.)

Section Article — Seccie Artikel	Texte de l'article — Tekst van het artikel	1975			1976 National — Nationaal 1976
		crédit voté — gestemd krediet	crédit régionalisé — geregionaliseerd	crédit restant national — Nationaal gebleven	
II	<i>Dépenses courantes. — Lopende uitgaven.</i>				
12.60	Entretien forêts domaniales et réserves naturelles. — Onderhoud domeinbos en natuurreservaten ... ... ... ...	58,4	58,4	0,0	3,0
32.60	Subsides à des sociétés forestières, de chasse et aux associations s'occupant de la gestion de réserves naturelles et de la conservation de la nature. — Toelagen maatschappijen bevordering, bosbouw, jacht, natuurbehoud ... ... ... ...	1,1	1,1	0,0	1,1
33.60	Intervention de l'Etat dans la conservation de lieux d'hivernage et de repos d'oiseaux. — Tusenkomst Staat overwinterings- en rustgebieden vogels ... ... ... ...	0,1	0,1	0,05	0,0
12.03	Dépenses d'entretien, publications, abonnements, location de biens mobiliers (portion). — Onderhoudsuitgaven, huren, publikaties (partim) ...	34,9	2,04	32,86	37,5
12.40	Participation foires, expositions (portion). — Deelneming jaarbeurzen en tentoonstellingen (partim) ... ... ... ...	0,9	0,025	0,875	0,8
12.60	Aménagement touristique des forêts et réserves naturelles (N). — Toeristische inrichting bossen en Natuurreservaten (Ned. Cult.) ... ...	5,2	5,2	0,0	0,0
12.60	Aménagement touristique des forêts et réserves naturelles (F). — Toeristische inrichting bossen en Natuurreservaten (Fr. Cult.) ... ...	5,1	5,1	0,0	0,0
	Total. — Totaal ... ... ...	105,7	71,9	33,8	42,5
	<i>Dépenses de capital sur crédits non dissociés. — Kapitaaluitgaven op niet gesplitste kredieten.</i>				
84.20	Avances récupérables S. N. T. — Acquisitions de biens ruraux. — Terugvorderbare voorschotten N. L. M. — Aankoop landeigendommen ... ... ... ...	50	50	0,0	0,0
74.03	Achat de mobilier et de matériel (portion). — Aankoop meubilair en materiaal (partim) ... ... ... ...	9,1	3,367	5,733	7,6
	Total. — Totaal ... ... ...	59,1	53,4	5,7	7,6
	Total des dépenses courantes + dépenses de capital sur crédits non dissociés. — Algemeen totaal (L + K op niet-gesplitste kredieten) ...	164,8	125,3	39,5	50,1

#### (4) Augmentation due au nouveau règlement.

(5) Adaptation des subventions à la hausse de l'index.

(6) Continuation des examens du lait, commencés en 1975, dans le cadre de l'intensification de la lutte contre la brucellose bovine (7 millions de F). Organisation de la lutte contre les maladies des porcs (8,9 millions de F).

(7) L'arrêté royal du 23 juillet 1973 ayant créé la possibilité d'intégrer des agents des groupes de travail dans le cadre du Département, le crédit correspondant à la rémunération de ces agents a été inscrit à l'article 11.03 de la Section III.

(8) En 1975, un crédit supplémentaire de 75 millions de F a été inscrit :

(4) Verhoging ingevolge nieuw organiek reglement.

(5) Verhoging ingevolge stijging van het indexcijfer.

(6) Voortzetting van de in 1975 begonnen melkonderzoeken in het raam van de intensivering van de runderbrucellosebestrijding. Organisatie van de varkensziektestrijding (8,9 miljoen F).

(7) Verwacht wordt dat in 1976 contractueel personeel van de werk-groepen zal geïntegreerd worden in het statutair personeel.

(8) Voor 1975 was een bijkrediet nodig van 50 miljoen F voor de runderbrucellosebestrijding en van 25 miljoen F ingevolge de onvoorzienige heropflakkering van mond- en klawuzeer.

*Crédits régionalisés.**Dépenses de capital sur crédits dissociés.*

(En millions de francs.)

*Geregionaliseerde kredieten.**Kapitaaluitgaven op gesplitste kredieten.*

(In miljoen frank.)

Section Article — Sectie Artikel	Texte de l'article — Tekst van het artikel	1975						1976 national — National 1976	
		Engagements — Vastleggingen			Ordonnancements — Ordonnanceringen			Engagements — Vastleggingen	Ordonnancements — Ordonnanceringen
		voté — gestemd	régionalisé — geregion.	restant national — nationaal gebleven	voté — gestemd	régionalisé — geregion.	restant national — nationaal gebleven		
II.									
61.20	Intervention de l'Etat dans le remembrement. — Tussenkomst van de Staat in ruilverkaveling ... ... ... ...	374,0	330,0	44,0	390,0	150,0	240,0	20,0	110,0
63.60	Subsides aux pouvoirs subordonnés (forêts). — Toelagen ondergeschikte besturen (boswerken) ... ... ... ...	14,5	14,5	0,0	13,0	0,8	12,2	0,0	37,0
71.60	Acquisitions de forêts, réserves naturelles. — Verwervingen bossen, natuurreservaten ... ... ... ...	30,0	0,0	0,0	29,0	19,2	9,8	10,0	8,0
73.60	Travaux dans forêts et réserves naturelles. — Investeringswerken domeinbossen, natuurreservaten ... ... ... ...	28,1	28,1	0,0 (1)	28,1	14,4	13,7	2,5	3,6
	<i>Ex-crédits culturels. — Ex-culturele kredieten.</i>								
63.60	Subsides aux pouvoirs subordonnés en faveur d'aménagements touristiques dans les forêts (secteur N). — Toelagen ondergeschikte besturen toeristische inrichting van bossen (Ned. Cult.) ... ... ... ...	3,9	3,9	0,0	3,5	3,5	0,0	0,0	0,0
63.60	Subsides aux pouvoirs subordonnés en faveur d'aménagements touristiques dans les forêts (secteur F). — Toelagen ondergeschikte besturen toeristische inrichting van bossen (Fr. Cult.) ... ... ... ...	3,9	3,9	0,0	3,5	3,5	0,0	0,0	0,0
73.60	Investissements aménagements touristiques des forêts et réserves naturelles (sect. N.) — Invest. toer. inrichting domeinbossen en natuurreservaten (Ned.) ... ... ... ...	4,5	4,5	0,0	4,5	4,5	0,0	0,0	0,0
73.60	Investissements aménagements touristiques des forêts et réserves naturelles (sect. F.) — Invest. toer. inrichting domeinbossen en natuurreservaten (Fr.) ... ... ... ...	4,5	4,5	0,0	4,5	4,5	0,0	0,0	0,0
	Total. — Totaal ... ... ... ...	463,4	419,4	44,0	476,1	200,4	275,7	32,5	158,6

(1) Dans la tranche conjoncturelle de 200 millions de francs libérée en 1975, par report des crédits de 1974, un crédit d'un million de francs a été attribué à l'article 73.60.

(1) In de conjoncturele schijf van 200 miljoen frank, die werd vrijgegeven in 1975 door overdracht van kredieten 1974 werd 1 miljoen frank toegewezen aan artikel 73.60.

## II. DISCUSSION GENERALE.

*Question :*

Serait-il possible de recevoir, en même temps que le budget, une note sur la politique agricole du département ?

*Réponse :*

Cela sera le cas dans les prochaines années mais il faut pour cela une décision du Conseil des ministres applicable à tous les départements.

## A. Prix.

*1. Financement du budget  
des Communautés européennes  
et contribution financière de la Belgique au F. E. O. G. A.*

*Question :*

Quelle est la contribution financière de la Belgique au F. E. O. G. A. pour l'année 1975 et quelles sont les perspectives pour 1976 ?

Quoique l'intention ne soit pas de mettre en cause la politique agricole commune, il apparaît qu'elle coûte chaque année plus cher, bien qu'il soit de plus en plus difficile de connaître son coût exact, étant donné que les dépenses y afférentes sont incorporées dans le budget de la Communauté européenne. C'est pourquoi il convient d'être attentif à l'évolution des dépenses en chiffres absolus.

*Réponse :*

Dans le cadre du nouveau système de financement prévu par la décision du Conseil du 21 avril 1970 concernant le remplacement des contributions financières des Etats membres par des ressources propres aux Communautés, les recettes du budget des C. E. sont formées depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971 des ressources propres aux Communautés et, provisoirement, des contributions financières des Etats membres. Pour la période qui se termine le 31 décembre 1974, les ressources propres se composent de prélèvements agricoles y compris les cotisations dans le secteur du sucre, qui sont intégralement inscrites au budget de communautés, et de droits de douane qui sont cédés par les Etats membres selon une quote-part qui augmente progressivement (100 % à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975). Les contributions financières nécessaires à l'équilibre du budget des C. E. sont réparties, pour la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 1974 au 31 décembre 1974 inclus, selon une clef déterminée (art. 3, 2<sup>e</sup> alinéa, de la décision précitée du Conseil). Toutefois, pendant la même période, la variation annuelle de la part relative des cotisations de chaque Etat membre initial par rapport à l'année précédente ne peut dépasser 1 % dans le sens de la hausse et 1,5 % dans le sens de la baisse.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1975, le budget des C. E. devait en principe être financé intégralement par des ressources propres aux Communautés. Outre les prélèvements agricoles et les droits de douane, ces ressources propres comprendraient également des recettes provenant de la taxe sur la valeur ajoutée et obtenues en application d'un taux qui ne peut dépasser 1 % à une assiette déterminée d'une manière uniforme pour les Etats membres. Etant donné qu'au 1<sup>er</sup> janvier 1975 les règles déterminant une assiette uniforme de la T. V. A. n'étaient pas encore appliquées dans les Etats

## II. ALGEMENE BESPREKING.

*Vraag :*

Zou het mogelijk zijn samen met de begroting een nota over het landbouwbeleid van het departement te ontvangen ?

*Antwoord :*

De volgende jaren zal zulks gebeuren, maar daartoe moet er een beslissing van de Ministerraad komen, die op alle departementen van toepassing is.

## A. Prijzen.

*1. Financiering van de begroting  
van de Europese Gemeenschappen  
en financiële bijdrage van België aan het E. O. G. F. L.*

*Vraag :*

Wat is de financiële bijdrage van België aan het E. O. G. F. L. voor 1975 en wat zijn de vooruitzichten voor 1976 ?

Hoewel het niet in de bedoeling ligt het gemeenschappelijk landbouwbeleid aan te vechten, blijkt toch dat dat beleid elk jaar meer kost; het wordt echter hoe langer hoe moeilijker de juiste kostprijs te kennen, omdat de desbetreffende uitgaven in de begroting van de Europese Gemeenschap zijn opgenomen. Daarom moet de evolutie van de uitgaven in absolute cijfers met aandacht worden gevolgd.

*Antwoord :*

In het kader van het nieuwe financieringssysteem voorzien in het Raadsbesluit van 21 april 1970 betreffende de vervanging van de financiële bijdragen van de Lid-Staten door eigen middelen van de Gemeenschappen, worden met ingang van 1 januari 1971 de ontvangsten van de begroting van de E. G. gevormd uit de eigen middelen van de Gemeenschappen en tijdelijk uit financiële bijdragen van de Lid-Staten. De eigen middelen bestaan voor het tijdvak eindigend op 31 december 1974 uit landbouwheffingen, met inbegrip van de bijdragen in de suikersector, die volledig op de begroting van de Gemeenschappen worden ingeschreven en uit douanerechten die volgens een geleidelijk stijgend aandeel (100 % vanaf 1 januari 1975) door de Lid-Staten afgedragen worden. De voor het evenwicht van de begroting der E. G. noodzakelijke financiële bijdragen worden voor de periode van 1 januari 1974 tot en met 31 december 1974 verdeeld volgens een bepaalde sleutel (art. 3, lid 2 van bovenvermeld Raadsbesluit). Gedurende dezelfde periode evenwel mag de jaarlijkse schommeling van het totale aandeel der bijdragen van elke oorspronkelijke Lid-Staat ten opzichte van het voorafgaande jaar niet meer bedragen dan 1 % naar boven en 1,5 % naar beneden.

Vanaf 1 januari 1975 moet de begroting van de E. G. in beginsel in haar geheel gefinancierd worden uit eigen middelen van de Gemeenschappen. Deze eigen middelen zouden naast de landbouwheffingen en douanerechten ook ontvangsten omvatten die uit de belasting op de toegevoegde waarde zouden verkregen worden door toepassing van een percentage dat 1 % niet mag overschrijden op een grondslag welke op uniforme wijze voor de Lid-Staten wordt vastgesteld. Daar op 1 januari 1975 de voorschriften tot vaststelling van de uniforme grondslag van de B. T. W. nog niet

membres les contributions financières de ceux-ci restent provisoirement déterminées en fonction de la quote-part de leur produit national brut (P. N. B.) par rapport à la somme des P. N. B. des Etats membres.

Des mesures financières transitoires ont été prévues au Traité d'adhésion, en faveur des nouveaux Etats membres. Les ressources propres et les contributions financières des nouveaux Etats membres ne sont dues qu'à concurrence d'une quote-part augmentant progressivement : 45 % en 1973, 56 % en 1974, 67,5 % en 1975, 79,5 % en 1976, 92 % en 1977 et 100 % pour les années suivantes. Pour les exercices budgétaires 1973 et 1974, les parts relatives des contributions financières des nouveaux Etats membres, non encore corrigées à l'aide des coefficients précédents, ont été fixées à 2,46 % pour le Danemark, 0,61 % pour l'Irlande et 19,32 % pour le Royaume-Uni.

Du 1<sup>er</sup> janvier 1975 au 31 décembre 1977, les fluctuations annuelles dans la part relative totale de cotisation de chaque Etat membre initial ne peuvent excéder 2 % par rapport à l'année précédente. Pour les années budgétaires 1978 et 1979, des limites de fluctuations vers le haut sont encore prévues pour les nouveaux Etats membres, en ce qui concerne le total de leurs parts relatives de cotisation.

La Commission européenne a présenté récemment au Conseil une proposition de règlement du Conseil en vue d'instaurer un mécanisme financier de correction prévoyant une intervention dans les parts budgétaires relatives des Etats membres qui se trouvent dans une situation économique exceptionnelle et dont l'économie supporte une part relative non proportionnelle dans le financement du budget des Communautés européennes.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1971, les dépenses entraînées par la politique agricole commune sont financées directement par le Fonds européen d'Orientation et de Garantie agricoles (F. E. O. G. A.), section Garantie, qui dispose à cette fin des crédits des titres 6 et 7 du budget des Communautés européennes. Ce financement direct s'effectue au moyen d'excédents du Fonds, que la Commission européenne met à la disposition des organismes nationaux de paiement.

La section Orientation du F. E. O. G. A. (titre 8 du budget des Communautés européennes) accorde une assistance financière en faveur de projets individuels visant à améliorer les structures agricoles, ainsi qu'en faveur d'actions communales et de mesures spéciales.

Les tableaux ci-après indiquent, pour les années budgétaires 1973 et 1974 et pour les divers Etats membres, les parts relatives de cotisation dans le budget des Communautés européennes, les parts relatives dans les dépenses de la section Garantie du F. E. O. G. A. et les parts relatives dans les crédits engagés de la section Orientation du F. E. O. G. A. Sont également indiquées les parts relatives de cotisation des Etats membres dans les budgets 1975 et 1976, sur la base des prévisions budgétaires.

in de Lid-Staten worden toegepast, worden voorlopig financiële bijdragen van de Lid-Staten bepaald op grond van het aandeel van hun bruto nationaal produkt (B. N. P.) t.o.v. het totale B. N. P. van de gezamenlijke Lid-Staten.

Voor de nieuwe Lid-Staten werden financiële overgangsbepalingen voorzien in het Toetredingsverdrag. De eigen middelen en de financiële bijdragen van de nieuwe Lid-Staten zijn slechts verschuldigd tot een progressief stijgend gedeelte : 45 % in 1973, 56 % in 1974, 67,5 % in 1975, 79,5 % in 1976, 92 % in 1977 en 100 % in de volgende jaren. Voor de begrotingsjaren 1973 en 1974 werden de, met voorgaande coëfficiënten nog niet gecorrigeerde, aandelen voor de financiële bijdragen van de nieuwe Lid-Staten vastgesteld op 2,46 % voor Denemarken, 0,61 % voor Ierland en 19,32 % voor het Verenigd Koninkrijk.

Van 1 januari 1975 tot en met 31 december 1977 mag de jaarlijkse schommeling in het totale bijdrageaandeel van elke oorspronkelijke Lid-Staat t.o.v. het voorgaande jaar niet meer dan 2 % bedragen. Voor de begrotingsjaren 1978 en 1979 zijn voor de nieuwe lid-Staten ook nog schommelingsgrenzen naar boven voor de totale bijdrageaandelen voorzien.

Een voorstel voor een Raadsverordening houdende instelling van een financieel correctiemechanisme werd onlangs door de Europese Commissie aan de Raad voorgelegd. Hierin wordt een tegemoetkoming in de begrotingsbijdragen voorzien voor Lid-Staten die zich in een uitzonderlijke economische toestand bevinden en waarvan de economie een onevenredig aandeel in de financiering van de begroting van de Europese Gemeenschappen draagt.

Sinds 1 januari 1971 worden de uitgaven veroorzaakt door het gemeenschappelijk landbouwbeleid rechtstreeks gefinancierd door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds van de Landbouw (E. O. G. L. L.), afdeling Garantie, dat terzake beschikt over de kredieten van titel 6 en 7 van de begroting van de Europese Gemeenschappen. Deze rechtstreekse financiering geschiedt door middel van fondsvoorschotten die de Europese Commissie ter beschikking stelt van de nationale betaaldiensten.

De afdeling Oriëntatie van het E. O. G. F. L. (titel 8 van de begroting der Europese Gemeenschappen) verleent financiële bijstand voor individuele projecten tot verbetering van de landbouwstructuren en voor gemeenschappelijke acties en bijzondere maatregelen.

In de hiernavolgende tabellen worden voor de begrotingsjaren 1973 en 1974 de bijdrageaandelen in de begroting van de Europese Gemeenschappen, de aandelen in de uitgaven van de afdeling Garantie van het E. O. G. F. L. en de aandelen in de vastgelegde kredieten van de afdeling Oriëntatie van het E. O. G. F. L. van de verschillende Lid-Staten weergegeven. Ook worden de bijdrageaandelen van de Lid-Staten in de begroting 1975 en 1976 vermeld op basis van de begrotingsvooruitzichten.

## 1. Financement du budget de la C. E. (en U. C.).

I. 1973.

Sur base du budget complété de la C. E. pour l'année budgétaire 1973.

## A. Contributions.

## 1. Financiering van de begroting van de E. G. (in R. E.).

I. 1973.

Op basis van de aangevulde begroting van de E. G. voor het begrotingsjaar 1973.

## A. Bijdragen.

	Moyens propres Eigen middelen	Contributions fin. Fin. bijdragen	Total Totaal	%	
Belgique . . . . .	174 750 000	186 564 452	361 314 452	7,36	België.
Danemark . . . . .	29 936 250	24 951 900	54 888 150	1,12	Denemarken.
Allemagne . . . . .	770 250 000	655 187 103	1 425 437 103	29,03	Duitsland.
France . . . . .	457 500 000	758 882 696	1 216 382 696	24,78	Frankrijk.
Irlande . . . . .	13 607 902	—	13 607 902	9,28	Ierland.
Italie . . . . .	372 000 000	562 734 685	934 734 685	19,04	Italië.
Luxembourg . . . . .	3 075 000	5 673 448	8 748 448	0,18	Luxemburg.
Pays-Bas . . . . .	352 500 000	110 382 881	462 882 881	9,43	Nederland.
Royaume-Uni . . . . .	431 059 261	—	431 059 261	8,78	Verenigd Koninkrijk.
Total . . . . .	2 604 678 413	2 304 377 165	4 909 055 578	100,—	Totaal.

## B. Dépenses.

Dépenses totales : 4 909 055 578 dont F. E. O. G. A., section Garantie : 3 614,4 millions d'U. C.

## B. Uitgaven.

Totale uitgaven : 4 909 055 578 waarvan E. O. G. F. L., afdeling Garantie : 3 614,4 miljoen R. E.

		%	
Belgique . . . . .	193,1	5,34	België.
Danemark . . . . .	295,4	8,17	Denemarken.
Allemagne . . . . .	676,0	18,70	Duitsland.
France . . . . .	1 094,7	30,29	Frankrijk.
Irlande . . . . .	88,9	2,46	Ierland.
Italie . . . . .	581,6	16,09	Italië.
Luxembourg . . . . .	5,4	0,15	Luxemburg.
Pays-Bas . . . . .	527,5	14,60	Nederland.
Royaume-Uni . . . . .	151,8	4,20	Verenigd Koninkrijk.
Total . . . . .	3 614,4	100,—	Totaal.

II. 1974.

Sur base du compte de gestion 1974 (réalisations).

## A. Contributions.

II. 1974.

Op basis van de beheersrekening 1974 (realisaties).

## A. Bijdragen.

	Moyens propres Eigen middelen	Contributions fin. Fin. bijdragen	Total Totaal	%	
Belgique . . . . .	215 388 903	137 682 770	353 071 673	7,10	België.
Danemark . . . . .	52 601 799	17 282 512	69 884 311	1,41	Denemarken.
Allemagne . . . . .	861 368 685	554 607 908	1 415 976 593	28,47	Duitsland.
France . . . . .	562 046 214	630 930 153	1 192 976 367	23,99	Frankrijk.
Irlande . . . . .	17 325 620	—	17 325 620	0,35	Ierland.
Italie . . . . .	507 973 998	406 598 947	914 572 945	18,39	Italië.
Luxembourg . . . . .	4 457 239	4 106 113	8 563 352	0,17	Luxemburg.
Pays-Bas . . . . .	297 860 735	153 838 672	451 699 407	9,08	Nederland.
Royaume-Uni . . . . .	548 840 241	—	548 840 241	11,04	Verenigd Koninkrijk.
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 067 863 434</b>	<b>1 905 047 075</b>	<b>4 972 910 509</b>	<b>100,—</b>	Totaal.

## B. Dépenses.

Dépenses totales : 4 972 910 509 dont F. E. O. G. A., section Garantie : 3 107,3 millions d'U. C.

## B. Uitgaven.

Totale uitgaven : 4 972 910 509 waarvan E. O. G. F. L., afdeling Garantie : 3 107,3 miljoen R. E.

		%	
Belgique . . . . .	148,2	4,77	België.
Danemark . . . . .	286,4	9,22	Denemarken.
Allemagne . . . . .	577,8	18,59	Duitsland.
France . . . . .	684,6	22,03	Frankrijk.
Irlande . . . . .	153,1	4,93	Ierland.
Italie . . . . .	529,3	17,03	Italië.
Luxembourg . . . . .	2,0	0,06	Luxemburg.
Pays-Bas . . . . .	458,7	14,75	Nederland.
Royaume-Uni . . . . .	267,7	8,62	Verenigd Koninkrijk.
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 107,3</b>	<b>100,—</b>	Totaal.

## III. 1975.

Sur base du budget ajusté et complété de la C. E. pour l'année budgétaire 1975.

## A. Contributions.

## III. 1975.

Op basis van de aangepaste en aangevulde begroting van de E. G. voor het begrotingsjaar 1975.

## A. Bijdragen.

	Moyens propres Eigen middelen	Contributions fin. Fin. bijdragen	Total Totaal	%	
Belgique . . . . .	293 400 000	126 320 139	419 720 139	6,77	België.
Danemark . . . . .	83 970 000	23 075 823	107 045 823	1,73	Denemarken.
Allemagne . . . . .	988 600 000	750 220 439	1 738 820 439	28,07	Duitsland.
France . . . . .	691 300.000	733 833 322	1 425 133 322	23,—	Frankrijk.
Irlande . . . . .	26 535 320	—	26 535 320	0,43	Ierland.
Italie . . . . .	627 600 000	462 773 264	1 090 373 264	17,60	Italië.
Luxembourg . . . . .	4 100 000	6 133 638	10 233 638	0,16	Luxemburg.
Pays-Bas . . . . .	374 300 000	162 663 173	536 963 173	8,67	Nederland.
Royaume-Uni . . . . .	840 673 388	—	840 673 388	13,57	Verenigd Koninkrijk.
<b>Total . . . . .</b>	<b>3 930 478 708</b>	<b>2 265 019 798</b>	<b>6 195 498 506</b>	<b>100,—</b>	Totaal.

## B. Dépenses.

Dépenses totales : 6 195 498 506, dont section Garantie F. E. O. G. A. : 4 633 millions d'U. C. (estimation).

## B. Uitgaven.

Totale uitgaven : 6 195 498 506, waarvan afdeling Garantie E. O. G. F. L. : 4 633 miljoen R. E. (raming).

## IV. 1976.

Sur base du projet de budget de la C. E. afférent à l'année budgétaire 1976.

## A. Contributions.

## IV. 1976.

Op basis van het ontwerp van begroting van de E. G. voor het begrotingsjaar 1976.

## A. Bijdragen.

	Moyens propres Eigen middelen	Contributions fin. Fin. bijdragen	Total Totaal	%	
Belgique . . . . .	266 900 000	217 269 190	484 169 190	6,56	België.
Danemark . . . . .	74 412 000	73 601 493	148 013 493	2,—	Denemarken.
Allemagne . . . . .	997 200 000	1 039 441 505	2 036 641 505	27,58	Duitsland.
France . . . . .	640 200 000	962 569 455	1 602 769 455	21,70	Frankrijk.
Irlande . . . . .	37 998 574	—	37 998 574	0,51	Ierland.
Italie . . . . .	637 400 000	598 750 122	1 236 150 122	16,73	Italië.
Luxembourg . . . . .	4 100 000	7 153 753	11 253 753	0,15	Luxemburg.
Pays-Bas . . . . .	409 500 000	215 122 263	624 622 263	8,48	Nederland.
Royaume-Uni . . . . .	1 203 915 946	—	1 203 915 946	16,30	Verenigd Koninkrijk.
<b>Total . . . . .</b>	<b>4 271 626 520</b>	<b>3 113 907 781</b>	<b>7 385 534 301</b>	<b>100,—</b>	Totaal.

## B. Dépenses.

Dépenses totales : 7 385 534 301 d'U. C., dont section Garantie F. E. O. G. A. : 5 160 millions d'U. C. (estimation).

## B. Uitgaven.

Totale uitgaven : 7 385 534 301 R. E., waarvan afdeling Garantie E. O. G. F. L. : 5 160 miljoen R. E. (raming).

2. Crédits immobilisés, pour les années 1973 et 1974,  
à la section « Orientation » du F. E. O. G. A.

(situation au 31 décembre 1974).

## 1. Projets individuels (en U. C.).

	1973	%	1974	%
Belgique	10 032 956	5,90	12 690 000	5,4
Danemark	4 697 217	2,76	9 870 000	4,2
Allemagne	39 219 740	23,07	49 820 000	21,2
France	30 865 361	18,16	42 770 000	18,2
Irlande	6 896 366	4,06	11 984 964	5,1
Italie	47 055 398	27,68	65 095 000	27,7
Luxembourg	205 000	0,12	940 000	0,4
Pays-Bas	11 027 963	6,49	14 100 000	6,0
Royaume-Uni	19 999 999	11,76	27 730 034	11,8
Totaux	170 000 000	100,00	234 999 998	100,0

## 2. Mesures spéciales et actions communautaires.

	1973	%	1974	%
Belgique	1 024 753	8,69	1 316 401	5,76
Danemark	—	—	—	—
Allemagne	3 682 583	31,24	10 179 081	44,50
France	5 105 825	43,31	9 324 810	40,77
Irlande	—	—	—	—
Italie	1 050 553	8,91	—	—
Luxembourg	34 339	0,29	65 078	0,28
Pays-Bas	890 669	7,56	1 939 635	8,48
Royaume-Uni	—	—	48 857	0,21
Totaux	11 788 722	100,00	22 873 862	100,00

## 3. Totaux.

	1973	%	1974	%
Belgique	11 057 709	6,08	14 006 401	5,43
Danemark	4 697 217	2,58	9 870 000	3,83
Allemagne	42 902 323	23,60	59 999 081	23,27
France	35 971 186	19,79	52 094 810	20,20
Irlande	6 896 366	3,79	11 984 964	4,65
Italie	48 105 951	26,46	65 095 000	25,24
Luxembourg	239 339	0,13	1 005 078	0,39
Pays-Bas	11 918 632	6,56	16 039 635	6,22
Royaume-Uni	19 999 999	11,01	27 778 891	10,77
Totaux	181 788 722 (1)	100,00	257 873 860 (2)	100,00

2. Vastgelegde kredieten voor de jaren 1973 en 1974  
bij de afdeling Orientatie van het E.O.G.F.L.  
(toestand op 31 december 1974).

## 1. Individuele projecten (in R. E.).

	1973	%	1974	%
België	10 032 956	5,90	12 690 000	5,4
Denemarken	4 697 217	2,76	9 870 000	4,2
Duitsland	39 219 740	23,07	49 820 000	21,2
Frankrijk	30 865 361	18,16	42 770 000	18,2
Ierland	6 896 366	4,06	11 984 964	5,1
Italië	47 055 398	27,68	65 095 000	27,7
Luxemburg	205 000	0,12	940 000	0,4
Nederland	11 027 963	6,49	14 100 000	6,0
Ver. Kon.	19 999 999	11,76	27 730 034	11,8
Totaal	170 000 000	100,00	234 999 998	100,0

## 2. Bijzondere maatregelen en gemeenschappelijke acties.

	1973	%	1974	%
België	1 024 753	8,69	1 316 401	5,76
Denemarken	—	—	—	—
Duitsland	3 682 583	31,24	10 179 081	44,50
Frankrijk	5 105 825	43,31	9 324 810	40,77
Ierland	—	—	—	—
Italië	1 050 553	8,91	—	—
Luxemburg	34 339	0,29	65 078	0,28
Nederland	890 669	7,56	1 939 635	8,48
Ver. Kon.	—	—	48 857	0,21
Totaal	11 788 722	100,00	22 873 862	100,00

## 3. Totaal.

	1973	%	1974	%
België	11 057 709	6,08	14 006 401	5,43
Denemarken	4 697 217	2,58	9 870 000	3,83
Duitsland	42 902 323	23,60	59 999 081	23,27
Frankrijk	35 971 186	19,79	52 094 810	20,20
Ierland	6 896 366	3,79	11 984 964	4,65
Italië	48 105 951	26,46	65 095 000	25,24
Luxemburg	239 339	0,13	1 005 078	0,39
Nederland	11 918 632	6,56	16 039 635	6,22
Ver. Kon.	19 999 999	11,01	27 778 891	10,77
Totaal	181 788 722 (1)	100,00	257 873 860 (2)	100,00

## 2. Prix du sucre et de la betterave.

*Question :*

Quel est le prix de la betterave sucrière qui a été fixé pour 1976 ?

La marge bénéficiaire des fabricants de sucre ne risque-t-elle pas d'être maintenue au détriment des cultivateurs ?

Le contrôle de la teneur en sucre est-il assuré ainsi que celui du rendement ?

*Réponse :*

Le prix de 1 350 F pour la tonne de betteraves à 16° fut cité au moment où le prix du sucre sur le marché mondial dépassait nettement le prix communautaire et lorsque les prix de vente possibles sur les marchés de certains Etats membres se situaient à des niveaux intéressants, sensiblement supérieurs au prix national en vigueur à l'époque.

Pour pouvoir payer la betterave à ce montant de 1 350 F/T, il convenait de permettre au sucre d'évoluer jusqu'à un prix-plafond qui fut porté à 1 760 F/100 K.

L'augmentation effective de la valeur du sucre est naturellement liée aux conditions du marché tant intérieur qu'extérieur de ce produit. Si la concurrence du sucre étranger sur notre propre marché ou sur les marchés d'exportation de la C. E. ou des pays tiers se présentait de façon moins favorable qu'au moment où le montant de 1 350 F fut fixé, il pourrait naturellement en résulter un affaiblissement du prix moyen de la betterave.

Les fabricants ne retireraient aucun profit d'une diminution de ce prix, bien au contraire, puisque la recette effectuée est partagée entre les planteurs et les fabricants, une diminution de la quote-part du betteravier entraînant automatiquement une baisse de la marge bénéficiaire des fabricants.

Au cours de la période pré-communautaire, la répartition de la recette opérée sur le sucre était fixée dans le cadre d'un contrat général d'achat des betteraves et, à cette occasion, chacune des parties, s'appuyant notamment sur des chiffres de rendement favorables, s'efforçait d'améliorer sa quote-part dans cette recette.

Depuis 1968, toute discussion est devenue sans objet car les autorités communautaires ont fixé le taux de rendement de façon forfaitaire, pour déduire notamment du prix d'intervention du sucre le prix minimum de la betterave. Cette règle s'étend au volume du sucre produit à l'intérieur du quota maximum.

Cette fixation du rendement n'a toutefois pas résolu le problème du contrôle à la réception des betteraves. Sur ce point, les professionnels ont adopté une règle dont ils assurent la bonne exécution. Auprès de chaque centre de réception des betteraves fonctionne notamment un syndicat de planteurs choisi par les fournisseurs de betteraves, qui veille contradictoirement avec les représentants des acheteurs à la régularité des opérations de pesage, de détermination de la tare et de la richesse des betteraves.

## 2. Prijs van suiker en bieten.

*Vraag :*

Op hoeveel werd de prijs van de suikerbiet voor 1976 vastgesteld ?

Zal de winstmarge van de suikerfabrikanten niet behouden blijven ten nadele van de bietentelers ?

Is het toezicht op het suikergehalte evenals op het rendement wel geregeld ?

*Antwoord :*

Op het ogenblik waarop de suikerprijs op de wereldmarkt betrekkelijk veel hoger lag dan de communautaire prijs, en de mogelijke verkoopprijs op de markten van bepaalde Lid-Staten een interessant niveau bereikten dat heel wat hoger lag dan de toenertijd geldende nationale prijzen, werd er gesproken van een prijs van 1 350 F per ton voor suikerbieten met een gehalte van 16°.

Om de bieten tegen een dergelijke prijs van 1 350 F/ton te kunnen betalen, moest men het mogelijk maken het suikerprijsplafond op 1 760 F/100 K te brengen.

De effectieve waardestijging van de suiker houdt vanzelfsprekend verband met de marktvoorwaarden van dat produkt, zowel in binnen- als buitenland. Indien de concurrentie van de buitenlandse suiker op onze eigen markt of op de exportmarkten van de E. G. of van de derde landen minder gunstig zou zijn dan op het ogenblik waarop dat bedrag van 1 350 F werd vastgesteld, zou dit vanzelfsprekend meebrengen dat de gemiddelde bietenvrijs zou dalen.

De fabrikanten zouden helemaal geen profijt halen uit een vermindering van die prijs, wel integendeel, aangezien de opbrengst van de suiker verdeeld wordt over de telers en de fabrikanten en een vermindering van het aandeel van de teler automatisch een daling van de winstmarge voor de fabrikant zou meebrengen.

Tijdens de pre-communautaire periode werd de verdeling van de opbrengst van de suiker vastgesteld in het kader van een algemeen contract voor de aankoop van bieten en op dat ogenblik poogde elke partij — met name door te steunen op de gunstige opbrengstcijfers — haar aandeel in de suikeropbrengst te vergroten.

Sinds 1968 is elke discussie zinloos geworden doordat de communautaire autoriteiten de opbrengst op forfaitaire wijze hebben vastgesteld om met name de interventieprijs voor de suiker de minimumprijs voor de bieten af te trekken. Die regel geldt voor het volume van de suiker dat binnen het maximal quota wordt geproduceerd.

De vaststelling van het rendement heeft nochtans geen oplossing gebracht voor het probleem van de controle bij de ontvanger van de bieten. Op dit punt hebben de betrokkenen een bepaalde regel aangenomen en zij zorgen voor de goede uitvoering ervan. Bij elk centrum waar de bieten worden binnengebracht, is immers en vereniging van telers werkzaam die gekozen is door de leveranciers van bieten en die, samen met de vertegenwoordigers van de kopers, toezicht houdt op de regelmatigheid van de weging, de vaststelling van de tara en het suikergehalte van de bieten.

(1) Les autres crédits de la dotation annuelle de 325 millions U. C. sont, soit transférés, soit versés dans la réserve Mansholt.

1973 : 50 millions d'U. C. transférés pour des actions de développement dans des régions agricoles prioritaires.  
93 millions d'U. C. versés dans la réserve.

(2)  
1974 : 50 millions d'U. C. transférés au Fonds régional.  
17 millions d'U. C. versés dans la réserve pour des actions communautaires.

(1) De overige kredieten van de jaarlijkse dotatie van 325 miljoen R. E. werden ofwel overgedragen ofwel gevoegd bij de Mansholt-reserve.

1973 : 50 miljoen R. E. overgedragen voor ontwikkelingsacties in prioritaire landbouwgebieden.  
93 miljoen R. E. gevoegd bij de reserve.

(2)  
1974 : 50 miljoen R. E. overgedragen naar het Regionaal Fonds.  
17 miljoen R. E. gevoegd bij de reserve voor de gemeenschappelijke acties.

## 3. Lin.

**Question :**

Quelle sera la prime pour le lin en 1976 ?

**Réponse :**

Pour 1976 la prime s'élève à 9 340 F, contre 8 400 F/ha pour 1975.

## 4. Surplus agricoles.

**Question :**

La destruction des surplus agricoles est un scandale. L'appui financier de la C. E. E. devrait être demandé pour qu'ils soient réintroduits dans le secteur industriel, mis en conserve et exportés.

Un autre membre fait remarquer que ce problème qui existait déjà avant la création du Marché commun se pose actuellement d'une façon plus spectaculaire.

**Réponse :**

Des interventions ont lieu sur le marché lorsque des excédents structuraux apparaissent ou lorsque, par suite de certaines circonstances, une offre trop importante se manifeste sur le marché. L'offre excédentaire, quelle qu'en soit la cause, entraîne toujours une baisse des prix au producteur et il semble équitable, dans ce cas, d'accorder aux cultivateurs une compensation financière pour ses produits invendus.

En ce qui concerne l'affectation des produits retirés du marché, il n'est procédé à la destruction des fruits et légumes que s'il est impossible de trouver pour ces produits une autre destination que celle qui est prévue par la réglementation des C. E.

Quant à la livraison, à l'industrie transformatrice, des fruits et légumes qui ont fait l'objet d'une intervention, il convient de signaler que cela pourrait occasionner des distorsions de la concurrence pour les industries visées. Par ailleurs, notre industrie n'est pas équipée pour la transformation d'excédents occasionnels. En outre, l'industrie peut généralement s'approvisionner en suffisance en pommes et en poires, principaux produits faisant l'objet d'une intervention, en ayant recours aux produits de catégorie III et aux fruits de rebut, lesquels ne peuvent ni être commercialisés, ni faire l'objet d'une intervention.

Les exportations des principales espèces de fruits et légumes font, depuis longtemps déjà, l'objet de restitutions à l'exportation vers des pays tiers, et ce, afin de stimuler l'écoulement de nos produits sur le marché mondial.

Pour les pommes, le montant de ces restitutions a récemment été porté à 2,48 F le kilo et à 4,96 F le kilo pour les livraisons aux pays de la péninsule arabe et à certains pays d'Afrique orientale.

## 5. Divers.

**Question :**

Serait-il possible de mettre le budget de la Communauté européenne à la disposition de tous les membres ?

**Réponse :**

Le budget de la Communauté européenne pour l'année budgétaire 1975 a paru au *Journal officiel des Communautés européennes* du 28 février 1975, 18<sup>e</sup> année, n° L 54.

## 3. Vlas.

**Vraag :**

Hoeveel zal de vlaspremie in 1976 bedragen ?

**Antwoord :**

Voor 1976 bedraagt de premie 9 340 F tegenover 8 400 F/ha voor 1975.

## 4. Landbouwoverschotten.

**Vraag :**

De vernietiging van landbouwoverschotten is een schandaal. Men zou de financiële steun van de E. E. G. moeten vragen opdat ze opnieuw in de industriële sector gebracht, tot konserven verwerkt en uitgevoerd worden.

Een ander lid merkt op dat het probleem reeds vóór de oprichting van de Gemeenschappelijke Markt bestond, doch zich thans op meer spectaculair wijze stelt.

**Antwoord :**

Marktinterventies hebben plaats wanneer er structurele overschotten zijn of wanneer door bepaalde omstandigheden zich een te groot aanbod op de markt manifesteert. Een excedentair aanbod, welke ook de oorzaak weze, heeft steeds een daling van de telersprijzen voor gevolg; alsdan lijkt het billijk dat de kweker voor zijn onverkochte produkten een financiële vergoeding krijgt.

Wat de bestemming van de uit de markt genomen produkten betreft wordt voor groenen en fruit slechts tot vernietiging overgegaan indien voor deze produkten geen andere bestemming kan gevonden worden dan die voorzien in de E. G. reglementering.

Wat de levering van geïnterveneerde groenten en fruit aan de verwerkende industrie betreft zij vermeld dat zulks zou kunnen leiden tot concurrentieverstoringen voor de betrokken industrieën. Ook is onze industrie niet ingesteld op de verwerking van toevallige overschotten. Anderzijds kan de industrie zich voor appelen en peren, de voornaamste interventieprodukten, doorgaans voldoende bevoorradden door een beroep te doen op produkten van kwaliteitsklasse III en rebutfruit dat niet tot de commercialisatie en interventie is toegelaten.

Voor de uitvoer van de voornaamste fruit- en groente-soorten bestaat reeds geruime tijd een restitutie bij uitvoer naar derde landen en dit om de afzet van onze produkten op de wereldmarkt te stimuleren.

Voor appelen werd deze restitutie onlangs gebracht op 2,48 F/kg en op 4,96 F/kg voor leveringen aan landen van het Arabische schiereiland en sommige landen van Oost-Afrika.

## 5. Varia.

**Vraag :**

Zou het mogelijk zijn de begroting van de Europese Gemeenschap ter beschikking te stellen van alle leden ?

**Antwoord :**

De begroting van de Europese Gemeenschappen voor het begrotingsjaar 1975 verscheen in het publiekblad van de Europese Gemeenschappen, 18<sup>e</sup> jaargang, n° L 54 van 28 februari 1975.

Les modifications ont paru au *Journal officiel des C. E.* du 7 juillet 1975, n° L 175.

Ces journaux officiels des C. E. peuvent être consultés à la Bibliothèque du Parlement.

Des exemplaires peuvent être commandés auprès du *Moniteur belge*, rue de Louvain 40-42, Bruxelles.

## B. Marché.

### 1. Faillite.

#### Question :

Lors de la faillite de la firme Jackson-Frigo à Leuze, le département a-t-il pris des mesures pour indemniser les agriculteurs du montant des livraisons impayées ?

#### Réponse :

Lors de la faillite de la S. C. Liéco, le département de l'Agriculture a accordé à cette société un crédit de 15 millions garanti à 100 % par le Fonds d'investissement agricole et qui était destiné exclusivement à indemniser les agriculteurs de la livraison impayée de leurs pommes de terre de la récolte de 1969.

Ce crédit fait partie du passif de la société Liéco.

Le dossier Liéco est traité actuellement par le service du crédit public du département des Finances.

La firme Jackson qui loue les bâtiments de Liéco a été déclarée récemment en faillite; l'usine a cessé toute activité.

Des curateurs ont été nommés, qui recherchent de nouveaux preneurs.

Le département se mettra en rapport avec les liquidateurs afin de connaître le montant des créances des cultivateurs auprès de la firme Jackson.

### 2. Exportations agricoles.

#### Question :

La diminution de nos exportations agricoles entraîne un déficit de notre balance commerciale pour l'agriculture.

Vers quels pays cette réduction est-elle constatée et quels en sont les motifs ?

#### Réponse :

Ainsi qu'il résulte des données ci-dessous (en millions de BF), l'exportation globale, aussi bien vers les pays de la C. E. que vers les pays tiers, n'a pas diminué.

De wijzigingen verschenen in het publikatieblad van de E.G., nr L 175 van 7 juli 1975.

Die E.G.-publikatiebladen kunnen geraadpleegd worden in de bibliotheek van het Parlement.

Losse nummers kunnen besteld worden bij het *Belgisch Staatsblad*, Leuvensestraat 40-42, Brussel.

## B. Markt.

### 1. Faillissement.

#### Vraag :

Heeft het departement bij het faillissement van de firma Jackson-Frigo te Leuze maatregelen genomen om de landbouwers te vergoeden wier leveringen onbetaald waren gebleven ?

#### Antwoord :

Bij het faillissement van de S. C. Liéco heeft het departement van Landbouw aan die maatschappij een voor 100 % door het Landbouwinvesteringsfonds gewaarborgd krediet van 15 miljoen verleend dat uitsluitend was bestemd om de landbouwers schadeloos te stellen voor de onbetaalde levering van hun aardappeloogst van 1969.

Bedoeld krediet maakt deel uit van het passief van de vennootschap Liéco.

Het Liéco-dossier is thans bij de dienst voor openbaar krediet van het departement van Financiën in behandeling.

De firma Jackson die de gebouwen van Liéco huurt, werd onlangs failliet verklaard; de fabriek ligt volledig stil.

Curatoren werden benoemd; zij zoeken nieuwe kopers.

Het departement zal zich met de vereffenaars in verbinding stellen om het bedrag te kennen van de schuldvorderingen der landbouwers t.o.v. de firma Jackson.

### 2. Uitvoer van landbouwprodukten.

#### Vraag :

De vermindering van onze uitvoer van landbouwprodukten veroorzaakt voor de landbouw een te kort op onze handelsbalans.

Voor welke landen geldt die daling en welke zijn de oorzaken ervan ?

#### Antwoord :

Zoals blijkt uit de onderstaande gegevens (in miljoen BF) is de totaaluitvoer naar de E.G.-landen zowel als naar de « derde landen » niet gedaald.

	1973	1974	8 mois 1974 — 8 maanden 1974	8 mois 1975 — 8 maanden 1975	
Exportations totales ... ... ... ...	55 691	60 086	39 766	40 795	Totale uitvoer.
<i>dont :</i>					<i>waarvan :</i>
produits animaux ... ... ... ...	36 858	37 540	24 586	22 994	dierlijke produkten.
produits horticoles ... ... ... ...	9 046	9 863	6 414	6 850	tuinbouwprodukten.
produits végétaux ... ... ... ...	9 787	12 683	8 766	10 951	plantaardige produkten.
<i>dont :</i>					<i>waarvan naar :</i>
Allemagne occidentale ... ... ... ...	17 982	18 066	12 205	10 906	West-Duitsland.
France ... ... ... ...	12 430	11 621	7 463	8 766	Frankrijk.
Italie ... ... ... ...	3 852	4 166	2 644	2 294	Italië.
Pays-Bas ... ... ... ...	9 375	9 889	6 519	6 048	Nederland.
Danemark ... ... ... ...	137	348	290	118	Denemarken.
Irlande ... ... ... ...	68	83	68	69	Irland.
Royaume-Uni ... ... ... ...	1 456	3 025	2 051	2 886	Verenigd Koninkrijk.
Total C. E. ... ... ... ...	45 301	47 198	30 340	31 087	Totaal E. G.
Pays tiers ... ... ... ...	10 390	12 888	9 426	9 708	Derde landen.

En 1975, on constate une diminution de l'exportation des produits animaux et une augmentation de celle des produits végétaux.

Ces glissements d'un secteur à l'autre expliquent les modifications, parfois très importantes, du volume de nos exportations à destination des divers pays de la C. E.

Toutefois, il est prématûr de tirer des conclusions définitives des données des 8 premiers mois, car les derniers mois de l'année civile sont, pour les divers secteurs, une période d'exportation intensive.

La balance commerciale des produits agricoles et horticoles a toujours été déficitaire, ainsi qu'il ressort des données ci-après (différence entre les importations et les exportations en millions de F).

	Total balance commerciale	Balance commerciale C. E.	Balance commerciale pays tiers
1954-58 . . .	- 14 546	- 3 111	- 11 435
1959-63 . . .	- 12 345	- 682	- 11 666
1964-68 . . .	- 15 263	- 109	- 14 937
1969-73 . . .	- 14 654	- 800	- 13 854
1973 . . . .	- 16 812	- 3 407	- 13 405
1974 . . . .	- 23 726	- 5 547	- 18 174
8 m. 1974 . .	- 15 058	- 2 983	- 15 058
8 m. 1975 . .	- 16 376	- 4 244	- 12 132

Il ressort de ces statistiques que le déficit de la balance commerciale des produits agricoles augmente au cours de ces dernières années.

### 3. Aviculture.

#### Question :

Le secteur de l'aviculture connaît de graves difficultés et les producteurs encourrent régulièrement des pertes.

La C. E. ne peut-elle, en cette période de crise, autoriser des mesures de protection tendant à permettre aux entreprises de cesser temporairement leurs activités et d'obtenir un délai de remboursement pour le capital investi ?

D'autre part, ne peut-on obtenir un assouplissement des normes sanitaires imposées dans la C. E. pour l'exportation des produits de l'aviculture, normes dont certains pays se servent pour freiner l'importation sur leur territoire ?

Enfin, les producteurs qui quittent le secteur ne pourraient-ils bénéficier d'un « Fonds de désinvestissement agricole » ?

#### Réponse :

Le règlement de base de la C. E. portant organisation commune du marché dans le secteur des œufs, en dehors d'une clause de sauvegarde, ne contient aucune disposition tendant à protéger le marché communautaire, équivalente à celles qui existent dans d'autres secteurs régis par une organisation C. E. de marché.

Le recours à cette clause n'est envisagé qu'en cas de situations exceptionnelles reconnues comme telles par les autorités communautaires compétentes.

Les prêts consentis par les aviculteurs près des organismes privés de crédit ont été contractés à titre privé.

Tout sursis au remboursement de ces prêts supposerait un accord de la part du prêteur soit sans contrepartie, soit moyennant intervention de l'Etat compatible avec les règles C. E. jugée acceptable par le prêteur ou moyennant

In 1975 constateert men een daling van de uitvoer van dierlijke produkten en een stijging van de uitvoer van plant-aardige produkten.

Die verschuivingen van de ene naar de andere sector verklaren de vaak merkelijke wijzigingen in de omvang van de uitvoer naar de onderscheiden E. G.-landen.

Het is evenwel nog te vroeg om uit de gegevens van de 8 eerste maanden definitieve conclusies te trekken omdat de laatste maanden van het kalenderjaar voor de onderscheiden sectoren nog een zeer intensieve exportperiode zijn.

De handelsbalans van de land- en tuinbouwprodukten is altijd negatief geweest zoals blijkt uit de hiernavolgende gegevens (verschil tussen in- en uitvoer in miljoenen F).

	Totale handelsbalans	Handelsbalans E. G.-landen	Handelsbalans derde landen
1954-58 . . .	- 14 546	- 3 111	- 11 435
1959-63 . . .	- 12 345	- 682	- 11 666
1964-68 . . .	- 15 263	- 109	- 14 937
1969-73 . . .	- 14 654	- 800	- 13 854
1973 . . . .	- 16 812	- 3 407	- 13 405
1974 . . . .	- 23 726	- 5 547	- 18 174
8 m. 1974 . .	- 15 058	- 2 983	- 15 058
8 m. 1975 . .	- 16 376	- 4 244	- 12 132

Uit deze statistieken blijkt wel dat het deficit op de handelsbalans van landbouwprodukten de laatste jaren toeneemt.

### 3. Pluimvee.

#### Vraag :

De pluimveesector kent ernstige moeilijkheden en de producenten lijden regelmatig verlies.

Kan de E. G. in deze crisisperiode geen beschermende maatregelen toestaan om de bedrijven tijdelijk hun activiteit te laten stopzetten en uitstel voor de terugbetaling van het geïnvesteerde kapitaal te verkrijgen ?

Kan men ook niet verkrijgen dat de sanitaire E. G.-normen voor de export van pluimveeprodukten, waarvan sommige landen gebruik maken om de invoer op hun grondgebied af te remmen, worden versoepeld ?

Zouden de producenten die de sector verlaten ten slotte niet het voordeel van het « landbouwdesinvesteringsfonds » kunnen genieten ?

#### Antwoord :

De basisverordening van de E. G. houdende organisatie van de markt in de eierensector bevat, buiten een vrijwaaringsclausule, geen enkele bepaling tot bescherming van de gemeenschappelijke markt; dergelijke bepalingen bestaan wel in de andere sectoren die door een E. G.-organisatie van de markt worden geregeld.

Op een dergelijke clausule kan slechts een beroep worden gedaan in uitzonderlijke situaties die als zodanig door de bevoegde gemeenschapsinstanties zijn erkend.

De leningen die de pluimveekwekers bij particuliere kredietinstellingen hebben aangegaan, werden privatim afgesloten.

Elk uitstel van terugbetaling van die leningen zou een akkoord onderstellen vanwege de lener, zonder tegenwaarde in de vorm van een tegemoetkoming van de Staat die met de E. G.-regels strookt en door de leners aanvaardbaar

mesure communautaire satisfaisante pour les organismes de crédit en cause.

Quant à l'uniformisation des normes sanitaires, il convient de remarquer qu'une directive de la C. E. règle le commerce intra-communautaire et que chaque Etat membre est tenu de s'y conformer.

Dans la législation actuelle, rien n'est prévu en matière de fonds de désinvestissement agricole.

Conscient de l'intérêt majeur que ce secteur représente pour notre agriculture, le département s'est toujours efforcé et s'efforcera d'obtenir de la Communauté des conditions optimales de valorisation des produits de l'aviculture.

#### *4. Importation de fruits.*

*Question :*

L'importation de fruits en provenance d'Italie doit être contrôlée plus sévèrement, car elle joue un rôle dans l'écoulement de notre propre production.

*Réponse :*

L'importation des diverses espèces de fruits et légumes dans notre pays fait l'objet d'un contrôle systématique. Ce contrôle s'effectue en fonction des normes fixées sur une base communautaire. En conséquence, il n'est pas possible aux pays membres importateurs d'appliquer des normes plus sévères. Lorsqu'on constate que les produits importés ne répondent pas aux conditions fixées en la matière, leur commercialisation peut être refusée, à moins qu'il ne soit procédé à une nouvelle classification.

Il y a lieu de signaler que, pour la plupart des espèces fruitières, il est effectué en outre un contrôle phytosanitaire

#### *5. Attachés agricoles.*

*Question :*

a) L'article 11.03 du feuilleton d'ajustement prévoit un crédit supplémentaire pour la désignation d'un attaché agricole et de deux attachés agricoles adjoints supplémentaires.

Où cette désignation a-t-elle eu lieu et quels sont les noms et adresses des attachés ?

b) Il faudrait développer le nombre des attachés agricoles, notamment en matière d'exportation de produits horticoles, secteur où les Pays-Bas sont très actifs.

*Réponse :*

a) Le Ministre souhaite étendre le plus rapidement possible le cadre des attachés agricoles; il faut cependant tenir compte du fait que différents départements sont concernés par ce problème si bien que la désignation des candidats prend un certain temps.

Pour ce qui est de la promotion de l'exportation, il est projeté, sur base de l'expérience favorable, de maintenir le poste d'attaché agricole itinérant au Moyen-Orient. Il est également projeté, compte tenu de l'intérêt croissant de la région méditerranéenne (Algérie, Tunisie, Maroc), de désigner un attaché spécial pour les pays du Maghreb. Enfin, il serait peut-être indiqué qu'un attaché agricole adjoint à Vienne encourage l'intérêt grandissant des pays de l'Est pour les spécialités horticoles.

wordt geacht, of in de vorm van een gemeenschappelijke maatregel die de betrokken kredietinstellingen voldoening schenkt.

In verband met de uniformisering van de sanitaire normen moet worden onderstreept dat een E. G.-richtlijn het handelsverkeer binnen de Gemeenschap regelt en dat elke Lid-Staat zich daarnaar moet schikken.

In de huidige wetgeving is er niets inzake het landbouw-desinvesteringsfonds bepaald.

Het departement, dat zich bewust is van het grote belang dat die sector voor onze landbouw vertegenwoordigt, heeft steeds getracht en zal steeds blijven trachten van de Gemeenschap optimale valorisatievoorwaarden te verkrijgen voor de pluimveeproducten.

#### *4. Invoer van fruit.*

*Vraag :*

De invoer van fruit uit Italië dient strenger te worden gekontroleerd want hij speelt een rol bij de afzet van onze eigen produktie.

*Antwoord :*

De invoer van de diverse fruit- en groentensoorten wordt in ons land aan een systematische controle onderworpen. Deze controle geschieft op basis van de normen die op communautaire basis zijn vastgesteld. Het is de invoerende lidstaat derhalve niet mogelijk strengere normen te hanteren dan de vastgestelde. Wanneer geconstateerd wordt dat de ingevoerde produkten niet beantwoorden aan de terzake geldende voorschriften kan de verhandeling ervan geweigerd worden tenzij er overgegaan wordt tot een nieuwe klassificatie.

Er zij vermeld dat voor de meeste fruitsoorten bovendien een phytosanitaire controle plaatsheeft.

#### *5. Landbouwattachés.*

*Vraag :*

a) Op artikel 11.03 van het aanpassingsblad is een bijkrediet uitgetrokken voor de aanstelling van een bijkomend landbouwattaché en van twee bijkomende adjunct-landbouwattachés.

Waar werden die attachés aangesteld en wat zijn hun namen en adressen ?

b) Men zou het aantal landbouwattachés moeten verhogen, met name voor de uitvoer van tuinbouwprodukten, die een sector is waarin Nederland zeer bedrijvig is.

*Antwoord :*

a) De Minister wenst zo spoedig mogelijk het kader van de landbouwattachés uit te breiden; er dient daarbij echter rekening te worden gehouden met het feit dat verschillende departementen hierbij gemoeid zijn, zodat het aanduiden van de kandidaten wel wat tijd vergt.

Inzake exportpromotion liget het wel in de bedoeling, op basis van de gunstige ondervinding, de post van reizend landbouwattaché te behouden in het Midden-Oosten. Er wordt ook aan gedacht, rekening houdend met het stijgend belang van het Middellandsezeengebied (Algerië, Tunisie, Marokko), een attaché speciaal voor de Magreblanden in te zetten. Ten slotte zou het misschien aangewezen zijn dat een adjunct-landbouwattaché in Wenen de groeiende belangstelling van de Oostlanden voor speciale tuinbouwprodukten zou behartigen.

Le nom et l'adresse des attachés agricoles figurent à l'annexe I.

b) En matière d'horticulture, la Belgique ne peut être comparée aux Pays-Bas qui, contrairement à notre pays, ont toujours été un exportateur traditionnel de tels produits.

#### *6. Aide alimentaire.*

*Question :*

Quelle est l'aide du département aux pays en voie de développement, sous quelle forme se fait-elle et à quels pays est-elle destinée ?

*Réponse :*

1. Jusqu'en 1967, la seule intervention de la Belgique en matière d'aide alimentaire extérieure était sa contribution au P. A. M. (Programme alimentaire mondial), institué et administré conjointement par l'O. N. U. et la F. A. O. spécialement pour venir en aide aux pays peu solvables et éprouvant des difficultés momentanées sur le plan alimentaire ou nutritionnel.

La contribution de la Belgique au P. A. M. est passée d'environ 10 millions de FB à plus de 30 millions de FB. Elle peut être honorée partiellement (1/3) en produits.

Après 1967 la Belgique, au titre de pays membre de la Communauté européenne, a contribué à l'exécution de la Convention d'aide alimentaire signée en marge de l'Accord du blé, à l'issue des négociations commerciales internationales dites du Kennedy Round.

A partir de 1970, la Belgique a également participé à l'exécution des décisions du Conseil de la C. E. E. relatives à la fourniture de certaines quantités de poudre de lait, beurre, poudre d'œufs et sucre.

2. Les fournitures de la Belgique et des autres pays membres de la C. E. se situent donc sur deux plans :

a) un plan contractuel (Convention d'aide alimentaire en céréales, de 1967) portant initialement sur 1 035 000 tonnes pour la Communauté à 6, devenu 1 287 000 tonnes pour la Communauté à 9;

b) un plan bilatéral, (découlant de décisions autonomes du Conseil de la C. E., notamment pour les produits autres que les céréales).

3. Les opérations sur le plan bilatéral se font à l'intervention d'un accord entre la C. E. et l'Etat ou l'organisme bénéficiaire et sont exécutées sous le contrôle et la responsabilité de la Commission exécutive (actions communautaires). Directement ou indirectement, le financement est assuré par la Communauté.

Les opérations sur le plan contractuel (céréales) se répartissent jusqu'ici en actions communautaires et en actions nationales à concurrence de 50 % chacunes.

4. C'est ainsi que la Belgique, engagée pour sa part à concurrence de 73 000 tonnes de céréales, contribue jusqu'à 36 500 tonnes pour des actions d'aide alimentaire dont elle est seul juge.

Dans ce cas, le coût de la marchandise et les frais en aval (transport, stockage, transformation en meunerie le cas échéant, ensachage, etc.) sont à la charge du budget de l'Administration de la Coopération au Développement. La seule

De namen en adressen van de landbouwattachés vindt men in bijlage I.

b) Op het gebied van de tuinbouw mag België niet worden vergeleken met Nederland dat, in tegenstelling met ons land, een traditioneel exporteur van dergelijke produkten is geweest.

#### *6. Voedselhulp.*

*Vraag :*

Welke steun verleent het departement aan de ontwikkelingslanden, in welke vorm en voor welke landen ?

*Antwoord :*

1. Tot in 1967 beperkte ons land zich op het stuk van internationale voedselhulp tot een bijdrage in het Wereldvoedselprogramma (W. V. P.), door de U. N. O. en de F. A. O. samen op touw gezet en beheerd, in het bijzonder om weinig solvabele landen die tijdelijk moeilijkheden ondervonden inzake voedselvoorziening, ter hulp te komen.

De bijdrage van ons land tot het W. V. P. is van ongeveer 10 miljoen frank gestegen tot meer dan 30 miljoen frank. Zij kan gedeeltelijk (voor 1/3) in natura worden voldaan.

Na 1967 heeft België, als Lid-Staat van de Europese Gemeenschap, bijgedragen tot de uitvoering van de Overeenkomst inzake voedselhulp, die een aanhangsel was van het Tarwe-akkoord, na de internationale commerciële onderhandelingen bekend onder de naam « Kennedy-Round ».

Vanaf 1970 heeft België ook bijgedragen tot de uitvoering van de beslissingen van de E. G.-Raad betreffende de levering van bepaalde hoeveelheden melkpoeder, boterolie, ei-poeder en suiker.

2. De door België en de andere Lid-Staten van de E. G. geleverde hoeveelheden hebben dus betrekking op twee verschillende operaties :

a) een contractuele operatie (Overeenkomst inzake voedselhulp in graan, gesloten in 1967), die aanvankelijk betrekking had op 1 035 000 ton voor de Gemeenschap met 6 en later verhoogd werd tot 1 287 000 ton voor de Gemeenschap met 9;

b) een bilaterale operatie, die voortvloeit uit zelfstandige beslissingen van de E. G.-Raad, met name voor andere produkten dan graan.

3. De bilaterale operaties verlopen via een akkoord tussen de E. G. en de begunstigde Staat of instelling en worden uitgevoerd onder de controle en de verantwoordelijkheid van de uitvoerende Commissie (communautaire acties). De financiering geschiedt rechtstreeks of onrechtstreeks door de Gemeenschap.

De contractuele operaties (graan) bestaan tot op heden voor de helft uit communautaire acties en voor de helft uit nationale acties.

4. Zo heeft ons land er zich toe verbonden 73 000 ton graan te leveren. Naar rata van 36 500 ton draagt het bij in acties inzake voedselhulp waarover het souverein oordeelt.

In dat geval zijn de prijs van de geleverde produkten en de vóór de levering gemaakte kosten (vervoer, opslaan, even-tueel malen, verpakken enz.) ten laste van de begroting van het Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking. De Ge-

intervention de la Communauté est, éventuellement, le paiement par le F. E. O. G. A. de la restitution F. O. B. (quand elle existe, en fonction de la différence entre le niveau des prix mondiaux et des prix intérieurs).

5. Pour l'année 1974, la Communauté dans son ensemble est intervenue dans l'aide alimentaire à concurrence des tonnages et montants indiqués au tableau ci-annexé (voir annexe 2).

6. Il y a lieu de signaler que le nombre de pays en voie de développement qui font appel à l'aide alimentaire de la C. E. va croissant : 8 en 1969, 30 en 1974. C'est pourquoi la C. E. étudie deux sortes de problèmes à cet égard : d'une part, la possibilité d'augmenter le montant de l'aide conformément au vœu de la Conférence alimentaire mondiale, et d'autre part, la possibilité de sélectionner les bénéficiaires, selon des critères objectifs fondés sur l'état de nécessité de chacun.

7. En ce qui concerne la Belgique, c'est-à-dire les 50 % d'actions nationales à valoir sur notre quote-part de la Convention d'aide alimentaire, l'annexe 3 en donne la répartition en 1974. Les chiffres dépassent les 36 500 tonnes de céréales déjà citées car il s'agit d'un étalement sur deux campagnes.

8. Toujours en ce qui concerne les fournitures nationales, on notera la livraison, au titre de l'aide, de 126 tonnes de sucre à différents pays d'Afrique en 1973. Pour 1974, il y a lieu de mentionner la fourniture effective au P. A. M. (Programme alimentaire mondial) de :

280 tonnes de poudre de lait écrémé.  
100 tonnes de poisson salé/séché.

La même opération est prévue pour 1975 mais doit encore être précisée quant aux fournitures exactes.

9. Enfin on notera que, pour les aides de la Communauté, la mobilisation se fait à l'intervention et par adjudication, selon les possibilités. La part de la Belgique est dès lors variable et plus difficile à établir.

Toutefois, selon les chiffres de l'O. B. E. A. (Office belge de l'économie et de l'agriculture), qui agit à la fois pour les opérations nationales et les actions communautaires, les dépenses de 1974 sont les suivantes :

Aide alimentaire	Céréales	Lait écrémé en poudre
1) Communautaire .	475 897 740 F	198 213 345 F
2) Nationale ... ...	291 130 812 F	7 424 900 F
	767 028 552 F	205 638 245 F

Aide alimentaire de la Communauté : voir annexe 2.

Coopération au développement et sécurité alimentaire.

La Conférence alimentaire mondiale de Rome, en novembre 1974, a émis un certain nombre de résolutions, en vue

meenschap beperkt zich ertoe, in voorkomende gevallen, de F. O. B.-restitutie (wanneer daartoe aanleiding bestaat, naar gelang van het verschil tussen het niveau van de wereldprijzen en de binnenlandse prijzen) door het E. O. G. F. L. te laten betalen.

5. Tijdens het jaar 1974 stond de Gemeenschap in haar geheel, op het stuk van voedselhulp, in voor de hoeveelheden en bedragen vermeld in de hierbij gevoegde tabel (zie bijlage 2).

6. Er zij op gewezen dat er steeds meer ontwikkelingslanden een beroep doen op de voedselhulp van de E. E. G. : in 1969 waren het er 8, in 1974 reeds 30. Daarom bestudeert de E. G. twee soorten problemen die in dat verband rijzen : enerzijds de mogelijkheid om het bedrag van de hulp te verhogen overeenkomstig de door de Wereldvoedselconferentie uitgesproken wens, anderzijds de mogelijkheid om een selectie in te voeren tussen de begünstigde landen, volgens objectieve criteria die zouden steunen op de nood die in verschillende mate in die landen heert.

7. Voor België, d.w.z. voor de 50 % door ons land gevoerde acties die in mindering komen van ons aandeel in de overeenkomst inzake voedselhulp, wordt de verdeling ervan voor 1974 opgegeven in bijlage 3. De cijfers overtreffen de reeds vermelde 36 500 ton graan, aangezien men hier te maken heeft met een spreiding over twee campagnes.

8. Steeds inzake de door ons land verrichte leveringen, is er de levering van 126 ton suiker aan verscheidene Afrikaanse landen bij wijze van bijstand voor 1973. Voor 1974 dient de effectieve levering vermeld aan het W. V. P. (Wereldvoedselprogramma) van :

280 ton afgeroomde melk in poedervorm;  
100 ton gezouten/gedroogde vis.

Eenzelfde bijstand wordt in uitzicht gesteld voor 1975; alleen moet nog worden bepaald wat precies geleverd zal worden.

9. Er zij tenslotte nog aangestipt dat voor de door de Gemeenschap verstrekte bijstand te werk wordt gegaan door middel van tegemoetkomingen en aanbestedingen, al naar gelang van de mogelijkheden. Het aandeel van België is dan ook niet altijd hetzelfde en moeilijker vast te stellen.

Volgens de cijfers van de B. D. B. L. (Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw), die optreedt voor de nationale zowel als voor de communautaire acties, zijn de uitgaven voor 1974 de volgende :

Voedselhulp	Graan	Afgeroomde melk in poedervorm
1) van de gemeenschap ... ... ...	475 897 740 F	198 213 345 F
2) nationale ... ... ...	291 130 812 F	7 424 900 F
	767 028 552 F	205 638 245 F

Voedselhulp van de Gemeenschap : zie bijlage 2.

Ontwikkelingssamenwerking en veiligheid op het stuk van voedselvoorziening.

In november 1974 heeft de Wereldvoedselconferentie te Rome een aantal resoluties goedgekeurd ten einde op half-

notamment de résoudre le problème de la sécurité alimentaire à moyen terme par une série de mesures destinées à favoriser directement ou indirectement la production agricole dans les pays en voie de développement les plus touchés par la crise alimentaire et celle de l'énergie.

L'action de la Belgique en la matière s'exerce ou devra s'exercer dans le cadre de la coopération bilatérale, avec les pays que nous sommes à même d'aider et dans le cadre de la coopération multilatérale, par notre contribution à l'action des organismes internationaux spécialisés en la matière.

Ceci se fait à l'intervention de l'Administration de la Coopération au développement, du Ministère des Affaires étrangères, et du Ministère des Finances pour ce qui est, par exemple, des interventions de la Belgique auprès de la Banque mondiale d'aide au développement (B. I. R. D.) et également par notre contribution aux F. E. D. (Fonds européens pour le financement de l'assistance technique des accords de Yaoundé et du nouvel accord de Lome avec 46 pays en voie de développement).

Les Ministres des Affaires étrangères et des Finances sont dès lors mieux à même de donner à ce sujet des réponses détaillées et précises.

En bref, les actions de coopération bilatérales de la Belgique représenteraient environ 5,6 milliards, dont environ 15 % seraient affectés à des actions de rénovation rurale dans les pays en voie de développement; tandis que sur un total de 1,8 milliard de contributions multilatérales, 30 % environ serviraient directement ou non à cette reconversion vers l'agriculture, souhaitée par la Conférence alimentaire.

### C. Structures de production.

#### 1. Application des directives de la C. E. relatives à l'amélioration des structures agricoles.

##### Question

Les directives de la C. E. concernant l'amélioration des structures dans l'agriculture ont-elles été appliquées ou seront-elles appliquées en 1976 ?

##### Réponse :

*Directives relatives à l'amélioration des structures agricoles.*

Le 17 avril 1972, le Conseil des Ministres de l'Agriculture de la C. E. a approuvé trois directives relatives à la réforme des structures agricoles.

Ces « directives concernant les structures » sont les suivantes :

##### A. Directive du Conseil relative à la modernisation des exploitations agricoles (n° 72/159/C. E.).

Cette directive a pour but d'aider les agriculteurs qui sont en mesure sur la base d'un plan de développement, de démontrer la possibilité d'obtenir, par leur travail, de revenus comparables à ceux des professions non-agricoles de la région.

##### B. Directive du Conseil encourageant les cessations d'exploitations agricoles et l'affection des terrains de culture à l'amélioration des structures (n° 72/160/C. E.).

lange termijn tot een oplossing te komen van het vraagstuk van de veiligheid op het stuk van voedsel voorziening en wel door het nemen van een reeks maatregelen die bestemd zijn om rechtstreeks of onrechtstreeks de landbouwproductie te bevorderen in de ontwikkelingslanden die het ergst door de voedsel- en energiecrisis getroffen zijn.

België treedt op dat gebied op of zal moeten optreden in het raam van de bilaterale samenwerking met de landen die wij kunnen helpen en in het raam van de multilaterale samenwerking door een bijdrage in de actie van de op dat gebied gespecialiseerde internationale instellingen.

Een en ander beschiedt door toedoen van het Bestuur van de Ontwikkelingssamenwerking, het Ministerie van Buitenlandse Zaken en het Ministerie van Financiën, voor wat b.v. het optreden van België bij de Wereldbank voor ontwikkelingshulp (W. B. O.) betreft, en eveneens door onze bijdrage in de F. E. D. (Europees Fonds voor de financiering van de technische bijstand bepaald in de overeenkomsten van Yaoundé en in de nieuwe overeenkomst van Lome met 46 ontwikkelingslanden).

De Ministers van Buitenlandse Zaken en Financiën zijn aldus beter in staat daaromtrent omstandige en precieze antwoorden te verstrekken.

Kortom, onze bilaterale samenwerking zou ongeveer 5,6 miljard bedragen, waarvan ongeveer 15 % bestemd zou zijn voor vernieuwing van het platteland in de ontwikkelingslanden; anderzijds zou van een totaal van 1,8 miljard aan multilaterale bijdragen, ongeveer 30 % al of niet rechtstreeks dienen voor de door de Voedselconferentie gewenste omschakeling naar landbouw.

### C. Produktiestructuren.

#### 1. Toepassing van de E. G.-richtlijnen betreffende de verbetering van de landbouwstructuren.

##### Vraag :

Werden de E. G.-richtlijnen betreffende de verbetering van de structuren in de landbouw toegepast of zullen zij in 1976 worden toegepast ?

##### Antwoord :

*Richtlijnen betreffende de structuurverbetering in de landbouw.*

Op 17 april 1972 heeft de Raad van de Ministers van Landbouw van E. G. haar goedkeuring gehecht aan drie richtlijnen, met betrekking tot de hervorming van de landbouwstructuur.

Deze « structuurrichtlijnen » zijn :

##### A. Richtlijn van de Raad betreffende de modernisering van landbouwbedrijven (n° 72/159/E. G.).

Deze richtlijn heeft tot doel hulp te verlenen aan de landbouwers die aan de hand van een ontwikkelingsplan het bewijs kunnen leveren dat zij een arbeidsinkomen kunnen halen dat vergelijkbaar is met het inkomen van de niet-agrarische beroepen in het gebied.

##### B. Richtlijn van de Raad ter bevordering van de stopzetting van de landbouwbedrijven en van de aanwending van cultuurgrond tot verbetering van de structuur (n° 72/160/E. G.).

Ces directives donnent aux agriculteurs qui estiment ne pas pouvoir rester dans le secteur agricole, la possibilité de renoncer à leur profession dans des conditions humainement acceptables. Les terres ainsi libérées deviendront disponibles pour ceux qui continuent à travailler dans le secteur agricoles; ces exploitations sont ainsi rendues viables.

**C. Directive du Conseil relative à l'information socio-économique et à la formation des personnes travaillant dans l'agriculture (72/161/C. E. E.).**

Cette directive entend fournir à l'agriculteur les renseignements et les éléments d'information nécessaires en vue de permettre à ce dernier de prendre une décision en connaissance de cause.

Les agriculteurs qui continuent l'exploitation sont incités également à se perfectionner davantage dans leur branche professionnelle.

*Application en Belgique des directives concernant les structures.*

**A. Directive concernant la modernisation (n° 72/159/C. E. E.).**

**Application, en Belgique, de cette directive en vertu de :**

a) l'arrêté royal du 21 juin 1974 concernant la modernisation des exploitations agricoles;

b) l'arrêté ministériel du 21 juin 1974 concernant la modernisation des exploitations agricoles.

En vertu de cet arrêté royal et de cet arrêté ministériel la directive est applicable, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1974, en ce qui concerne l'aide aux investissements dans l'agriculture. Ces arrêtés rendent la réglementation concernant le Fonds d'investissement agricole, créé par la loi du 15 février 1961, conforme aux dispositions de la directive.

c) l'arrêté royal du 11 juillet 1975 concernant l'octroi de subventions pour la tenue de comptabilités économiques des entreprises et pour la collaboration de correspondants d'associations agricoles et horticoles et d'institutions agréées à l'information au sujet d'une direction efficace des entreprises agricoles et horticoles.

Une aide peut de ce fait être octroyée, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974, aux comptabilités d'entreprises agricoles. Ainsi il est satisfait à l'obligation imposée par l'article 11 de la directive.

**B. Directive d'assainissement (n° 72/160/C. E. E.).**

**Application, en Belgique, en vertu de :**

a) l'arrêté royal du 25 février 1974, modifiant la loi du 3 mai 1971, favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture.

Cet arrêté royal a été pris sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances de l'époque et du Ministre de l'Agriculture, après avis des Ministres réunis en Conseil.

b) l'arrêté royal du 26 février 1974 portant certaines mesures d'exécution de la loi du 3 mai 1971, favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture.

Met deze richtlijnen wordt aan de landbouwers die menen niet de landbouw te moeten opgeven de kans geboden om in menselijke voorwaarden hun activiteit stop te zetten. De vrijvrijgekomen grond komt ter beschikking van hen die in de landbouw blijven, aldus komt men tot levensvatbare bedrijven.

**C. Richtlijn van de Raad betreffende de sociaal-economische voorlichting en de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn (72/161/E. E. G.).**

Met deze richtlijn wil men de landbouwer de nodige inlichtingen en gegevens verstrekken die het hem mogelijk moeten maken een verantwoorde beslissing te nemen.

Ook worden de landbouwers die hun bedrijf voortzetten aangespoord om zich verder in hun vak te bekwamen.

*Toepassing in België van de structuurrichtlijnen.*

**A. Moderniseringsrichtlijn (n° 72/159/E. E. G.).**

**Toepassing in België van deze richtlijn door :**

a) het koninklijk besluit van 21 juni 1974 betreffende de modernisering van landbouwbedrijven.

b) het ministerieel besluit van 21 juni 1974 betreffende de modernisering van landbouwbedrijven.

Met dit koninklijk besluit en ministerieel besluit wordt de richtlijn van toepassing van 1 juli 1974 voor wat betreft de steun aan investeringen in de landbouw. Deze besluiten brengen de reglementering betreffende het Landbouwinvesteringsfonds, opgericht bij de wet van 15 februari 1961, in overeenstemming met de bepalingen van de richtlijn.

c) het koninklijk besluit van 11 juli 1975 betreffende de toekenning van toelagen voor het houden van bedrijfseconomische boekhoudingen en de medewerking van correspondenten van land- en tuinbouwverenigingen en erkende instellingen aan de voorlichting omtrent de doelmatige bedrijfsleiding van land- en tuinbouwbedrijven.

Hiermede kan steun worden verleend aan de boekhoudingen op de landbouwbedrijven vanaf 1 januari 1974. Aldus wordt voldaan aan de verplichting van artikel 11 van de richtlijn.

**B. Saneringsrichtlijn (n° 72/160/E. E. G.).**

**Toepassing in België door :**

a) het koninklijk besluit van 25 februari 1974 tot wijziging van de wet van 3 mei 1971 ter bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw.

Dit koninklijk besluit werd genomen op voordracht van de toenmalige Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën en van de Minister van Landbouw, op advies van de in Raad vergaderde Ministers.

b) het koninklijk besluit van 26 februari 1974 houdende sommige maatregelen ter uitvoering van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw.

c) la loi du 3 juin 1975 modifiant la loi du 3 mai 1971 favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture.

Cette loi vise à :

- adapter les conditions de revenus à la décision gouvernementale tendant à harmoniser le contenu et la forme de l'information que les offices des contributions sont tenus de fournir en vertu de toute une série de dispositions légales d'ordre social et économique, parmi lesquelles figure également la loi du 3 mai 1971;
- assouplir la loi pour les horticulteurs et les exploitants de cultures spécialisées;
- augmenter les effets de la loi sur le plan de l'amélioration des structures.

#### C. Directive relative à la formation socio-économique et la qualification professionnelle.

L'exécution de la partie de cette directive ayant trait à l'information socio-économique n'a pas encore été mise en application en Belgique.

Néanmoins, malgré l'absence de la structure spéciale prévue dans ladite directive, l'Etat fournit, depuis plusieurs années déjà, des informations socio-économiques par le truchement :

- des ingénieurs agronomes et leurs aides techniques;
- des ingénieurs horticoles et leurs aides techniques;
- des conseillers de zootechnie et leurs aides techniques;
- des ingénieurs du génie rural et leurs aides techniques;
- des conseillères ménagères de l'Etat.

L'application de la partie « qualification professionnelle » est assurée en Belgique en vertu de :

- a) l'arrêté royal du 23 août 1974 relatif à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;
- b) l'arrêté ministériel du 23 août 1974 d'application de l'arrêté royal du 23 août 1974 relatif à la qualification professionnelle des personnes travaillant dans l'agriculture;
- c) l'arrêté royal du 27 mai 1975 relatif à l'octroi d'une indemnité de promotion sociale aux travailleurs indépendants et aidants du secteur agricole qui ont terminé avec succès certains cours leur permettant d'améliorer leur qualification professionnelle.

Ces arrêtés, pris en exécution de la directive, sont entrés en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1974.

#### Aspects financiers.

Pour les engagements ayant été pris en ce qui concerne les mesures d'investissement prévues dans la directive de modernisation, les dépenses sont évaluées comme suit par le Service du Fonds d'investissements agricoles (sur la base des décisions d'octroi jusqu'au 30 septembre 1975).

c) de la loi du 3 juillet 1975 tot wijziging van de wet van 3 mei 1971 tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw.

Deze wet streeft volgende oogmerken na :

- aanpassing van de inkomensvoorraarden aan de regeringsbeslissing ertoe strekkende de inhoud en de vorm te harmoniseren van de informatieverstrekking waartoe de belastingdiensten gehouden zijn krachtens een ganse reeks van wettelijke beschikkingen van sociale en economische aard, waartoe ook de wet van 3 mei 1971 behoort;
- versoepeling van de wet voor tuinbouwers en kwekers van speciale teelten;
- verhoging van het structuurverbeterend effect van de wet.

#### C. Richtlijn betreffende de sociaal-economische vorming en de scholing.

De uitvoering van het gedeelte van deze richtlijn betreffende de sociaal economische voorlichting is in België nog niet in toepassing gebracht.

Niettegenstaande de sociale structuur voorzien in de richtlijn niet aanwezig is, wordt er evenwel sinds jaren door het Rijk sociaal economische voorlichting gegeven door :

- de rikslandbouwkundige ingenieurs en hun technische helpers;
- de rijkstuinbouwkundige ingenieurs en hun technische helpers;
- de riksveeteeltconsulenten en hun technische helpers;
- de riksingenieurs voor landbouwtechniek en hun technische helpers;
- de rikslandbouwhuisconsulenten.

Het aspect « scholing » wordt in België toegepast door :

- a) het koninklijk besluit van 23 augustus 1974 betreffende de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;
- b) het ministerieel besluit van 23 augustus 1974 tot toepassing van het koninklijk besluit van 23 augustus 1974 betreffende de scholing van de personen die in de landbouw werkzaam zijn;
- c) het koninklijk besluit van 27 mei 1975 betreffende de toekenning van een vergoeding voor sociale promotie aan de zelfstandigen en helpers uit de landbouwsector die met goed gevolg bepaalde leergangen beëindigd hebben waardoor zij hun beroepsqualificatie kunnen verhogen.

Deze besluiten genomen in uitvoering van de richtlijn zijn in werking getreden op 1 september 1974.

#### Financiële aspecten.

Wat betreft de aangegane verbintenissen op het stuk van de investeringsmaatregelen voorzien in de moderniseringrichtlijn worden de uitgaven door de dienst van het Landbouwinvesteringsfonds als volgt geraamd (op basis van toekenningsbeslissingen tot 30 september 1975).

	1974	1975	1976 (en partie)
National (F. I. A.)	634 905 918 (Réellement payé en 1974, en ce qui concerne des décisions prises antérieurement)	299 592 222	270 992 704 (1) + 140 032 300 (2) <hr/> 411 025 004
Communautaire (F. A.)	—	363 050	27 754 014 (2)
Total		299 955 272	438 779 018

(1) Engagements reportés de l'année 1974.

(2) Jusqu'au 30 septembre 1975.

	1974	1975	1976 (gedeeltelijk)
Nationaal (L. I. F.)	634 905 918 (Werkelijk betaald in 1974, i.v.m. vroeger genomen beslissingen)	299 592 222	270 992 704 (1) + 140 032 300 (2) <hr/> 411 025 004
Communautair (L. F.)	—	363 050	27 754 014 (2)
Totaal		299 955 272	438 779 018

(1) Uitgestelde verbintenissen jaar 1974.

(2) Tot 30 september 1975.

L'annexe 4 donne un aperçu des dépenses belges relatives aux directives structurales 72/159, 72/160, 72/161.

## 2. Coût des mesures d'urgence.

### Question :

Quel a été le coût, par catégorie, des mesures d'urgence prises à la fin de 1974 en faveur des agriculteurs et horticulteurs qui ont subi des dégâts causés par les pluies de l'automne 1974 ?

### Réponse :

A la suite des conditions climatiques défavorables des quatre derniers mois de 1974, certaines exploitations agricoles et horticoles ont subi des dégâts exceptionnels qui ont été constatés par les commissions locales d'estimation.

Pour rencontrer les cas les plus malheureux, le Ministre de l'Agriculture a décidé de prendre les mesures suivantes :

1) Dans le cadre d'un Fonds de secours, il a été accordé aux agriculteurs et horticulteurs professionnels qui en ont fait la demande, une subvention forfaitaire pour indemniser partiellement des dégâts subis par suite de l'impossibilité de récolter certaines cultures agricoles et horticoles (pommes de terre, betteraves sucrières, céréales à l'exception du maïs et tubercules de bégénas).

La demande était à introduire sur un formulaire disponible à la maison communale ou chez l'ingénieur agronome de l'Etat de la région, et ceci, au plus tard le 20 mars 1975.

2) Aux chefs d'exploitation concernés, possibilité a été donnée, afin de résoudre leurs problèmes de trésorerie, d'obtenir des crédits de soudure à taux d'intérêt réduit.

Sous certaines conditions et d'après certains critères, un prêt d'un maximum de 150 000 F par exploitation pouvait être obtenu avec une subvention à charge du F. I. A. de 5 %.

L'emprunt devait être remboursé au plus tard le 31 mars 1977 et ne peut être inférieur à 50 000 F.

Les demandes devaient être introduites au plus tard le 31 mars 1975, auprès d'une institution de crédit.

In bijlage 4 wordt een overzicht gegeven van de Belgische uitgaven i.v.m. de structuurrichtlijnen 72/159, 72/160, 72/161.

## 2. Kostprijs van de spoedmaatregelen.

### Vraag :

Wat was de kostprijs per categorie van de spoedmaatregelen die eind 1974 werden genomen ten gunste van de land- en tuinbouwers die schade hadden geleden als gevolg van de overvloedige regenval in de herfst van 1974 ?

### Antwoord :

Ten gevolge van de ongunstige weersomstandigheden tijdens de laatste vier maanden van 1974 hebben sommige land- en tuinbouwbedrijven een uitzonderlijke schade geleden, die door de plaatselijke schattingscommissies werd vastgesteld.

Om in de ergste en ongelukkigste gevallen te voorzien heeft de Minister van Landbouw de volgende maatregelen genomen :

1) In het kader van een Hulpfonds werd aan de land- en tuinbouwers die erom verzochten een forfaitaire toelage verleend om hen gedeeltelijk te vergoeden voor de schade die zij geleden hadden voor zover zij in de onmogelijkheid verkeerden sommige land- of tuinbouwgewassen te oogsten (aardappelen, suikerbieten, graangewassen, maïs uitgezonderd, en begoniaknollen).

De aanvraag moest uiterlijk op 20 maart 1975 worden ingediend met een formulier dat kon worden verkregen op het gemeentehuis of bij de rikslandbouwingenieur van het gewest.

2) Aan de betrokken exploitanten werd de mogelijkheid geboden overbruggingskredieten tegen goedkope interest te bekomen om hen te helpen hun thesauriemoeilijkheden te overwinnen.

Onder sommige voorwaarden en mits sommige criteria werden nageleefd, kon een lening van ten hoogste 150 000 F per bedrijf worden verkregen, met een toelage van 5 % ten laste van het L. I. F.

De lening moest uiterlijk op 31 maart 1977 terugbetaald worden en mocht niet minder dan 50 000 F bedragen.

De aanvragen moesten uiterlijk op 31 maart 1975 worden ingediend bij een kredietinstelling.

En exécution de la décision du 7 février du Conseil des ministres octroyant une subvention exceptionnelle afin de compenser partiellement les dégâts découlant de l'impossibilité de récolter certaines cultures agricoles et horticoles (arrêté ministériel du 24 février 1975 — *Moniteur belge* du 28 février 1975), les sommes suivantes ont été payées aux ayants droit, à charge du Fonds agricole :

26 932 820 F à 645 agriculteurs;  
510 700 F à 32 horticulteurs.

En outre, des militaires et membres de la gendarmerie ont participé aux travaux de récolte.

Conformément à la décision du Conseil des ministres du 22 novembre 1974 relative à l'emploi du personnel et du matériel de l'armée et de la gendarmerie pour des travaux non militaires en faveur des agriculteurs et horticulteurs, un montant de 26 707 448 F a été payé dont 26 695 821 F aux militaires et 11 827 F aux membres de la gendarmerie.

### 3. Contrôle de résidus.

#### Question :

Au sujet du contrôle des résidus de pesticides et de produits phytopharmaceutiques, il a été demandé si le Gouvernement prend lui-même l'initiative ou n'intervient qu'à titre supplétif ?

La prévention n'est-elle pas préférable à la répression (avec toutes les conséquences que celle-ci comporte pour la réputation des produits) ?

#### Réponse :

Un contrôle préventif est en premier lieu d'un grand intérêt commercial pour les horticulteurs. C'est la raison pour laquelle c'est l'entreprise et non l'Etat qui doit payer le coût de ce contrôle.

Jusqu'à présent l'analyse des résidus n'a été pratiquée que par sondages.

On a cependant l'intention de mettre sur pied une analyse systématique.

A cette fin la création d'un fonds destiné à fournir les ressources nécessaires a été proposée au Secrétaire d'Etat au Budget, sur base du principe que « les pollueurs sont les payeurs ».

### 4. Contrôle qualitatif exercé par l'Office national des Débouchés agricoles et horticoles à l'exportation des fruits et légumes.

#### Question :

Il s'agit d'un secteur *sui generis* : très périssable en cargaisons hétérogènes, avec un mouvement d'exportation dynamique.

L'administration doit reconnaître cette nature spécifique :

- 1) en autorisant, le samedi matin, des expertises pour tous les produits (si nécessaire au lieu du vendredi soir);
- 2) en instaurant, le dimanche matin, lors de certaines pointes saisonnières, un contrôle des produits très périssables; toutefois :

— plutôt à titre exceptionnel;

Ter uitvoering van de beslissing van 7 februari van de Ministerraad tot toekenning van een uitzonderlijke toelage ter gedeeltelijke vergoeding van schade voortvloeiend uit de onmogelijkheid tot het oogsten van bepaalde land- en tuinbougewassen (ministerieel besluit van 24 februari 1975, *Belgisch Staatsblad* van 28 februari 1975), werden de volgende geldsommen aan de rechthebbenden uitbetaald ten laste van het Landbouwfonds :

26 932 820 F aan 645 landbouwers;  
510 700 F aan 32 tuinbouwers.

Bovendien hebben militairen en leden van de rijkswacht geholpen bij de oogst.

Overeenkomstig de beslissing van de Ministerraad van 22 november 1974 betreffende het bezigen van personeel en materiaal van het leger en de rijkswacht aan niet-militaire werken, ten bate van de land- en tuinbouwers, werd een bedrag van 26 707 448 F, waarvan 26 695 821 F aan de militairen en 11 827 F aan de leden van de rijkswacht uitbetaald.

### 3. Controle van residu's.

#### Vraag :

Inzake controle van residu's van pesticiden en fytofarmaceutische produkten, wordt de vraag gesteld of het Departement van Landbouw zelf het initiatief neemt of slechts suppletief optreedt.

Is het niet beter preventief op te treden dan repressief (met alle gevolgen vandien voor de faam van de produkten) ?

#### Antwoord :

Een preventieve controle vertoont in de eerste plaats een commercieel belang voor de tuinders. Daarom dient het bedrijf en niet de Staat de kosten van die controle te betalen.

Tot nog toe werd enkel bij wijze van steekproeven de analyse van de residu's gedaan.

De bedoeling is echter tot een systematisch onderzoek te komen.

Te dien einde werd aan de Staatssecretaris voor Begroting voorgesteld een Fonds op te richten dat hiertoe de middelen zou verstrekken, zich steunende op het principe dat de vervuiler betaalt.

### 4. Kwaliteitscontrole van de Nationale Dienst voor Afzet van Land- en Tuinbouwprodukten bij de uitvoer van groenten en fruit.

#### Vraag :

Het betreft een sector *sui generis* : snel bederbaar, in heterogene ladingen, met een dynamische exportbeweging.

De administratie dient deze specifieke aard te erkennen, door :

- 1) het toelaten van keuringen op zaterdagvoormiddag voor alle produkten (desnoods in plaats van vrijdagavond);
- 2) het voorzien, op bepaalde seizoenspieken, in een controle op zondagmorgen voor zeer bederbare produkten doch :

— eerder uitzonderlijk;

— pour certains produits (fraises, cerises, salades, tomates, concombres);

(Des exportateurs veulent payer une cotisation spéciale à cet effet.)

3) en autorisant de présenter l'emballage de détail du witloof (carton) en plusieurs caisses pour autant que celles-ci demeurent en circuit fermé (par exemple du grossiste aux grands magasins);

Ceci offre les avantages d'un meilleur transport, d'un meilleure manutention et de prix plus avantageux.

#### Réponse :

Les problèmes soulevés ont été abordés il y a peu avec les milieux professionnels.

Les points de vue divergent fortement, tant entre les associations professionnelles d'agriculteurs qu'entre celles des exportateurs.

Les services du département feront prochainement des propositions, de sorte que le Ministre espère pouvoir prendre une décision définitive pour la fin de l'année.

#### 5. Réglementation relative aux établissements incommodes, dangereux ou insalubres.

##### Question :

La réglementation relative aux établissements incommodes, dangereux et insalubres fait l'objet d'une révision au département de la Santé publique. Le département de l'Agriculture est-il associé à ces travaux ? Où en est-on en cette matière ?

Certaines normes ou prescriptions seront-elles fixées en fonction des zones (zone d'habitat, zone rurale, zone agricole) ?

##### Réponse :

Le premier problème, dans le domaine de la réglementation des établissements incommodes, réside dans le fait qu'il y a délivrance d'une autorisation de bâtir sans que celle-ci soit suivie ultérieurement d'une autorisation d'exploitation.

Un groupe de travail examine actuellement la possibilité de subordonner ces deux autorisations à une seule décision.

Le deuxième problème est celui relatif à la pollution atmosphérique.

Un groupe de travail a été créé. En ce qui concerne l'horticulture cependant, il y a lieu de consentir une exception pour le SO<sub>2</sub> et pour la hauteur des cheminées.

Le département de la Santé publique serait, en principe, d'accord mais le problème n'est pas encore entièrement réglé.

Le département de l'Agriculture est associé à tous ces travaux et assure des solutions rapides qui tiennent compte des intérêts des producteurs.

##### Question :

Les champignonnières classées parmi les établissements dangereux, insalubres et incommodes, dans la première catégorie, ne pourraient-elles figurer dans la deuxième catégorie et se voir imposer des conditions d'exploitation moins drastiques ?

##### Réponse :

Cette question relève de la compétence du Ministre de la Santé publique et de la famille. Néanmoins, elle a déjà

— voor bepaalde produkten (aardbeien - kersen - sla - tomaten - konkommers);

(De uitvoerders willen hiervoor een speciale bijdragen betalen.)

3) het toelaten van kleinverpakking witloof (karton) in meermalige kisten voor zover deze in gesloten kring blijven (bv. van groothandelaar tot grootwarenhuis);

Zulks geeft als voordelen : een degelijker vervoer, een betere stouwing en een goedkopere prijs zijn.

##### Antwoord :

De aangehaalde problemen werden onlangs met de betrokken beroepsmiddens besproken.

De standpunten lagen sterk uit elkaar zowel tussen de beroepsverenigingen van landbouwers als tussen die van de uitvoerders.

De diensten van het Departement zullen eerstdaags voorstellen voorleggen zodat de Minister hoopt voor het einde van het jaar een definitieve beslissing te kunnen nemen.

#### 5. Reglementering op het stuk van de hinderlijke, gevaarlijke en ongezonde inrichtingen.

##### Vraag :

De reglementering inzake hinderlijke, gevaarlijke en ongezonde inrichtingen wordt herzien door het Departement van Volksgezondheid. Is het Departement van Landbouw hierbij betrekken ? Hoe ver staat men terzake ?

Zullen bepaalde normen of voorschriften in functie van de zones (bouwzone, landelijke zone, agrarische zone) worden vastgesteld ?

##### Antwoord :

Op het stuk van de reglementering van de hinderlijke bedrijven, stelt zich in de eerste plaats het probleem dat een bouwtoelating en nadien geen exploitatievergunning verleend wordt.

Een werkgroep onderzoekt de mogelijkheid om beide vergunningen van één beslissing te doen afhangen.

Het tweede probleem betreft de luchtvervuiling.

Een werkgroep werd opgericht. Voor de tuinbouw zou echter een uitzondering worden gemaakt wat het SO<sub>2</sub> en de hoogte van de schoorw betreft.

Het Departement van Volksgezondheid zou daarmee principieel akkoord gaan, maar het probleem is echter nog niet afferond.

Het Departement van Landbouw is bij al deze werkzaamheden betrokken en zorgt voor spoedige oplossingen die rekening houden met de belangen van de producenten.

##### Vraag :

Zouden de kampernoeliekwekerijen die in de eerste categorie gerangschikt zijn onder de gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen, niet kunnen worden opgenomen in de tweede categorie, waarbij minder drastische exploitatievooraarden worden opgelegd ?

##### Antwoord :

Die vraag behoort tot de bevoegdheid van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin. De Minister van Land-

retenu l'attention du Ministre de l'Agriculture. D'une enquête effectuée par ses services, il ressort que les champignonnères sont classées dans la liste des établissements dangereux, insalubres et incommodes de la première catégorie du fait qu'elles sont considérées comme des dépôts en grand de fumier. Toutefois, depuis plusieurs années, la culture des champignons a techniquement évolué et le fumier a été remplacé par du compost pré fermenté qui normalement est placé dans les cellules de culture, en bâtiments clos et climatisés, dans un délai de six heures et qui en tout état de cause ne peut rester plus de 24 heures à l'extérieur pour éviter une perte d'activité.

Le Ministre interviendra auprès de son collègue de la Santé publique et de la famille pour proposer une adaptation de la réglementation relative à cette question.

## 6. Retrait de terres à l'agriculture.

### Question :

Etant donné la situation difficile de l'agriculture, un membre estime qu'il serait opportun de proposer une résolution s'élevant contre le retrait de terres à l'agriculture.

## 7. Aide aux régions défavorisées.

### Question :

Pour quels motifs les crédits prévus pour les régions défavorisées sont-ils accordés sans tenir compte des revenus ?

Ces crédits devraient être accordés de manière plus sélective.

### Réponse :

Dans les régions défavorisées les prix de revient sont plus élevés tandis que les revenus des agriculteurs sont inférieurs aux revenus des autres secteurs d'activité et inférieurs également aux revenus moyens des agriculteurs des autres régions. Si aucune aide n'est accordée, les exploitations sont abandonnées ou sont maintenues en activité pendant un certain temps par les ainés tandis que les jeunes s'en vont. La désaffection dont souffre l'agriculture compromet la préservation des sites. L'agriculteur est nécessaire au maintien de l'équilibre écologique et ce indépendamment des résultats économiques de la gestion de l'exploitation.

L'aide accordée représente en premier lieu une indemnité destinée à compenser les handicaps naturels permanents des régions.

Lors du calcul de l'indemnité compensatoire l'intérêt va surtout aux petites exploitations.

Pour les dix premières unités de gros bétail (U. G. B.) il est prévu un montant plus élevé que pour les dix U. G. B. suivantes et le maximum peut déjà être atteint par des exploitations relativement petites (comportant 14,6 ha de céréales fourragères).

Une aide sélective est accordée pour la modernisation d'exploitations dans la région. Les agriculteurs qui introduisent un plan de développement en vue d'atteindre des revenus comparables, recevront une subvention-intérêt supplémentaire de deux points sous la forme de subsides en capital.

Une aide particulière aux investissements collectifs peut également être accordée aux agriculteurs qui s'unissent en un groupement reconnu pour la production d'aliments pour bétail.

bouw heeft er evenwel reeds de nodige aandacht aan besteed. Uit een door zijn diensten ingestelde enquête blijkt dat de kampernoeliekwekerijen vermeld staan op de lijst van de « gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen van eerste categorie », aangezien ze als grote mestopslagplaatsen beschouwd worden. Sedert verscheidene jaren heeft de kampernoelieteelt nochtans een technische evolutie doorgemaakt, waarbij de meststof vervangen werd door vooraf gegiste compost die normaal binnen een tijdsbestek van zes uur moet worden opgeslagen in teeltcellen die gelegen zijn in afgesloten en gekoelde gebouwen; bovendien mag die compost in ieder geval niet langer dan 24 uur aan de buitenlucht worden blootgesteld, zoniet verliest hij zijn efficiëntie.

De Minister zal zich tot zijn collega van Volksgezondheid en het Gezin wenden om hem een aanpassing van de desbetreffende reglementering voor te stellen.

## 6. Onttrekken van gronden aan de landbouw.

### Vraag :

Gelet op de moeilijke toestand waarin de landbouw zich bevindt, meent een lid dat het wenselijk zou zijn een resolutie voor te stellen om zich uit te spreken tegen het onttrekken van bepaalde gronden aan de landbouwbestemming.

## 7. Hulp aan benadeelde gebieden.

### Vraag :

Waarom worden de kredieten voorzien voor de benadeelde gebieden toegekend zonder rekening te houden met de inkomen ?

Deze kredieten zouden selectiever moeten zijn.

### Antwoord :

In de benadeelde gebieden is de kostprijs hoger en liggen de inkomen van de landbouwers lager dan in andere bedrijfsssectoren maar ook lager dan het gemiddelde inkomen van de landbouwers in andere gebieden. Indien geen hulp wordt verleend worden de bedrijven verlaten of worden ze nog een tijdje voort beheerd door ouderen terwijl de jongeren wegtrekken. Het verlaten van de landbouw brengt de landschapsverzorging in het gedrang. De landbouwer is er nodig voor het in stand houden van het ecologisch evenwicht en dit ongeacht de economische resultaten van de bedrijfsvoering.

De steun die wordt verleend is in de eerste plaats een vergoeding ter compensatie van de permanente natuurlijke handicaps van de gebieden.

Bij de berekening van de compenserende vergoeding wordt vooral voor de kleinere bedrijven gezorgd.

Voor de eerste 10 grootvee eenheden (G. V. E.) wordt een hoger bedrag voorzien dan voor de volgende 10 G. V. E. en het maximum kan reeds bereikt worden door relatief kleine bedrijven (met 14,6 ha graanvoedergewassen).

Een selectieve steun wordt verleend voor de modernisering van bedrijven in het gebied. Aan de landbouwers die een ontwikkelingsplan indienen om het vergelijkbaar inkomen te bereiken zal een bijkomende rentesubsidie van 2 punten in de vorm van een kapitaalsubsidie worden toegekend.

Aan landbouwers die zich verenigen in een erkende groepering voor groenvoederproductie kan eveneens een bijzondere steun gegeven worden voor collectieve investeringen.

## 8. Activité du Fonds d'investissement agricole.

*Question :*

Est-il possible d'obtenir un aperçu de l'activité du Fonds d'investissement agricole ?

*Réponse :*

Le Fonds d'investissement agricole, créé par la loi du 15 février 1961, a octroyé, au cours de l'année 1974, des aides aux investissements du secteur agricole et horticole pour un total de 7 217 232 243 F.

En raison de l'arrêté royal du 21 juin 1974 relatif à la modernisation des exploitations agricoles, pris en application de la directive du Conseil du 17 avril 1972, n° 72/159/CEE, l'année 1974 s'est révélée une année importante pour le Fonds d'investissement agricole.

Cet arrêté est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1974.

Les modalités d'application de la loi du 15 février 1961 ont également été adaptées aux dispositions communautaires.

Rappelons que les aides du Fonds d'investissement agricole consistent en subventions intérêts et en garanties complémentaires accordées pour des emprunts contractés par des agriculteurs et des horticulteurs, ainsi que par leurs associations et leurs coopératives auprès d'organismes de crédit agréés.

Les aides sont octroyées selon 7 régimes, applicables aux bénéficiaires en fonction du revenu professionnel atteint par unité de travail dans l'exploitation; elles portent sur des investissements précis et justifiés du point de vue économique.

Les deux premiers régimes d'aides sont pris en considération en vue du financement par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole, qui couvre 25 % des dépenses retenues.

Le premier régime d'aide comporte une subvention-intérêt de 5 % maximum sur 100 % du prêt et sur 2 millions 030 673 F au maximum par unité de travail, laissant 3 % minimum à charge de l'intéressé. La garantie maximum atteint 75 %.

Cette aide est attribuée à l'exploitant qui obtient, avant investissement, un revenu par unité de travail inférieur au revenu comparable et qui établit un plan de développement de son exploitation portant sur 6 ans au maximum, grâce auquel il pourra obtenir, à la fin du plan, un revenu supérieur ou égal au revenu comparable de l'année de conception du plan, augmenté de 4 % par année de durée du plan.

Le deuxième de ces régimes éligibles au F. E. O. G. A. prévoit une subvention-intérêt de 5 % maximum, laissant 3 % minimum d'intérêt à charge de l'intéressé, mais portant sur 80 % du prêt. La garantie est de 75 % maximum. Le bénéficiaire de cette aide est l'exploitant qui obtient, avant investissement, un revenu par unité de travail supérieur ou égal au revenu comparable mais qui, ayant une exploitation dont la structure est de nature à mettre en danger le maintien du revenu au niveau comparable, établit un plan de développement portant sur 6 ans maximum, grâce auquel il pourra obtenir à la fin du plan un revenu égal ou supérieur au revenu comparable de l'année de conception du plan, augmenté de 4 % par année de durée du plan.

Les cinq autres régimes d'aides ont un caractère national et sont directement et uniquement éligibles au Fonds d'Investissement agricole.

## 8. Activiteit van het Landbouwinvesteringsfonds.

*Vraag :*

Is het mogelijk een overzicht te krijgen van de activiteit van het Landbouwinvesteringsfonds ?

*Antwoord :*

Het Landbouwinvesteringsfonds, opgericht bij de wet van 15 februari 1961, kende in de loop van het jaar 1974 zijn steun toe aan investeringen in de land- en tuinbouwsector die in totaal 7 217 232 243 F beliepen.

Ingevolge het koninklijk besluit van 21 juni 1974 betreffende de modernisering van landbouwbedrijven in toepassing van de richtlijn van de Raad van 17 april 1972 n° 72/159/E. E. G., was 1974 een belangrijk jaar voor het Landbouwinvesteringsfonds.

Dit besluit trad in werking op 1 juli 1974.

Ook werden de toepassingsmodaliteiten van de wet van 15 februari 1961 aangepast aan de communautaire bepalingen.

Er zij aan herinnerd dat de steun van het L. I. F. bestaat uit rentetoelagen en aanvullende waarborgen welke verleend worden voor leningen die door de land- en tuinbouwers en hun verenigingen en coöperaties aangegaan worden bij erkende kredietinstellingen.

De steunverlening word toegekend volgens 7 stelsels welke op de begunstigden toepasselijk zijn naar gelang het per arbeidskracht in het bedrijf bereikte arbeidsinkomen, en heeft betrekking op nauwkeurig omschreven en economisch verantwoorde investeringen.

De twee eerste stelsel van steunverlening komen in aanmerking voor financiering door het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw dat 25 % dekt van de in aanmerking komende uitgaven.

Het eerste stelsel van steunverlening omvat een rentetoelage van maximum 5 % op 100 % van de lening en op 2 030 673 F maximum per arbeidskracht, waarbij minimum 3 % ten laste van de betrokken moet vallen. De maximumwaarborg beloopt 75 %.

Deze steun wordt verleend aan de bedrijfsleider die vóór de investering een inkomen per arbeidskracht bereikt dat lager is dan het vergelijkbaar inkomen, die een ontwikkelingsplan voor zijn bedrijf opstelt dat hoogstens over 6 jaar mag lopen en die, hierop steunend, bij de voltooiing van het plan een inkomen zal bereiken dat hoger ligt dan of gelijk is aan het vergelijkbaar inkomen van het jaar van de conceptie van het plan, verhoogd met 4 % per jaar van de duurtijd van het plan.

Het tweede stelsel van steunverlening dat in aanmerking komt voor financiering door het E.O.G.F.L. omvat een rentetoelage van maximum 5 % op 80 % van de lening, waarbij minimum 3 % ten laste van de betrokken moet vallen. De maximumwaarborg beloopt 75 %. De begunstigde van deze steun is de bedrijfsleider die vóór de investering een inkomen per arbeidskracht bereikt dat hoger ligt dan of gelijk is aan het vergelijkbaar inkomen maar die een bedrijf heeft waarvan de structuur van die aard is, dat ze behoud van het inkomen op een vergelijkbaar niveau in gevaar brengt, die een ontwikkelingsplan opstelt dat hoogstens over 6 jaar mag lopen en die, hierop steunend, bij de voltooiing van het plan een inkomen zal bereiken dat hoger ligt dan of gelijk is aan het vergelijkbaar inkomen van het jaar van de conceptie van het plan, verhoogd met 4 % per jaar van de duurtijd van het plan.

De vijf andere stelsels van steunverlening hebben een nationaal karakter en vallen rechtstreeks en uitsluitend ten laste van het Landbouwinvesteringsfonds.

Ils comprennent :

1) un régime complémentaire pour l'exploitant qui bénéficie déjà du premier ou du deuxième régime précédent pour le montant maximum par unité de travail;

2) un régime d'aide dans le cadre du remembrement pour l'exploitant qui bénéficie d'un des deux régimes communautaires et dont l'exploitation est située dans une zone expressément désignée par le Ministre de l'Agriculture comme susceptible d'être remembrée;

3) un régime d'aide transitoire, applicable jusqu'au 19 avril 1977, pour l'exploitant qui n'a pas l'âge requis pour obtenir l'indemnité annuelle prévue dans le cadre de la loi favorisant l'assainissement de l'agriculture et de l'horticulture, qui obtient avant investissement un revenu de travail inférieur au revenu comparable et qui établit un plan de développement à l'issue duquel il ne peut, pour des raisons particulières, obtenir un revenu supérieur ou égal au revenu comparable;

4) un régime d'aide aux investissements pour l'exploitant qui conserve après investissement un revenu supérieur ou égal au revenu comparable;

5) un régime d'aide à l'installation et au logement pour l'exploitant qui prouve qu'après l'opération envisagée son exploitation sera rentable.

Tous les régimes d'aides nationaux comprennent des subventions-intérêts de 3 ou 5 % de la garantie du Fonds pour un maximum de 75 %.

Dans les régimes d'aides communautaires, la partie de la subvention-intérêt qui n'est pas prise en charge par le F. E. O. G. A. — soit 75 % — le sera par le Fonds agricole et non par le Fonds d'investissement agricole.

Outre ces régimes, il existe, en application de la directive du Marché commun, une aide aux groupements reconnus ou à leurs fédérations qui ont pour but l'entraide entre exploitations, une utilisation plus rationnelle du matériel agricole ou une exploitation en commun. Cette aide de démarrage est de 126 929 F minimum et de 380 739 F maximum.

Dans l'ensemble de ces nouvelles dispositions, il convient de souligner que sont exclus des régimes d'aides communautaires :

— les investissements dans le secteur des œufs et de la volaille;

— les investissements dans le secteur porcin inférieurs à 507 668 F ou supérieurs à 2 030 673 F;

— le premier achat de truies.

De plus, lors d'achats bétail bovin ou ovin, il est nécessaire que la vente des productions bovines ou ovines représente, à la fin du plan de développement, au moins 60 % des ventes de l'exploitation.

Lors d'investissements dans le secteur porcin, il est nécessaire qu'à la fin du plan de développement, l'équivalent de 35 % des aliments nécessaires aux porcs puisse être produit par l'exploitation.

Enfin, il importe de préciser que toutes les aides sont réservées à l'exploitant agricole qui exerce son activité à titre principal et qui possède un capital professionnel suffisant.

Chaque demande d'intervention doit répondre aux autres critères de rentabilité et aux conditions fixées par la directive.

Zij omvatten :

1) een complementair stelsel voor de bedrijfsleider die reeds geniet van het bovenvermelde eerste of tweede stelsel op het maximum bedrag per arbeidskracht;

2) een stelsel van steunverlening in het raam van de « ruilverkaveling » voor de bedrijfsleider die reeds een communautaire steun geniet en wiens bedrijf gelegen is in een zone door de Minister van Landbouw uitdrukkelijk als vatbaar voor ruilverkaveling aangewezen;

3) een stelsel van overgangssteun van toepassing tot 19 april 1977 voor de bedrijfsleider die niet de ouderdom bereikt om in aanmerking te komen voor de jaarlijkse uitkeerlingen voorzien in het raam van de wet tot bevordering van de sanering van de landbouw en van de tuinbouw, die vóór de investering een arbeidsinkomen bereikt dat lager is dan het vergelijkbaar inkomen en die een ontwikkelingsplan opstelt waarbij hij op het einde hiervan, om bijzondere reden, geen arbeidsinkomen kan bereiken dat gelijk is aan of hoger dan het vergelijkbaar inkomen;

4) een stelsel van steunverlening aan investeringen voor de bedrijfsleider die na investering een inkomen behoudt dat hoger ligt dan of gelijk is aan het vergelijkbaar inkomen;

5) een stelsel van steunverlening voor de installatie en de huisvesting voor de bedrijfsleider die bewijst dat, na de beoogde verrichting, zijn bedrijf rendabel zal zijn.

Al de nationale stelsels van steunverlening omvatten rentetoelagen van 3 of 5 % en voorzien in de waarborg van het Fonds ten belope van maximum 75 %.

Voor de communautaire stelsels van steunverlening komt het gedeelte van de rentesubsidie dat niet ten laste wordt genomen door het E. O. G. F. L., hetzij dus 75 %, ten laste van het Landbouwfonds en niet van het Landbouwinvesteringsfonds.

Behoudens deze stelsels, bestaat er, bij toepassing van de richtlijn van de Gemeenschappelijke Markt, een steunverlening aan de erkende samenwerkingsgroeperingen of aan hun federaties die de onderlinge bedrijfsverzorging, een rationeler gemeenschappelijk gebruik van landbouwwerktuigen of een gezamenlijke exploitatie tot doel hebben. Deze startpremie beloopt minimum 126 929 F en maximum 380 739 F.

In het geheel van de nieuwe bepalingen dient onderlijnd te worden dat van de communautaire stelsels van steunverlening uitgesloten zijn :

— de investeringen in de eier- en pluimveesector;

— de investeringen in de varkenssector van minder dan 507 668 BF of van meer dan 2 030 673 F;

— de eerste aankoop van zeugen.

Daarenboven is het, bij aankoop van runderen of schapen, noodzakelijk dat de verkoop van de runder- of schapenvoortbrengst op het einde van het ontwikkelingsplan minstens 60 % van de verkopen van het bedrijf vertegenwoordigt.

Bij investering in de varkenssector is het noodzakelijk dat, bij het einde van het ontwikkelingsplan, het equivalent van 35 % van de voor de varkens benodigde voeders op het bedrijf kan worden geproduceerd.

Ten slotte zij verduidelijkt dat alle tussenkomsten voorbehouden zijn aan de bedrijfsleider die zijn landbouwactiviteit als hoofdberoep uitoefent en die over een voldoende vakbekwaamheid beschikt.

Elke aanvraag om tussenkomst moet beantwoorden aan de andere rentabiliteitscriteria en aan de bij de richtlijn bepaalde voorwaarden.

Par rapport aux deux années précédentes, l'activité du Fonds, en 1974, s'est présentée comme suit :

In vergelijking met de voorgaande twee jaren, evolueert de activiteit van het Fonds in 1974 als volgt :

Genre d'investissement	Nombre de dossiers favorables			Montant des crédits subsidiés (en francs)			Aard van de investering	
	Aantal gunstige dossiers			Bedrag van de gesubsidieerde kredieten (in franken)				
	1972	1973	1974	1972	1973	1974		
Installation ... ... ... ...	2 669	3 214	3 885	1 927 616 000	2 886 224 614	3 195 294 166	Installatie.	
Construction ... ... ... ...	2 269	3 260	4 033	1 430 116 400	2 415 188 000	2 544 559 652	Constructie.	
Équipement ... ... ... ...	1 945	2 723	3 335	455 531 100	729 193 000	676 650 723	Uitrusting.	
Transformation et commercialisation ... ... ... ...	33	50	46	277 407 000	396 812 000	800 727 702	Transformatie en commercialisatie.	
Totaux ... ... ... ...	6 916	9 247	11 299	4 090 670 500	6 427 417 614	7 217 232 243	Totalen.	

De l'examen de ces données il ressort que les investissements dans le secteur « installation et construction » ont connu une légère augmentation, alors que, dans le secteur équipement, il y a un léger recul.

Par contre, le secteur de la transformation et de la commercialisation a progressé de 201,79 % par rapport à l'année 1973. Cette forte progression doit, sans aucun doute, être attribuée à l'augmentation très considérable du coût des investissements.

La dotation du Fonds au budget de 1975 atteint au total 1 148 000 000 F; elle devra permettre au Fonds de s'acquitter de ses engagements en matière de subventions-intérêts et de garantie.

Pour 1976, un crédit de 1 243 000 000 de F a été inscrit au budget.

En ce qui concerne les garanties que le Fonds d'investissement peut accorder, il y a lieu de signaler que le plafond a été porté à 11 milliards de francs en vertu de l'arrêté royal du 20 février 1975 (*Moniteur belge* du 29 avril 1975).

Depuis sa création, en 1961, jusqu'à la fin du mois de décembre 1974, l'intervention du F. I. A. a été accordée pour les montants globaux de crédits suivants :

Genre d'investissement	Nombre de dossiers	Montant des crédits (F)
Installation ... ... ... ...	42 088	24 362 859 319
Construction ... ... ... ...	36 774	16 995 613 718
Équipement ... ... ... ...	45 812	7 109 990 743
Transformation et commercialisation ... ... ... ...	802	6 771 671 463
Totaux ... ... ... ...	125 476	55 240 671 463

Au cours de cette même période, ces crédits ont obtenu la garantie du Fonds pour un montant global de F 14 408 240 722.

Au 31 décembre 1974, l'intervention du F. I. A. avait été accordée à 340 sociétés coopératives agricoles et horticoles, pour un total de 775 crédits subsidiés. Ces crédits ont atteint

Uit het onderzoek van deze tabel blijkt dat de investeringen in de sector « installatie en constructie » lichtjes verhoogden, daar waar in de sector « uitrusting » een lichte teruggang merkbaar is.

Daarentegen is de sector « transformatie en commercialisatie », in vergelijking met 1973, met 201,79 % gestegen. Deze sterke stijging moet, ongetwijfeld, toegeschreven worden aan de zeer belangrijke verhoging van de aan de investeringen verbonden onkosten.

De dotatie van het Fonds in de begroting van 1975 bereikte in totaal 1 148 000 000 F; zij zal het Fonds toelaten zijn verbintenissen inzake rentetoelagen na te komen.

Voor 1976 werd op de begroting een krediet van 1 miljard 243 000 000 F uitgetrokken.

Wat de waarborgen betreft die door het L. I. F. kunnen toegekend worden, zij er op gewezen dat krachtens het koninklijk besluit van 20 februari 1975 (*Belgisch Staatsblad* van 29 april 1975), het plafond gebracht werd op 11 miljard frank.

Vanaf zijn oprichting in 1961 tot einde december 1974 werd de tussenkomst van het L. I. F. verleend voor volgende kredietbedragen :

Aard van de investering	Aantal dossiers	Bedrag van de kredieten
Installatie ... ... ... ...	42 088	24 362 859 319
Constructie ... ... ... ...	36 774	16 995 613 718
Uitrusting ... ... ... ...	45 812	7 109 990 743
Transformatie en commercialisatie.	802	6 771 671 463
Totalen ... ... ... ...	125 476	55 240 135 243

In dezelfde tijdspanne bekwamen deze kredieten de waarborg van het Fonds voor een globaal bedrag van F 14 408 240 722.

Op 31 december 1974 was de tussenkomst van het Landbouwfonds reeds verleend aan 340 land- en tuinbouwcoöperaties, die in totaal 775 gesubsidieerde kredieten ontvingen.

un montant global de 6 695 131 099 F et se répartissent comme suit :

Coopératives	Nombre de crédits subsidiés	Montant total des crédits
Laiteries	206	3 823 052 000
Stockage de céréales	100	517 672 784
Criées de fruits et légumes	99	1 041 754 000
Machines	199	74 435 891
Porcs (*)	3	17 527 500
Luzerne	17	52 945 000
Houblon	5	21 440 045
Lin	23	261 776 000
Pulpes (*)	1	8 000 000
Pommes de terre (*)	1	2 500 000
Commercialisation autres produits	121	874 027 879
Totaux	775	6 695 131 099

(\*) Nouvelle rubrique depuis 1974 qui, auparavant, était reprise dans la rubrique « commercialisation autres produits ».

## 9. Consommation de produits agricoles.

### Question :

La consommation par les ménages de produits agricoles a diminué et n'est plus que de 21 %.

S'agit-il d'un pourcentage par rapport à la consommation globale ?

### Réponse :

Il s'agit en effet d'un pourcentage par rapport à la consommation globale.

La consommation privée totale, telle qu'elle apparaît dans la comptabilité nationale au tableau qui donne l'affectation du produit national, s'est élevée en 1974 à 1 239 608 millions. Dans cette consommation privée, les dépenses consacrées à l'achat de produits alimentaires, comme il ressort du tableau ci-dessous, s'élèvent à 265 568 millions et représentent 21,42 % de celle-ci.

Nature des dépenses	Montants (1 000 000 F)	% de la valeur totale
Produits alimentaires	265 568	21,42
Boissons	59 194	4,78
Tabac	22 782	1,84
Vêtements et effets personnels	106 678	8,61
Loyers, taxes et eau	112 174	9,05
Chauffage, éclairage	61 321	4,95
Articles de ménage durables	146 410	11,81
Entretien de la maison	60 054	4,84
Soins personnels et hygiène	105 323	8,50
Transports	123 593	9,97
Communications	8 880	0,72
Loisirs	109 466	8,83
Enseignement et recherches	2 501	0,20
Services financiers	35 968	2,90
Services divers	8 715	0,70
Dépenses personnelles à l'étranger	37 800	3,05
A déduire : dépenses des non-résidents en Belgique	- 29 700	- 2,40
Total	1 236 727	99,77
Ajustement statistique	2 881	0,23
Consommation privée	1 239 608	100,—

Deze kredieten bereikten een globaal bedrag van F 6 695 131 099 en zijn als volgt onderverdeeld :

Coöperaties	Aantal gesubsidieerde kredieten	Totaal bedrag der kredieten
Zuivelfabrieken	206	2 823 052 000
Stockeringscoöperaties	100	517 672 784
Veilingen	99	1 041 754 891
Machines	199	74 435 891
Varkens (*)	3	17 527 500
Luzerne	17	52 945 000
Hop	5	21 440 045
Vlas	23	261 776 000
Pulpes (*)	1	8 000 000
Aardappelen (*)	1	2 500 000
Commercialisatie andere produkten	121	874 027 879
Totaal	775	6 695 131 099

(\*) Nieuwe rubriek sinds 1974 die vroeger hermenen werd onder de rubriek « commercialisatie en andere producten ».

## 9. Consumptie van landbouwprodukten.

### Vraag :

De gezinsconsumptie van landbouwprodukten is gedaald en bedraagt nog slechts 21 %.

Gaat het hier om een percentage van de volledige consumptie ?

### Antwoord :

Het gaat inderdaad om een percentage van de volledige consumptie.

De totale gezinsconsumptie zoals die blijkt uit 's lands boekhouding in de tabel die de besteding van het nationaal produkt weergeeft, beliep in 1974 1 239 608 miljoen. Zoals blijkt uit onderstaande tabel bedraagt het aandeel van de voor de aankoop van voedingswaren gedane uitgaven in de gezinsconsumptie 265 568 miljoen, hetgeen 21,42 % vertegenwoordigt.

Aard van de uitgaven	Bedragen (1 000 000 F)	% van de totale waarde
Voedingswaren	265 568	21,42
Dranken	59 194	4,78
Tabak	22 782	1,84
Kleren en persoonlijke bezittingen	106 678	8,61
Huishuur, taks en water	112 174	9,05
Verwarming, verlichting	61 321	4,95
Duurzame huishoudartikelen	146 410	11,81
Onderhoud van het huis	60 054	4,84
Persoonlijke verzorging en hygiëne	105 323	8,50
Vervoer	123 593	9,97
Verbindingen	8 880	0,72
Vrijniedsbesteding	109 466	8,83
Onderwijs en onderzoek	2 501	0,20
Financiële diensten	35 968	2,90
Diverse diensten	8 715	0,70
Persoonlijke uitgaven in het buitenland	37 800	3,05
Af te trekken : uitgaven van de niet-residenten in België	- 29 700	- 2,40
Totaal	1 236 727	99,77
Statistische aanpassingen	2 881	0,23
Gezinsconsumptie	1 239 608	100,—

## 10. Réglementation sur les produits d'exploitation.

*Question :*

Où en est le problème de la révision de la réglementation sur les permis d'exploitation ? Sur quelles bases sera-t-elle établie ? Le département de l'Agriculture est-il concerné ?

*Réponse :*

En 1973, le Ministre de l'Agriculture a déjà demandé au Ministre de la Santé publique de revoir la réglementation sur les permis d'exploitation pour éviter, d'une part, que des décisions différentes soient prises par l'administration de l'Urbanisme et par le département de la Santé publique, et, d'autre part, pour adapter les critères à la situation de l'exploitation.

Actuellement, ces critères sont les mêmes dans « toutes les zones agglomérées », qu'il y ait deux ou cent maisons.

Ces propositions avaient été approuvées par la Commission du Génie rural où sont représentées les associations agricoles.

Le Ministre de la Santé publique a soumis au Conseil supérieur d'Hygiène les propositions du Ministre de l'Agriculture qui tiennent compte, d'une part, de l'implantation et, d'autre part, du nombre de bêtes (par exemple pour les volailles, 50 sujets en zone d'habitat, 500 sujets dans les zones d'habitat rural, 5 000 sujets dans les zones agricoles; pour les porcs, quel que soit le nombre d'animaux en zone d'habitat, plus de 10 animaux sevrés dans les zones agricoles, etc.).

Le Conseil supérieur d'Hygiène a examiné ce projet en mars 1975 mais il a demandé à être mieux informé sur la législation de l'urbanisme et sur les plans de secteur. Le département de l'Agriculture lui a transmis une note à ce sujet le 30 mai 1975.

Une réunion est prévue entre les départements de la Santé publique et de l'Agriculture.

## 11. Jardins d'essais.

*Question :*

Est-il possible d'obtenir la nouvelle réglementation concernant les jardins d'essais ?

*Réponse :*

Le nouveau règlement organique concernant la reconnaissance et la subvention des jardins d'essais et des centres d'essais prévoit, par secteur horticole, la création d'un jardin d'essais dans la principale région de production.

Les tâches du jardin d'essais consistent dans l'expérimentation, dans des conditions pratiques, des résultats scientifiques et dans la vulgarisation des résultats de ces travaux parmi les horticulteurs.

Afin de pouvoir être reconnu, le jardin d'essais devra se soumettre à certaines obligations statutaires (entre autres prendre le statut d'A. S. B. L. et prévoir qu'au moins la moitié des membres du conseil d'administration sera composée d'horticulteurs professionnels) et au contrôle technique et comptable du Département.

En vue de couvrir les dépenses résultant de l'exécution de ses tâches y compris les frais de secrétariat, le jardin d'essais reçoit un subside de l'Etat, à condition que le secteur professionnel fournisse une cotisation qui s'élève au moins à 50 % de ce subside.

## 10. Reglementering op de bedrijfsvergunningen.

*Vraag :*

Hoeven staat het met de herziening van de reglementering op de bedrijfsvergunningen ? Op welke basis zal de herziening worden uitgevoerd ? Is het Ministerie van Landbouw daarbij betrokken ?

*Antwoord :*

In 1973 reeds vroeg de Minister van Landbouw aan de Minister van Volksgezondheid de reglementering op de bedrijfsvergunningen te herzien, om te vermijden enerzijds dat door het Bestuur van de Stedebouw en het Ministerie van Volksgezondheid uiteenlopende beslissingen zouden worden genomen, en anderzijds om de criteria aan te passen aan de ligging van het bedrijf.

Die criteria zijn thans dezelfde in alle agglomeratiezones ongeacht of er twee dan wel honderd huizen staan.

Deze voorstellen waren goedgekeurd door de zg. Commissie voor Landbouwgenie, waarin de landbouwersverenigingen vertegenwoordigd zijn.

De Minister van Volksgezondheid heeft aan de Hoge Raad voor Hygiëne de voorstellen van de Minister van Landbouw voorgelegd; die voorstellen houden rekening enerzijds met de vestiging van de bedrijven en anderzijds met het aantal dieren (b.v. voor het pluimvee : 50 stuks in een woonzone, 500 stuks in de landelijke woonzones, 5 000 stuks in de landbouwzones; voor de varkens ongeacht het aantal dieren in een woonzone, meer dan tien speenvarkens in de landbouwzones, enz.).

De Hoge Raad voor de Hygiëne heeft dit ontwerp in maart 1975 bestudeerd, maar hij heeft gevraagd om beter voorgelicht te worden over de wetgeving op de stedebouw en over de gewestplannen. Het Ministerie van Landbouw heeft daarover op 30 mei 1975 aan de Raad een nota gestuurd.

Er is een bijeenkomst vastgesteld waarop de Ministeries van Volksgezondheid en van Landbouw vertegenwoordigd zullen zijn.

## 11. Proeftuinen.

*Vraag :*

Is het mogelijk kennis te krijgen van de nieuwe reglementering betreffende de proeftuinen ?

*Antwoord :*

Het nieuwe organiek reglement betreffende de erkenning en de subsidiëring van proeftuinen en -centra bepaalt dat per tuinbouwsector een proeftuin zal worden ingericht in de voornaamste produktiestreek.

De taak van de proeftuin bestaat erin onder praktische voorwaarden wetenschappelijke resultaten te experimenteren en de uitslagen van die werkzaamheden op ruime schaal onder de tuinbouwers te verspreiden.

Om erkend te worden moet de proeftuin enkele statutaire verplichtingen naleven (o.m. het statuut aannemen van een V. Z. W. bepalen dat minstens de helft van de leden van de raad van beheer zal bestaan uit beroepstuinbouwers) en zich ook onderwerpen aan de technische en boekhoudkundige controle van het departement.

Voor de uitgaven die voortvloeien uit de vervulling van zijn taak, de secretaatskosten inbegrepen, ontvangt de proeftuin een rijkstoelage op voorwaarde dat de beroepssector een bijdrage betaalt ten belope van minstens 50 % van de rijkstoelage.

Les jardins d'essais existants qui ne tombent pas sous l'application de ce nouveau règlement peuvent obtenir, pendant une période transitoire, un subside annuel limité.

## 12. Droits d'accise des carburants.

### Question :

Ne peut-on prévoir, en faveur des producteurs de champignons, une restitution des droits d'accise des carburants ?

Aux Pays-Bas il y a une restitution de 0,50 F par litre pour le fuel léger et de 0,20 F par kg pour le fuel lourd.

En Belgique il n'y a pas de restitution, ce qui fausse la concurrence.

### Réponse :

Il a été décidé de ne prévoir une restitution que pour autant que les frais de chauffage atteignent 15 %. Pour les champignons, ces frais se situent entre 5 et 8 %.

## D. Infrastructure.

### 1. Société nationale terrienne.

### Question :

Dans le cadre de la régionalisation, quel sera le sort de la Société nationale terrienne et de son personnel ? Envisage-t-on des réformes de structure telles qu'une fusion avec la Société nationale du Logement ?

### Réponse :

Jusqu'à présent, le statut à donner à la S. N. T. dans le cadre de la régionalisation fait toujours l'objet d'études entre les ministres intéressés par le remembrement et par le logement.

En ce qui concerne le personnel, il pourra être repris soit par les sociétés régionalisées, soit par l'administration de l'Etat et les droits acquis antérieurement seront naturellement maintenus.

### 2. Construction en zone agricole.

### Question :

Le Ministre de l'Agriculture doit donner son avis pour la construction d'habitations en zone agricole.

Ne serait-il pas possible de prévoir des sanctions en cas d'inobservation des conditions imposées ?

### Réponse :

Le Ministre de l'Agriculture donne son avis lorsqu'il est consulté par les services des Travaux publics.

L'article 64 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970, prévoit que sont punis d'un emprisonnement de huit à quinze jours et d'une amende de 26 à 2 000 F ou d'une de ces peines seulement, ceux qui enfreignent les dispositions du permis de bâti.

Les dispositions du livre 1<sup>er</sup> du Code pénal sont applicables à ces infractions.

De bestaande proeftuinen die niet onder de toepassing vallen van dit nieuwe reglement kunnen tijdens een overgangsperiode een beperkte jaarlijkse toelage bekomen.

## 12. Accijnsrechten op vloeibare brandstof.

### Vraag :

Kan men geen restitutie voorzien van de accijnsrechten op vloeibare brandstof voor paddestoelenkwekers ?

In Nederland daarentegen heeft er een restitutie plaats ten bedrage van 0,50 F/l voor lichte stookolie en van 0,20 F/kg voor zware stookolie.

In België is er geen restitutie, hetgeen de concurrentievoorraarden verstoort.

### Antwoord :

Er werd beslist dat er een restitutie slechts zou worden voorzien voor zover de stookkosten 15 % bereiken. Voor paddestoelen liggen die kosten tussen 5 en 8 %.

## D. Infrastructuur.

### 1. Nationale Landmaatschappij.

### Vraag :

Wat wordt er, in het kader van de gewestvorming, van de Nationale Landmaatschappij en van haar personeel ? Overweegt men structuurhervormingen zoals een samenvoeging met de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting ?

### Antwoord :

Totnogtoe werden zowel op het stuk van de verkavelings- als van de huisvestingspolitiek tussen de betrokken ministers studies uitgewisseld over het statuut dat de N. L. in het kader van de gewestvorming moet krijgen.

Het personeel kan door de geregionaliseerde maatschappijen worden overgenomen, ofwel door het riksbestuur, en de vroeger verworven rechten blijven natuurlijk behouden.

### 2. Bouwen in landbouwzones.

### Vraag :

De Minister van Landbouw moet zijn advies over het bouwen van woningen in een landbouwzone verstrekken.

Zou het niet mogelijk zijn sancties voor te schrijven in geval de opgelegde voorwaarden niet worden nageleefd ?

### Antwoord :

De Minister van Landbouw geeft zijn advies als dat door de diensten van Openbare Werken wordt gevraagd.

Artikel 64 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970, bepaalt dat met een gevangenisstraf van 8 tot 15 dagen en met een boete van 26 tot 2 000 F of met één van die straffen alleen worden gestraft zij die de bepalingen betreffende de bouwvergunning overtreden.

De bepalingen van boek I van het Straftwetboek zijn op die overtredingen van toepassing.

### 3. Voirie agricole.

**Question :**

Quelle est la situation en matière de voirie agricole ?

**Réponse :**

1) Situation en matière de voirie agricole (voir annexe 5).

a) De 1963 à 1974, 1 693 dossiers ont reçu une promesse définitive pour un montant de 1 359 617 880 F permettant l'amélioration de 4 690,7 km de chemins.

b) En 1975, à ce jour, 120 dossiers ont reçu une promesse définitive pour un montant de 184 773 331 F.

c) En 1975, à ce jour, 140 dossiers ont reçu une promesse de principe pour un montant estimé à ± 168 millions.

d) A ce jour, 144 dossiers attendent une promesse de principe pour un montant estimé à 298 millions.

2) Dans le plan de relance de 1975 (200 millions), ± 40 millions ont été affectés à la voirie agricole.

Dans le plan de relance actuellement en discussion, rien n'est prévu car les investissements décidés ne peuvent être augmentés.

3) Crédits prévus pour 1976 : 178 millions.

**Question :**

Peut-on obtenir des subsides pour l'amélioration d'une voirie privée de caractère public ?

**Réponse :**

L'arrêté du Régent du 2 juillet 1949 qui permet l'octroi des subsides en matière de chemins ruraux précise que seuls les chemins relevant du domaine public des communes, polders et wateringues peuvent recevoir des subsides.

### 4. Remembrement du Mandel.

**Question :**

Quels sont les projets en ce qui concerne le remembrement rural du Mandel ?

Il était question de régionaliser ces crédits. Les crédits ont-ils déjà été transférés au Ministre compétent ?

**Réponse :**

Bien que le Ministre de l'Agriculture ne soit plus compétent en matière de remembrement depuis la publication de l'arrêté royal du 28 février 1975, il précise que le remembrement de St-Baafs-Vijve est en cours d'exécution et la classification des sols à l'enquête.

Les travaux du Mandel seront exécutés par l'Hydraulique agricole; une adjudication aura lieu et, en cas de prix favorables, les travaux pourront être, sauf imprévu, approuvés cette année encore.

### 5. Divers.

**Question :**

L'investissement en vue de créer un laboratoire relève-t-il du Département de l'Agriculture ou de celui de l'Economie régionale ?

### 3. Landbouwwegen.

**Vraag :**

Wat is de toestand op het gebied van de landbouwwegen ?

**Antwoord :**

1) Toestand op het stuk van de landbouwwegen (zie bijlage 5).

a) Van 1963 tot 1974 kregen 1 693 dossiers een définitieve belofte voor een bedrag van 1 359 617 880 F, waardoor 4 690,7 km wegen konden worden verbeterd.

b) In 1975 kregen tot op heden 120 dossiers een définitieve belofte voor een bedrag van 184 773 331 F.

c) In 1975 ontvingen tot op heden 140 dossiers een principiële belofte voor een bedrag dat op zowat 168 miljoen wordt geraamd.

d) Tot op heden wachten 144 dossiers, voor een op 298 miljoen geraamd bedrag, op een principiële beslissing.

2) In het herstelplan 1975 (200 miljoen) werden ongeveer 40 miljoen voor de landbouwwegen uitgetrokken.

In het herstelplan dat thans ter bespreking voorligt, wordt in niets voorzien omdat de investeringen niet kunnen worden opgetrokken.

3) Kredieten uitgetrokken voor 1976 : 178 miljoen.

**Vraag :**

Kunnen subsidies worden verkregen voor de verbetering van particuliere wegen met een openbaar karakter ?

**Antwoord :**

Het besluit van de Regent van 2 juli 1949, dat het mogelijk maakt subsidies voor landelijke wegen te verlenen, preciseert dat alleen voor wegen die overheidsbezit zijn en tot gemeenten, polders en wateringen behoren, subsidies kunnen worden ontvangen.

### 4. Grondverkaveling in de Mandelstreek.

**Vraag :**

Welke projecten bestaan er in verband met de grondverkaveling in de Mandelstreek ?

Er was sprake van de desbetreffende kredieten te regionaliseren. Werden de kredieten reeds aan de bevoegde minister overgedragen ?

**Antwoord :**

Hoewel de Minister van Landbouw sinds de bekendmaking van het koninklijk besluit van 28 februari niet meer bevoegd is inzake verkavelingen, preciseert hij dat de verkaveling te St.-Baafs-Vijve thans in uitvoering is en dat de classificatie van de bodemgesteldheid onderzocht wordt.

De werken aan de Mandel zullen door de Landelijke Waterdienst worden uitgevoerd; een aanbesteding zal worden gehouden en, ingeval de prijzen gunstig uitvallen, zullen de werken behoudens onvoorziene omstandigheden nog dit jaar kunnen worden goedgekeurd.

### 5. Varia.

**Vraag :**

Ressorteert de investering betreffende de oprichting van een laboratorium onder het departement van landbouw of onder dat van Streekeconomie ?

**Réponse :**

Le Fonds d'investissement agricole peut éventuellement intervenir dans la construction d'un laboratoire et ce, en vertu des dispositions de la loi du 15 février 1961, telle qu'elle est complétée par l'arrêté royal du 15 mai 1961.

S'il ne peut être satisfait aux dispositions de la loi et de l'arrêté précités, la demande d'aide à l'investissement devra être adressée au Secrétaire d'Etat à l'Economie régionale.

**Question :**

Les agriculteurs néerlandais bénéficient, dans le secteur de l'arboriculture, d'une intervention du F. E. O. G. A. pour la culture en conteneurs.

Ne pourrait-on envisager cela en Belgique ?

**Réponse :**

Depuis l'année dernière, de nouvelles directives ont été prises en ce qui concerne la politique du F. E. O. G. A. avec la conséquence que le système de primes de capital pour l'amélioration des structures d'exploitation internes a été supprimé. Ceci n'exclut cependant pas que les exploitations individuelles peuvent introduire une demande d'aide éventuelle du Fonds d'investissement agricole, par l'intermédiaire d'un organisme de crédit agréé. Ces demandes seront examinées cas par cas.

**Question :**

Les éleveurs qui doivent abattre leur cheptel en raison de la brucellose ont droit à un crédit pour racheter de nouvelles bêtes, mais ils ignorent souvent cette possibilité.

L'information ne pourrait-elle être améliorée, notamment par le biais des inspecteurs vétérinaires ?

**Réponse :**

Les informations diffusées par le service de la coopération agricole, Crédit agricole de l'administration des services économiques en matière d'aides octroyées aux cultivateurs sont régulièrement communiquées aux inspecteurs vétérinaires. Les interventions du Fonds d'investissement agricole (F. I. A.) en matière de soutien aux exploitations participant à la lutte contre la brucellose bovine ont été précisément rappelées aux inspecteurs vétérinaires lors d'une réunion en date du 18 juin 1974.

Lorsqu'un plan d'assainissement prévoyant l'abattage des bovins d'une exploitation est proposé à un exploitant, l'inspecteur vétérinaire met ce dernier au courant des facilités financières offertes pour le repeuplement de son exploitation ainsi que pour supporter les charges en cours.

Néanmoins, un nouveau rappel sera transmis aux Inspecteurs vétérinaires.

**III. — VOTES.**

Les articles ainsi que l'ensemble du budget du Ministère de l'Agriculture pour l'année budgétaire 1976 et du projet de loi ajustant le budget du Ministère de l'Agriculture de l'année budgétaire 1975, sont adoptés par 11 voix contre 7.

*Le Rapporteur,*

A. LERNOUX.

*Le Président,*

J. PICRON.

**Antwoord :**

Het Landbouwinvesteringsfonds kan eventueel zijn tussenkomst verlenen voor de oprichting van een laboratorium overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 februari 1961, zoals aangevuld door het koninklijk besluit van 15 mei 1961.

Indien aan de bepalingen van voornoemde wet en besluit niet kan worden voldaan, dient het verzoek tot investeringssteun voor de oprichting van laboratoria gericht worden tot de Staatssecretaris voor Streekeconomie.

**Vraag :**

De Nederlandse telers genieten in de sector van de boomkwekerij een steun vanwege het E. O. G. F. L. voor de teelt in containers.

Zou zulks niet in België kunnen zouden overwogen ?

**Antwoord :**

Sinds vorig jaar werden nieuwe richtlijnen uitgestippeld voor het beleid van het E. O. G. F. L. met als gevolg dat het stelsel van kapitaalpremies voor de verbetering der interne bedrijfsstructuren werd afgeschaft. Zulks sluit echter niet uit dat de individuele bedrijven een aanvraag voor eventuele steun van het landbouwinvesteringsfonds kunnen indienen via een aangenomen kredietorganisme. Deze aanvragen zullen geval per geval onderzocht worden.

**Vraag :**

De kwekers die hun veestapel wegens brucellose moeten afslachten, kunnen aanspraak maken op een krediet voor de aankoop van andere dieren, doch zij zijn daar vaak niet van op de hoogte.

Behoort men niet naar een betere voorlichting te streven, met name door bemiddeling van de veeartsenijkundige inspecteurs ?

**Antwoord :**

De inlichtingen die inzake tegemoetkomingen voor landbouwers door de Dienst voor Landbouwcoöperatie, Landbouwkrediet van de administratie der economische diensten worden verstrekt, worden geregeld medegedeeld door de veeartsenijkundige inspecteurs. Tijdens een vergadering die plaats had op 18 juni 1974, werden de veeartsenijkundige inspecteurs meer bepaald herinnerd aan het bestaan van tegemoetkomingen van de zijde van het Landbouwinvesteringsfonds (L. I. F.) inzake steun aan de exploitanten die de runderbrucellose helpen bestrijden.

Wanneer aan een exploitant een saneringsplan wordt voorgesteld, dat in het afslachten van de runderen van een onderneming voorziet, brengt de veeartsenijkundige inspecteur hem op de hoogte van de financiële faciliteiten die hem worden geboden om andere runderen aan te kopen, alsmede om de lasten te dragen.

De veeartsenijkundige inspecteurs zullen niettemin andermaal aan die richtlijnen worden herinnerd.

**III. — STEMMINGEN.**

De artikelen alsmede de gehele begroting van het Ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1976 en het wetsontwerp tot aanpassing van de begroting van het Ministerie van Landbouw voor het begrotingsjaar 1975 worden met 11 tegen 7 stemmen aangenomen.

*De Verslaggever,*

A. LERNOUX.

*De Voorzitter,*

J. PICRON.

**ERRATA AU BUDGET  
DU MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE.**

**TITRE II.**

**DEPENSES DE CAPITAL.**

**SECTION II.**

**Ministère de l'Agriculture proprement dit.**

Chapitre V. — Transferts de capitaux à destination d'autres secteurs (p. 20).

Il y a lieu d'insérer un article 51.60 (nouveau), libellé comme suit :

« Art. 51.60. — Subsides en faveur de l'exécution de travaux forestiers et d'aménagements touristiques dans les forêts privées (*pour mémoire*) ..»

Chapitre VII. — Investissements (civils).

Article 73.60. — Dépenses d'investissements de toute nature en rapport (p. 22).

Il y a lieu d'insérer une littera a), libellé comme suit :

“ a) avec l'augmentation de la production et du revenu des forêts domaniales et avec leur aménagement touristique; ”

Total pour le Ministère de l'Agriculture (Titres I et II) (p. 24).

Dans la colonne « Crédits non dissociés » il y a lieu de lire « 5 018,0 » au lieu de « 5 018,9 ».

**ERRATA OP DE BEGROTING  
VAN HET MINISTERIE VAN LANDBOUW.**

**TITEL II.**

**KAPITAALUITGAVEN.**

**SECTIE II.**

**Eigenlijk Ministerie van Landbouw.**

Hoofdstuk V. — Vermogensoverdrachten aan andere sectoren (blz. 20).

Een artikel 51.60 (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Art. 51.60. — Toelagen wegens bosbouwkundige werken en toeristische inrichtingen in privé-bossen (*pro memorie*). »

Hoofdstuk VII. — Investeringen (civiel).

Artikel 73.60. — Investeringsuitgaven van alle aard in verband (blz. 23).

Een littera a) invoegen, luidend als volgt :

“ a) met de vermeerdering van de produktie en de opbrengst van de domeinbossen en met hun toeristische inrichting; ”

Totaal voor het Ministerie van Landbouw (Titels I en II) (blz. 25).

In de kolom « Niet gesplitste kredieten » leze men « 5 018,0 » in plaats van « 5 018,9 ».

## ANNEXE 1.

## ATTACHES AGRICOLES.

A Washington, pour les Etats-Unis, le Canada et le Mexique :

J. Ronchaine, Ingénieur principal, 3330, Carfield Street, N.W. Washington D.C. 20008 (U.S.A.), Tél. : 202-333-6900.

A Paris, pour la France et la Suisse :

G. Maloens, Ingénieur en chef-directeur, 9, rue de Tilsitt, 75840 Paris - Cedex 17 (France), Tél. : 8 380 6100.

A Londres, pour la Grande-Bretagne et l'Irlande :

M. Cammaerts, Ingénieur en chef-directeur, 105, Eaton Square, London S.W.I. (Grande-Bretagne), Tél. : 91-441 235 4414.

A La Haye, pour les Pays-Bas et le Danemark :

A. De Paepe, ingénieur en chef-directeur, Nassauplein, 38, 's Gravenhage (Pays-Bas), Tél. : 00-3170 468835.

A Bonn, pour l'Allemagne et l'Autriche :

Van Mullem, J., Ingénieur en chef-directeur, Kaiser Friedrichstrasse, 7, Bonn (République Fédérale d'Allemagne), Tél. : 91-492 221 220 204.

A Rome, pour l'Italie, la Yougoslavie et la Grèce :

A. Van Lancker, Ingénieur en chef-directeur, 49, Via dei Monti Parioli, 00197 Roma (Italie), Tél. : 91-396 877 441/442/443/444.

A Stockholm, pour la Suède et la Norvège :

De Craene R., Ingénieur en chef-directeur, 13A, Villa Gatan, 11432 Stockholm (Suède), Tél. : 91-468-202 699.

A Madrid, pour l'Espagne, le Maroc et la Tunisie :

A. De Proter, Ingénieur en chef/directeur, Paseo de la Castellana, 18 Edificio Cuspide, Madrid (Espagne), Tél. : 91-341 401 9558.

A Bruxelles, à la Représentation permanente de la Belgique auprès des Communautés européennes :

E. Luyckx, Ingénieur en chef-directeur,  
P. de Grand Ry, Ingénieur principal (détaché), Rue Belliard, 62, 1040 Bruxelles, Tél. : (02) 513 45 70.

Attaché agricole adjoint à Paris

P. Lambotte, Ingénieur principal.

Attaché agricole itinérant : x.

Ambassade de Belgique, Centre Verdun, rue Dunant à Beyrouth (Liban), Tél. : 3460-14.

## BIJLAGE 1.

## LANDBOUWATTACHES.

Te Washington, voor de Verenigde Staten, Canada en Mexico :

J. Rochaine, Eerstaanwezend ingenieur, 3330, Carfield Street N.W. Washington D.C. 20008 (U.S.A.), Tel. : 202-333-6900.

Te Parijs, voor Frankrijk en Zwitserland :

G. Maloens, Hoofdingenieur-directeur, 9, rue de Tilsitt, 75840 Paris-Cedex 17 (Frankrijk), Tél. : 8 380 6100.

Te London, voor Engeland en Ierland :

M. Cammaerts, Hoofdingenieur-directeur, 105, Eaton Square, London S.W.I. (Groot-Brittannië), Tél. : 91-441 235 4414.

Te Den Haag, voor Nederland en Denemarken :

A. De Paepe, Hoofdingenieur-directeur, Nassauplein, 38, 's-Gravenhage (Nederland), Tél. : 00-3170-468835.

Te Bonn, voor Duitsland en Oostenrijk :

Van Mullem J., hoofdingenieur-directeur, Kaiser Friedrichstrasse, 7, Bonn (Duitse Bondsrepubliek), Tél. : 91-492 221 220 204.

Te Rome, voor Italië, Joegoslavië en Griekenland :

A. Van Lancker, Hoofdingenieur-directeur, 49, Via dei Monti Parioli, 00197 Roma (Italië), Tél. : 91-396 877 441/442/443/444.

Te Stockholm, voor Zweden en Noorwegen :

De Craene R., hoofdingenieur-directeur, 13A, Villa Gatan, 11432 Stockholm (Zweden), Tél. : 91-468 202 699.

Te Madrid, voor Spanje, Marocco en Tunesië :

A. De Preter, Hoofdingenieur-directeur, Paseo de la Castellana, 18, Edificio Cuspide, Madrid (Spanje), Tél. : 91-341 401 9558.

Te Brussel bij de Permanente vertegenwoordiging van België bij de Europese Gemeenschappen :

E. Luyckx, Hoofdingenieur-directeur,  
P. de Grand Ry, Eerstaanwezend ingenieur (gedetacheerd), Belliardstraat, 62, 1040 Brussel, Tél. : (02) 513 45 70.

Adjunct-Landbouwattaché te Parijs :

P. Lambotte, Eerstaanwezend ingenieur.

Reizend landbouwattaché : x.

Ambassade van België, Centre Verdun, rue Dunant te Beiroet (Libanon), Tél. : 3460-14.

## **ANNEXE 2.**

## BIJLAGE 2.

## Aide alimentaire de la Communauté.

*Etat récapitulatif des engagements pris et versements effectués en 1974.*

## **Voedselhulp vanwege de Gemeenschap.**

*Verzamelstaat van de in 1974 aangegeane verbintenissen  
en verrichte stortingen.*

(1) Chiffre non repris dans les tableaux ci-annexés correspondant au versement prévu au Titre II de la Convention 1974/75 (2 161 000 U. C. + 11 000 U. C.).

(2) Chiffre comprenant le versement total de la deuxième année d'application de la Convention (soit 805 000 U. C.-73/74) ainsi que la somme de 795 000 U. C. sur les 3 172 000 U. C. prévues pour la campagne 74/75.

(3) Contribution financière destinée à couvrir les frais de transports aériens.

(4) Frais de transports exceptionnels imputés sur article 9041 du budget.

(1) Dit cijfer is niet opgenomen in de bijgevoegde tabellen overeenstemmend met de storting waarin voorzien bij Titel II van de Overeenkomst 1974/75 (2 161 000 R.E. + 11 000 R.E.).

(2) Dit cijfer omvat de totale storting over het tweede jaar van toepassing der Overeenkomst (zijnde 805 000 R.E.-73/74), alsmede de som van 795 000 R.E. op de 3 172 000 R.E. die voor de campagne 74/75 in uitzicht worden gesteld.

### (3) Financiële bijdrage ter dekking van de kosten voor luchttransport.

(4) Uitzonderlijke vervoerkosten aangerekend op artikel 9041 van de begroting.

## ANNEXE 3.

## BIJLAGE 3.

Aide alimentaire bilatérale — Situation financière  
au 20 novembre 1974.

Fournitures effectuées en 1974 sur schéma 1973/74  
et schémas antérieurs.

Bilaterale voedselhulp — Financiële toestand  
per 20 november 1974.

Leveringen verricht in 1974 volgens schema 1973/74  
en vroegere schema's.

Destination	Produit et quantité Produkt en hoeveelheid	Coût Kostprijs	Frêt et assurance — Vracht en verzekering	Autres frais Andere kosten	Total Totaal	Bestemming.
Bengla Desh ... ... ...	1 324 1/2 T farine / meel (2 000 T)	11 983 110 F	4 370 682 F	—	16 353 792 F	Bangla Desh.
Bengla Desh ... ... ...	2 500 T froment / tarwe	13 877 500 F	5 936 553 F	35 000 F	19 849 053 F	Bangla Desh.
Ethiopie ... ... ... ...	331 T farine / meel (500 T)	2 976 739 F		297 816 F (P. A. M.)	3 274 555 F	Ethiopië.
Haute-Volta ... ... ...	1 324 1/2 T farine / meel (2 000 T)	11 008 957 F	2 733 810 F	4 253 663 F	17 996 430 F	Opper-Volta.
H. C. R. (Chypre) ...	662 T farine / meel (1 000 T)	5 735 697 F	—	—	5 735 697 F	H. C. R. (Cyprius).
Indonésie ... ... ... ...	10 000 T froment / tarwe	58 893 568 F	28 831 896 F	—	87 725 464 F	Indonesië.
Niger ... ... ... ... ...	6 000 T maïs / maïs	38 884 707 F	13 758 869 F	19 961 276 F	72 604 852 F	Niger.
Pérou ... ... ... ... ...	2 500 T froment / tarwe	16 084 288 F	—	—	16 084 288 F	Peru.
Rwanda ... ... ... ...	2 600 T froment / tarwe	17 170 399 F	14 999 272 F	—	32 169 671 F	Ruanda.
Rwanda ... ... ... ...	400 T farine / meel (604 T)	3 441 193 F	à facturer te factureren	—	3 441 193 F	Ruanda.
Rwanda (régularisa- tion) ... ... ... ...	—	—	432 811 F	—	432 811 F	Ruanda (regularisatie).
Sénégal ... ... ... ...	1 900 T maïs / maïs	13 223 373 F	—	—	13 223 373 F	Senegal.
Tunisie ... ... ... ...	4 000 T froment / tarwe	21 897 957 F	sob	—	21 897 957 F	Tunesië.
U. N. R. W. A. ... ...	2 995 T farine / meel (4 522 T)	27 399 603 F	13 596 122 F	—	40 995 725 F	U. N. R. W. A.
P. A. M. ... ... ... ...	3 642 T farine / meel (5 500 T)	33 481 634 F	payé année précédente voorgaand jaar betaald	—	33 481 634 F	P. A. M.
Lesotho (transport) ...	—	—	2 452 724 F	—	2 452 724 F	Lesotho (verkeer).
Assurances (régularisa- tion) ... ... ... ...	—	—	29 900 F	—	29 900 F	Verzekeringen (regula- risatie).
Equivalent ... ... ... ...	45 626 T	276 058 725 F	87 142 639 F	24 547 755 F	387 749 119 F	Tegenwaarde.

## ANNEXE 4.

Dépenses de la Belgique dans le cadre des directives relatives aux structures 72/159, 71/160 et 72/161.

## 1) Directive 72/159.

Dépenses de 1975 :

— paiements au 30 septembre 1975 :	
prime d'orientation	84 375 F
bonifications du taux d'intérêt	—
encouragement à la tenue d'une comptabilité	—
— estimation des placements pour le dernier trimestre de 1975 :	
bonifications du taux d'intérêt	1 million de F
encouragement à la tenue d'une comptabilité	2 millions de F

Toutes ces dépenses sont éligibles au F. E. O. G. A., section Orientation.

## 2) Directive 72/160.

Dépenses de 1975 et des années antérieures :

1972 : 36 792 448 F.	
1973 : 63 263 416 F.	
1974 : 75 748 294 F.	
1975 : paiements au 30 septembre 1975	80 922 021 F
estimation des paiements pour le dernier trimestre de 1975	40 000 000 F
	<hr/>
	120 922 021 F

## 3) Directive 72/161.

a) Qualification professionnelle :

— dépenses de 1975 : jusqu'au 30 septembre 1975	4 386 847 F
— estimation des paiements pour le dernier trimestre de 1975	7 000 000 F
Total...	11 386 847 F

b) Information socio économique :

— Dépenses de 1975 : —

Si cette information est organisée en 1976, les dépenses mises à charge du Fonds agricole pourraient atteindre 2 millions de F (dépenses de formation des conseillers). Les autres dépenses seraient à charge du département (18 millions de F pour traitements et 4 millions de F pour frais de fonctionnement).

## BIJLAGE 4.

Belgische uitgaven i.v.m. de structuurrichtlijnen 72/159, 72/160, 72/161.

## 1) Richtlijn 72/159.

Uitgaven 1975 :

— betalingen op 30 september 1975 :

oriëntatiepremie	84 375 F
rentesubsidies	—
boekhoudingssteun	—

— raming betalingen laatste trimester 1975 :

rentesubsidies	1 miljoen F
boekhoudingssteun	2 miljoen F

Al deze uitgaven zijn vergoedbaar door de afdeling Oriëntatie van het E. O. G. F. L.

## 2) Richtlijn 72/160.

Uitgaven 1975 en vroegere jaren :

1972 : 36 792 448 F.	
1973 : 63 263 416 F.	
1974 : 75 748 294 F.	
1975 : betalingen tot 30 september 1975	80 922 021 F
raming betalingen laatste trimester 1975	40 000 000 F
	<hr/>
	120 922 021 F

## 3) Richtlijn 72/161.

a) Scholing :

— uitgaven 1975 : tot 30 september 1975	4 386 847 F
— raming betalingen laatste trimester 1975	7 000 000 F
Totaal	11 386 847 F

b) Sociaal-economische voorlichting :

Uitgaven 1975 : —

Indien deze voorlichting ingesteld wordt in 1976 zouden de ten laste van het landbouwfonds gelegde uitgaven 2 miljoen kunnen bedragen (opleidingskosten voorlichters). De andere kosten zouden ten laste vallen van het Departement (18 miljoen F aan wedden en 4 miljoen F aan werkingskosten).

## ANNEXE 5.

## **Hydraulique agricole. — Chemins agricoles.**

*Situation en date du 30 septembre 1975.*

## BIJLAGE 5.

## Agrarische waterbouwkunde. — Landbouwwegen.

Toestand per 30 september 1975.

	Nombre de Aantal		Promesses fermes Vaste beloften				Promesses de principe Principiële beloften				Divers Diversen			
	dossiers — dossiers	communes — gemeenten	1963-1974		30 septembre 1975 — 30 september 1975		données gegeven		dossier prêt dossiers leningen		R	D	SHA	STP
1	237	98	(157)	205 387 935	(10)	25 105 000	(11)	17 533	(12)	37 575	23	18	1	5
2	269	145	(141)	138 985 959	(5)	12 380 974	(12)	17 203	(8)	14 570	24	70	6	3
3	338	160	(248)	226 803 238	(19)	31 233 647	(16)	38 263	(15)	45 354	31	4	3	2
4	470	223	(308)	292 162 938	(20)	39 841 227	(21)	27 774	(44)	108 390	29	30	10	8
5	223	162	(105)	103 644 519	(7)	14 842 000	(11)	20 588	(13)	23 600	15	63	2	7
6	239	146	(160)	113 573 128	(15)	15 723 000	(16)	12 207	(9)	19 723	20	10	5	4
7	119	70	(79)	75 869 162	(5)	6 923 822	(4)	5 604	(2)	4 491	21	8	—	—
8	354	167	(268)	128 711 667	(18)	23 714 000	(14)	8 483	(16)	28 167	25	5	1	7
9	337	193	(227)	74 479 334	(21)	15 009 661	(35)	20 323	(25)	16 747	22	4	1	2
	2 586	1 364	(1 693)	1 359 617 880	(120)	184 773 331	(140)	167 978	(144)	298 617	210	212	29	38

## ANNEXE 6.

## BIJLAGE 6.

## Recensement agricole et horticole.

Dénomination	Chiffres recensés au 15 mai 1974	Chiffres estimés au 15 mai 1975
Nombre de déclarants ... ... ...	150 945	144 200
Nombre de détenteurs de bovidés	102 253	97 100
Nombre de détenteurs de porcs ...	66 000	57 600
<i>Cultures :</i>		
Prés et prairies ... ... ...	752 580	739 800
Froment d'hiver et de printemps ...	190 333	178 400
Seigle d'hiver ... ... ...	13 229	10 000
Orge d'hiver ... ... ...	101 275	35 200
Orge de printemps ... ... ...	48 049	91 200
Avoine ... ... ...	59 458	72 100
Ensemble des céréales ... ... ...	435 760	396 700
Ensemble des légumes à cosse ...	3 886	4 600
Betteraves sucrières ... ... ...	105 091	123 900
Lin ... ... ...	9 066	8 800
Ensemble des pommes de terre ...	40 201	36 300
Betteraves fourragères ... ... ...	26 617	26 400
Fourrages verts ... ... ...	63 029	78 700
donc maïs laiteux	49 484	66 300
Superficie agricole utilisée ...	1 496 960	1 479 400
<i>Animaux :</i>		
Bovins de moins d'un an destinés à être abattus comme veaux ...	87 767	100 100
Génisses : de boucherie ... ...	307 062	266 800
d'élevage ... ...	538 793	598 600
Vaches pour la traite ... ...	1 003 309	1 003 000
Ensemble des bovidés ... ...	3 044 010	2 984 800
Porcelets d'un poids vif de moins de 20 kg ... ...	1 498 696	1 382 600
Porcs d'un poids vif de 20 à moins de 50 kg ... ...	1 303 323	1 176 500
Porcs d'un poids vif de 50 kg et plus :		
porcs à l'engrais (y compris verrats de réforme et truies de réforme) :		
a) de 50 à moins de 80 kg ...	1 050 575	935 500
b) de 80 kg et plus ...	500 353	459 300
porcs reproducteurs :		
verrats ... ... ...	30 194	27 500
truies saillies :		
a) pour la première fois ...	101 764	86 800
b) autres ... ...	316 561	311 600
truies non saillies :		
a) jeunes truies ...	79 239	64 200
b) autres ...	145 643	137 000
Ensemble des porcs ... ...	5 026 348	4 581 000

## Landbouw- en tuinbouwtelling.

Aanduiding	Getelde cijfers op 15 mei 1974	Geraamde cijfers op 15 mei 1975
Aantal aangevers ... ... ...	150 945	144 200
Aantal aangevers van runderen ...	102 253	97 100
Aantal aangevers van varkens ...	66 000	57 600
<i>Teelten :</i>		
Weiden en grasland ... ...	752 580	739 800
Winter- en zomertarwe ...	190 333	178 400
Rogge ...	13 229	10 000
Wintergerst ...	101 275	35 200
Zomergerst ...	48 049	91 200
Haver ...	59 458	72 100
Totaal der graangewassen ...	435 760	396 700
Totaal der drooggeogste peulvruchten ...	3 886	4 600
Suikerbieten ...	105 091	123 900
Vlas ...	9 066	8 800
Totaal der aardappelen ...	40 201	36 300
Voederbieten ...	26 617	26 400
Groenvoedergewassen ...	63 029	78 700
waarvan melkrijpe gewassen ...	49 484	66 300
Oppervlakte cultuurgrond ...	1 496 960	1 479 400
<i>Dieren :</i>		
Runderen minder dan 1 jaar bestemd om als kalveren geslacht te worden ...	87 767	100 100
Vaarzen : voor de vleesproductie fokdieren ...	307 062	266 800
Koeien voor de melkgifte ...	538 793	598 600
Totaal der Runderen ...	1 003 309	1 003 000
Biggen met een levend gewicht van minder dan 20 kg ...	3 044 010	2 984 800
Varkens met een levend gewicht van 20 tot - 50 kg ...	1 498 696	1 382 600
Varkens met een levend gewicht van 50 kg en meer :	1 303 323	1 176 500
Mestvarkens (afgedankte beren en afgedankte zeugen inbegrepen) :		
a) van 50 kg tot minder dan 80 kg ...	1 050 575	935 500
b) van 80 kg en meer ...	500 353	459 300
Fokvarkens :		
beren ...	30 194	27 500
gedekte zeugen :		
a) voor de eerste maal gedekte zeugen ...	101 764	86 800
b) overige gedekte zeugen ...	316 561	311 600
niet gedekte zeugen :		
a) jonge nog niet gedekte zeugen ...	79 239	64 200
b) overige zeugen ...	145 643	137 000
Totaal der varkens ...	5 026 348	4 581 000

## ANNEXE 7.

## Ministère de l'Agriculture. — Institut Economique Agricole.

Mercuriales agricoles (A)

Marktprijzen van de landbouwprodukten (A)

Section : Analyses Documentaires et Statistiques.

Septembre.

Produits Produkten	Unités Eenheid (B)	Semaine du ... au ... Week van ... tot ...					Mois Maand			
		1-9-1975 6-9-1975	8-9-1975 13-9-1975	15-9-1975 20-9-1975	22-9-1975 27-9-1975	29-9-1975 4-10-1975	Sept. 1975	Août 1975 Aug. 1975	Sept. 1974	(C)
<b>Végétaux. — Akkerbonen.</b>										
Froment. — Tarwe	(1)	611,—	611,—	611,—	611,—	612,67	611,43	606,98	538,—	+ 0,88
Seigle. — Rogge	(1)	565,—	565,—	565,—	565,—	570,—	565,—	565,—	500,—	-
Orgé d'été. — Zomergerst	(1)	576,67	571,67	571,67	570,—	575,—	573,21	575,—	509,09	- 0,31
Escourgeon. — Wintergerst	(1)	576,67	571,67	571,67	570,—	575,—	573,21	573,33	490,45	- 0,02
Orge de brasserie. — Brouwerijgerst	(1)	612,50	612,50	612,50	612,50	617,50	612,50	616,25	552,50	- 0,61
Avoine. — Haver	(1)	530,—	530,—	530,—	530,—	531,75	530,36	529,38	502,86	+ 0,19
Pois secs. — Droge erwten	(1)	—	—	—	—	—	—	—	1 373,—	-
Haricots blancs. — Witte bonen	(1)	500,—	500,—	—	—	—	500,—	500,—	—	-
Graines de lin. — Lijnzaad	(1)	1 175,—	1 162,50	1 187,50	1 212,50	1 212,50	1 190,—	1 096,88	1 610,—	+ 8,49
Pommes de terre. — Aardappelen	(1)	287,50	259,38	290,63	279,38	307,50	285,16	309,64	99,38	- 7,91
Betteraves fourragères. — Voederbieten	(1)	—	—	—	—	—	—	—	—	-
Lin brut. — Ruw vlas	(1)	387,50	393,75	387,50	387,50	387,50	387,50	424,63	435,94	- 8,74
Paille : de froment. — Stro : tarwe	(1)	240,42	251,67	255,83	255,83	255,83	251,25	244,71	107,88	+ 2,67
Paille : de seigle. — Stro : rogge	(1)	237,50	250,—	250,—	250,—	250,—	247,22	238,89	101,94	+ 3,49
Paille : d'orge. — Stro : gerst	(1)	238,75	248,33	248,75	248,75	248,75	247,33	221,33	103,27	+ 11,75
Paille : d'avoine. — Stro : haver	(1)	228,33	235,—	235,—	235,—	235,—	233,07	225,—	97,12	+ 3,59
Foin : de prairie. — Hooi : weide	(1)	316,67	333,33	350,—	350,—	333,33	340,38	330,50	241,92	+ 2,99
Foin : de trèfle. — Hooi : klaver	(1)	300,—	300,—	300,—	300,—	300,—	300,—	300,—	292,14	-
Foin : de luzerne. — Hooi : luzerne	(1)	381,67	374,44	381,11	381,11	381,11	385,59	361,67	326,92	+ 6,61
<b>Animaux. — Veeceil.</b>										
Lait (G). — Melk (G)	(2)	—	—	—	—	—	( 6,10)	( 6,21)	5,44	(- 1,77)
Beurre de laiterie. — Melkerijboter	(3)	101,—	103,—	104,—	104,25	104,—	102,86	99,23	88,72	+ 3,66
Beurre de ferme. — Hoeveboter	(3)	121,16	124,46	121,16	123,39	126,18	122,25	123,06	103,80	- 0,66
Œufs : 67/68 g. — Eieren 67/68 g	(4)	1,97	1,70	1,63	1,51	1,40	1,64	1,74	2,11	- 5,75
Œufs : 62/63 g. — Eieren : 62/63 g	(4)	1,68	1,47	1,55	1,45	1,33	1,50	1,46	1,95	+ 2,74
Œufs : 57/58 g. — Eieren : 57/58 g	(4)	1,49	1,34	1,36	1,34	1,26	1,36	1,22	1,44	+ 11,48
Gorets. — Biggen	(5)	81,25	83,13	82,40	78,85	83,75	81,68	77,32	50,08	+ 5,64
Bœufs. — Ossen	(5)	50,58	49,57	49,56	47,55	46,53	52,—	53,63	46,88	- 3,04
Taureaux. — Stieren	(5)	50,60	49,59	49,59	50,60	50,60	54,60	54,13	48,38	+ 0,88
Vaches. — Koeien	(5)	39,42	38,41	37,40	36,40	36,40	38,90	38,50	34,50	+ 1,04
Génisses. — Vaarzen	(5)	44,55	43,54	43,53	42,53	42,53	48,20	48,37	45,25	- 0,35
Veaux (H). — Kalveren (H)	(5)	76,5-86,5	75,5-86	76,5-87,5	76,5-87,5	75,5-87	81,57	75,42	65,63	+ 8,15
Porcs (1/2 gras). — Varkens (1/2 vet)	(5)	44,—	—	44,45	43,44	44,45	44,14	41,83	33,30	+ 5,52
Moutons. — Schapen	(5)	40,50	43,—	43,—	43,83	43,—	42,62	51,13	39,29	- 16,64
Chevaux. — Paarden	(5)	36,48	36,48	36,48	36,47,5	36,47,5	41,94	42,25	46,31	- 0,73
Poulets à rôtir. — Braadkuikens	(5)	32,—	32,—	33,—	32,—	30,50	32,25	28,50	25,75	+ 13,16
Poules à bouillir. — Soepkippen	(5)	20,75	21,13	20,—	19,63	19,13	20,38	17,25	14,69	+ 18,14

## Notes :

(A) Prix moyens, T. V. A. non comprise, relevé sur les marchés régulateurs du pays.

(B) Unité : (1) 100 kg - (2) litre - (3) kg - (4) pièce - (5) kg sur pied.

(C) Différence en % entre septembre 1975 - août 1975.

(D) Avant élimination des variations saisonnières.

(E) Pour les prix reçus : après élimination des variations saisonnières.

(F) Différence en points entre septembre 1975 - août 1975.

(G) Lait (33 g/l matière grasse) livré à la laiterie - pondération des trois catégories.

(H) Moyenne entre qualité « bonne » et « ordinaire ».

(...) Chiffres entre parenthèses : provisoire.

## BIJLAGE 7.

Ministerie van Landbouw. — Landbouw-Economisch Instituut.

Index des prix reçus et payés par les agriculteurs (A)  
Base : 1962-1963-1964 = 100Index van de door de landbouwers ontvangen en betaalde prijzen (A)  
Basis : 1962-1963-1964 = 100

Afdeling : Documentaire en Statistische Analyses.

September.

Produits Produkten	D			E		
	Sept. 1975	Août 1975 — Aug. 1975	Sept. 1974	Sept. 1975	Août 1975 — Aug. 1975	(F)
<i>Prix reçus. — Ontvangen prijzen.</i>						
Froment. — Tarwe	128,21	127,08	112,81	134,11	132,79	+ 1,32
Seigle. — Rogge	152,16	152,16	134,65	157,19	156,87	+ 0,32
Orge fourragère. — Voedergerst	145,12	145,36	126,52	147,78	149,70	- 1,92
Orge de brasserie. — Brouwgerijgerst	149,23	150,14	134,61	151,97	154,62	- 2,65
Avoine. — Haver	145,73	145,46	138,17	151,64	150,42	+ 1,22
Pommes de terre. — Aardappelen	169,75	184,32	59,16	223,36	248,74	- 25,38
Lin brut. — Ruw vlas	137,42	150,59	154,60	143,74	151,80	- 8,06
Paille de froment. — Tarwestro	288,03	280,53	123,67	336,48	308,95	+ 27,53
Betteraves sucrières. — Suikerbieten	139,99	139,99	117,51	139,99	139,99	-
Total végétaux. — Totaal Akkerbouw	*	*	*	163,07	167,17	- 4,10
Lait de laiterie (G). — Melkerijboter (G)	(157,62)	(160,47)	140,57	(157,78)	(167,68)	(- 9,90)
Beurre de ferme. — Hoeveboter	134,68	135,57	114,35	137,43	142,71	- 5,28
Eufs moyens. — Middelgrote eieren	100,—	97,33	130,—	84,46	83,76	+ 0,70
Bœufs. — Ossen	178,51	184,11	160,93	183,65	180,85	+ 2,80
Taureaux. — Stieren	192,25	190,60	170,35	194,59	189,46	+ 5,13
Vaches. — Koeien	201,97	199,90	179,13	211,04	206,51	+ 4,53
Génisses. — Vaarzen	165,75	166,33	155,61	172,48	166,33	+ 6,15
Veaux (H). — Kalveren (H)	185,13	171,18	148,96	190,46	177,20	+ 13,26
Porcs (1/2 gras). — Varkens (1/2 vet)	159,41	151,07	120,26	161,84	148,11	+ 13,73
Moutons. — Schapen	214,71	257,58	197,93	229,64	279,07	- 49,43
Chevaux. — Paarden	172,10	173,37	190,03	169,72	164,80	+ 4,92
Poulets à rôtir. — Braadkuikens	153,13	135,33	122,27	174,21	143,36	+ 30,85
Poules à bouillir. — Soekkippen	134,17	113,56	96,71	148,91	115,88	+ 33,03
Total animaux. — Totaal veeetl	*	*	*	(156,94)	(153,30)	(+ 3,64)
Index global. — Globale index	*	*	*	(158,23)	(156,22)	(+ 2,01)
<i>Prix payés. — Betaalde prijzen</i>						
Fermages. — Pachtlijsten			127,71	(127,71)	(127,71)	-
Salaires. — Lonen			314,37	(314,37)	(314,37)	-
Engrais. — Meststoffen			141,65	164,16	162,47	+ 3,70
Semences et plants. — Zaai- en plantgoed			161,48	(161,48)	(161,48)	-
Aliments pour bétail. — Veevoeders			140,74	145,14	142,35	+ 2,79
Matériel. — Materiaal			224,18	234,47	234,47	-
Frais généraux. — Algemene onkosten			178,45	195,90	194,17	+ 1,73
dont carburant. — waarvan brandstoffen			268,89	208,33	196,76	+ 11,57
Index global. — Globale index			167,74	(175,16)	(173,46)	(+ 1,70)

Nota's :

(A) Gemiddelde prijzen, exclusief B.T.W. genoteerd op de prijstegende markten van het land.

(B) Eenheid : (1) 100 kg - (2) liter- (3) kg - (4) stuk - (5) kg op voet.

(C) Verschil in % tussen september 1975 - augustus 1975.

(D) Voor de uitschakeling van de seizoenschommelingen.

(E) Voor de ontvangen prijzen : na de uitschakeling van de seizoenschommelingen.

(F) Verschil in punten tussen september 1975 - augustus 1975.

(G) Melk (33 g/l vet) geleverd aan de melkerij - weging van de drie categorieën.

(H) Gemiddelde tussen " goede " en " gewone " kwaliteit.

(...) Cijfers tussen haakjes : voorlopig.